

FACULTE DE MEDECINE DE PARIS

Année 1901

N°

30

THÈSE

POUR

LE DOCTORAT EN MÉDECINE

Présentée et soutenue le jeudi 14 novembre 1901, à 1 heure

PAR

A.-F. WAGNER

Première pratique médicale

DE LA

LOI SUR LES ACCIDENTS DU TRAVAIL.

(JURISPRUDENCE, STATISTIQUES)

Président M. BROUARDEL, Professeur.

Juges MM. { DEBOVÉ, Professeur.
RÉMY, Agrégé.
WURTZ, Agrégé.

Le Candidat répondra aux questions qui lui seront faites sur les diverses parties de l'enseignement médical

PARIS

VIGOT FRÈRES, ÉDITEURS.

23, PLACE DE L'ÉCOLE-DE-MÉDECINE, 23

1901

FACULTE DE MEDECINE DE PARIS

Année 1901

N°

THÈSE

POUR

LE DOCTORAT EN MÉDECINE

Présentée et soutenue le jeudi 14 novembre 1901, à 1 heure

PAR

A.-F. WAGNER

Première pratique médicale

DE LA

LOI SUR LES ACCIDENTS DU TRAVAIL

(JURISPRUDENCE, STATISTIQUES)

Président M. BROUARDEL, *Professeur.*

Juges MM { DEBOVE, *Professeur.*
RÉMY, *Agrégé.*
WURTZ, *Agrégé.*

Le Candidat répondra aux questions qui lui seront faites sur les diverses parties de l'enseignement médical



PARIS

VIGOT FRÈRES, ÉDITEURS

23, PLACE DE L'ÉCOLE-DE-MÉDECINE, 23

1901

FACULTE DE MÉDECINE DE PARIS

Doyen	M. BROUARDEL
Professeurs	MM.
Anatomie.....	FARABEUF.
Physiologie.....	CH. RICHET.
Physique médicale.....	GABRIEL.
Chimie organique et chimie minérale.....	GAUTIER.
Histoire naturelle médicale.....	BLANCHARD.
Pathologie et thérapeutique générales.....	BOUCHARD.
Pathologie médicale.....	HUTINEL.
Pathologie chirurgicale.....	BRISAUD.
Anatomie pathologique.....	LANNELONGUE.
Histologie.....	CORNIL.
Opérations et appareils.....	MATHIAS DUVAL.
Pharmacologie et matière médicale.....	BERGER.
Thérapeutique.....	POUCHET.
Hygiène.....	N.....
Médecine légale.....	PROUST.
Histoire de la médecine et de la chirurgie.....	BROUARDEL.
Pathologie comparée et expérimentale.....	DEJERINE.
	CHANTEMESSE.
Clinique médicale.....	LANDOUZY.
	HAYEM.
Maladies des enfants.....	DIEULAFOY.
Clinique de pathologie mentale et des maladies de l'encéphale.....	DEBOVE.
Clinique des maladies cutanées et syphilitiques.....	GRANCHER.
Clinique des maladies du système nerveux.....	JOFFROY.
	FOURNIER.
Clinique chirurgicale.....	RAYMOND.
	TERRIER.
	DUPLAY.
	LE DENTU.
	TILLAUX.
Clinique ophtalmologique.....	DE LAPERSONNE.
Clinique des maladies des voies urinaires.....	GUYON.
Clinique d'accouchements.....	PINARD.
	BUDIN.
Clinique gynécologique.....	POZZI.
Clinique chirurgicale infantile.....	KIRMISSON.

Agrégés en exercice.

MM.	MM.	MM.	MM.
ACHARD.	DUPRÉ.	LAUNOIS.	RICHAUD.
AUVRAY.	FAURE.	LEGREY.	TEISSIER.
BEZANÇON.	GILLES DE LA	LEGUEU.	THIERY.
BONNAIRE.	TOURETTE.	LEPAGE.	THIROLOIX.
BROCA Auguste.	GOSSET.	MAUCLAIRE.	THOINOT.
BROCA André.	GOUGET.	MARION.	VAQUEZ.
CHASSEVANT.	GUIART.	MERY.	WALLICH.
CUNEO.	HARTMANN.	POTOCKI.	WALTHER.
DEMELIN.	JEANSELMÉ.	REMON.	WIDAL.
DESGREZ.	LANGLOIS.	REMY.	WURTZ.

Chef des Travaux anatomiques : M. RIEFFEL.

Par délibération en date du 9 décembre 1798, l'Ecole a arrêté que les opinions émises dans les dissertations qui lui seront présentées doivent être considérées comme propres à leurs auteurs et qu'elle n'entend leur donner aucune approbation ni improbation.

A MA FEMME

A MON PÈRE LE DOCTEUR FÉLIX WAGNER

A MA MÈRE

A MES FRÈRES

A MES AMIS

A MON PRÉSIDENT DE THÈSE

M. LE PROFESSEUR BROUARDEL

Doyen de la Faculté de Médecine,
Commandeur de la Légion d'honneur,
Membre de l'Institut.

A M. LE PROFESSEUR DUPLAY

Membre de l'Académie de Médecine

A M. LE PROFESSEUR POZZI

Membre de l'Académie de Médecine

A M. LE DOCTEUR VIBERT

INTRODUCTION

En présence de l'envahissement de la profession médicale, par les situations dites administratives, les lois sur l'assistance médicale gratuite, sur la protection de l'enfance, ces lois qui sont le reflet de l'évolution sociale et humanitaire du siècle, il nous a paru plus particulièrement intéressant d'étudier la loi sur les accidents du travail dans ses rapports avec l'exercice de la médecine.

Tout en médecine tend vers le fonctionnarisme, le médecin privé comme il était compris jadis n'existe plus. Le médecin des pauvres est également disparu pour nous, de la génération nouvelle. Avec le siècle qui commence, il y aura dans l'exercice de la médecine plus de malades assistés, secourus par les municipalités et les départements, que de malades réclamant personnellement le médecin qui convient le mieux à leurs exigences et à leurs sentiments personnels. La portée sociale de notre rôle se trouve ainsi considérablement accrue, avec une fonction légale qui grandit de jour en jour, qui devient envahissante, qui certainement a besoin d'être réglementée ; il faut que nous

soyons fixés sur les exigences auxquelles nous expose l'exercice de notre profession.

Tous, riches ou pauvres viennent réclamer nos soins, beaucoup ont droit à l'assistance médicale, ceux qui ne peuvent formuler eux-mêmes leurs exigences sont protégés par la loi qui revendique pour eux des droits.

Plus exigeante pour le médecin, cette fraction de clientèle par l'extension qu'elle prend a droit à notre sollicitude et aussi, à tous égards nous devons être prêts à accomplir à côté de notre rôle professionnel, un rôle qui déjà se dessine, celui du médecin dans la société. Sans parler de l'intérêt immédiat que la connaissance des exigences de la loi dans la profession médicale apporte à l'exercice de l'art qui doit faire vivre le praticien, notons cette évolution vers une situation toute différente de celle de nos prédécesseurs. Je parle pour le plus grand nombre, car bien rares sont actuellement même en province, ceux qui ne relèvent pas de l'administration départementale pour une toute petite fonction.

Aussi, il nous faut connaître les lois ; tous les jours, nous sommes mis en rapport avec la justice, qui égale pour tous, soucieuse de l'ordre public et du bien-être sociale, réclame souvent notre intervention pour atteindre un même but par des voies différentes.

Dans ce système de protection, les uns trouvent le moyen de satisfaire leurs désirs, les autres de donner à leur santé tous les soins désirables pour élever et protéger une nombreuse famille. Le médecin trouve derrière la loi, qu'il connaît et dont il comprend la pensée, la garantie du devoir accompli, sans qu'aucun conflit ne vienne

troubler l'intérêt que tous nous portons à un organisme qui réclame de nous, les soins que nous avons appris à lui apporter.

Aussi, je crois que si en quelque circonstance l'invasion des formalités administratives a eu l'inconvénient de retenir le médecin à de fastidieuses opérations de comptabilité et de rédaction, elle aura eu d'autre part l'avantage de le lier plus étroitement à un contingent important de sa clientèle, de lui permettre de mieux comprendre l'importance de sa fonction sociale, d'élargir le domaine de ses attributions et de lui faire toucher de plus près les douleurs et les misères qui comptent si facilement sur sa bienveillante intervention.

La loi n'est pas aussi ardue que l'on croit, et à sa confection a présidé toujours une idée généreuse, bienveillante, ou une mesure d'ordre public. Et je pense que la loi a souvent pensé mieux faire en faisant du médecin le confident de son client, qu'en lui donnant un simple rôle de contrôle.

C'est dans cet ordre d'idées que nous avons entrepris cette étude ; c'est aussi parce que la médecine légale prend une telle extension qu'il nous faut la connaître.

C'est parce que dans de graves circonstances, qu'il s'agisse d'intérêts particuliers (assistance médicale gratuite) ou d'intérêts publics (hygiène, prophylaxie), le médecin remplit presque un rôle de juge puisqu'il a seul qualité pour connaître, diagnostiquer, affirmer, et solliciter des pouvoirs publics telles exigences que l'enseignement de l'Université lui fait un devoir d'appliquer.

C'est parce que le médecin lui-même ne peut dissimuler son

erreur ou sa négligence que nous nous sommes intéressés à cette partie de la médecine.

Certes il nous reste beaucoup à faire, mais je pense qu'avoir songé à l'erreur possible, à la négligence possible, c'est déjà presque l'avoir évitée.

De loin ou de près nous avons aimé les hommes qui nous ont appris à ne pas nuire à notre prestige professionnel.

M. le docteur Vibert a bien voulu nous encourager de ses conseils et nous diriger dans nos recherches ; nous sommes heureux de pouvoir rendre hommage à sa bienveillance, et le remercier de son enseignement pratique qui, dans les conférences faites à la Morgue de Paris nous a fait entrevoir les exigences actuelles de la société à l'égard des praticiens.

D'autres nous ont permis de puiser dans des documents épars les éléments qui nous ont aidé dans la compréhension de la loi ; M. Beverini-Vico, Préfet de l'Eure, M. Paulet, directeur de l'assurance et de la prévoyance sociale au ministère du commerce, M. Féolde, ingénieur des mines, avocat à la cour d'appel de Paris ; nous ne voulons pas passer leur nom sous silence.

M. le docteur Beunier a bien voulu mettre à notre disposition tous les documents des accidents du travail survenus aux chantiers de l'exposition de 1900. Ses collaborateurs M. les docteurs Rozier et Housquain ont bien voulu, parmi plus de 15.000 observations nous donner celles qui par leur exactitude pouvaient compléter notre travail.

Il est d'usage que avant de quitter l'Université, les élèves témoignent à leurs maîtres par quelques paroles aimables

l'hommage de leur gratitude, et quoique oublié déjà de ceux-là mêmes qui nous ont appris à gagner la confiance de nos malades par un examen méthodique et approfondi, nous sommes heureux de nous conformer à cette coutume.

Nous nous rappelons avec plaisir que nous avons accompli notre stage médical chez M. Gouraud puis chez M. Merklen qui nous ont plus particulièrement initié aux finesses de l'auscultation.

M. le professeur Pozzi et M. le professeur Duplay nous ont fait comprendre combien nous pourrions être utiles à nos malades par une intervention, bien réfléchie, bien réglée, bien préparée et exécutée conformément à leur enseignement. A M. le professeur Budin qui nous a initié à l'art des accouchements, aux soins à donner aux nourrissons, nous rendons un respectueux hommage.

Qu'il nous soit permis de remercier M. le professeur Brouardel d'avoir bien voulu nous faire l'honneur d'accepter la présidence de notre thèse. Nous savons tout le prix de cette faveur, et ce souvenir nous guidera dans l'exercice de notre art.

Nécessité de la loi de 1898.

La loi du 9 avril 1898 et les décrets qui s'y rapportent modifient profondément les règles du droit commun en ce qui concerne :

1° La responsabilité patronale en matière d'accidents du travail ;

2° Le mode de paiement des indemnités aux victimes d'accidents ;

3° Le régime des sociétés d'assurances contre les accidents du travail.

La loi du 24 mai 1899 autorise la caisse nationale d'assurances en cas d'accidents, à étendre ses opérations aux risques prévus par la loi du 9 avril 1898, pour les accidents ayant entraîné la mort ou l'incapacité permanente, absolue ou partielle du travail.

Le fardeau de la preuve qui obligeait la victime à faire presque toujours la preuve de la faute du patron ou de l'un de ses préposés pour obtenir une indemnité, empêchait souvent la victime d'obtenir la réparation à laquelle elle a droit équitablement.

La loi du 9 avril 1898 dans le cas où elle s'applique, dispense la victime du fardeau de la preuve. Le but du législateur a été d'empêcher que les accidents professionnels ne soient une cause de misère pour les ouvriers qui en sont victimes, ainsi que pour les personnes qui sont à leur charge, en cas de décès.

Le droit commun ne permet à la victime d'obtenir une indemnité que si elle fait la preuve de la faute du patron. Le législateur a voulu mettre fin à une pareille situation et il entendait que dans tous les cas la victime d'un accident touchât toujours une indemnité et fût de plus toujours assurée de la toucher.

Les victimes frappées par les accidents du travail se trouvent dans l'impossibilité de subvenir à leurs besoins et à leurs charges, or il ne faut pas que ceux que l'on a nommés les invalides du travail tombent dans la misère.

Le meilleur moyen d'éviter cette misère future et possible est de recourir à l'assurance obligatoire dans toutes les industries où le travail présente du danger pour le personnel.

La loi du 9 avril 1898 ne proclame pas l'obligation de l'assurance ; seulement par l'ensemble de ses dispositions, elle l'a rendue obligatoire pour le patron.

Cependant, si au point de vue de l'assurance le patron trouve toute tranquillité et toute satisfaction, cette charge pour lui est parfois assez grande si l'on tient compte de ce que, dans certaines industries *par cent francs de salaire assuré*, la prime varie dans de grandes proportions, 0,70 % il y a même 0,26, 0,21 pour certaines industries

(chaussures, cuir et étoffe, chocolaterie, confiserie, etc.)(1);
dans d'autres cas :

Mines et minerais	7,47
Ouvriers des ports . . .	5,09
Démolitions	6,76

on comprend quel intérêt différent il y a, pour de grandes entreprises industrielles à ne pas assurer tout le personnel de l'usine, car certainement, parfois, le peu de fréquence d'accidents et d'indemnités à couvrir, créent moins de charges à l'industrie, qui s'assure le plus souvent le concours d'un médecin en vue des soins à donner à son personnel ouvrier.

Dans tous les cas, ces industries étant toujours soumises aux obligations de la loi doivent s'organiser au mieux de leurs intérêts tout en permettant à la victime de toucher ultérieurement sa rente ou son indemnité.

Une importante statistique dressée par le gouvernement allemand pour les accidents industriels survenus en 1887 et portant sur 3.861.560 ouvriers qui ont été tués ou atteints d'une incapacité de travail de plus de 13 semaines donne pour 100 accidents une proportion de :

20 dus à la faute commune du patron.

25 dus à la faute de l'ouvrier.

8 dus à la faute commune du patron ou de l'ouvrier ou à celle de tiers.

47 au cas fortuit, à la force majeure ou à une cause indéterminée.

(1) Arrêté ministériel du 30 mars 1899, maintenu pour 1900 et ensuite pour 1901 par arrêté du 22 décembre 1900 du *Journal officiel* 2 avril 1899.

De ces recherches statistiques, on conclut que *dans notre jurisprudence* il y a 67 cas $\%$, dans lesquels la victime ne peut obtenir aucune indemnité.

La même statistique montre que l'introduction de l'outillage mécanique dans l'industrie a peu augmenté le nombre des accidents.

Et si on additionne le pourcentage des industries modernes perfectionnées, la même statistique donne un total de 44.38 $\%$ dont les machines fournissent plus de la moitié 26,84, $\%$. (1)

Ce court résumé montre suffisamment quel était l'intérêt de la législation nouvelle.

Et nous avons pensé être utile, en résumant ces quelques notions extra-médicales de façon à laisser entrevoir la raison d'être de la loi, son utilité et en quelque sorte les points particuliers sur lesquels elle a dû s'appesantir davantage pour parer à toutes les éventualités, dont les plus intéressantes pour nous, seront résumées au cours de ce mémoire.

Enfin, il est bon de savoir pour le médecin, quelle a été la genèse de la loi, la raison d'être d'un acte, le certificat médical, la pièce importante qui lui est demandée, quel usage on peut faire d'une pièce qui a une raison sociale et qui emporte avec elle la signature d'un médecin, peut être quiconque aura examiné une victime du travail.

(1) Rapport présenté en 1895 au Sénat par M. Poirrier, Sénateur de la Seine.

**Aperçu de la Loi en ce qui peut intéresser
le médecin et motiver son intervention.**

La loi concernant « les responsabilités des accidents dont les ouvriers sont victimes dans leur travail » a été promulguée le 9 avril 1898 (*Journal officiel*, du 10 avril 1898), mise en vigueur le 1^{er} juillet 1899. Cette loi n'intéresse que les accidents particuliers du travail.

« Article premier. — Les accidents survenus par le
« fait du travail, ou à l'occasion du travail, aux ouvriers
« et employés occupés dans l'industrie du bâtiment, les
« usines, manufactures, chantiers, les entreprises de trans-
« port par terre et par eau, de chargement et de déchar-
« gement, les magasins publics, mines, minières, carriè-
« res et, en outre, dans toute exploitation ou partie
« d'exploitation dans laquelle sont fabriquées ou mises
« en œuvre des matières explosives, ou dans laquelle il est
« fait usage d'une machine mue par une force autre que
« celle de l'homme ou des animaux, donnent droit, au
« profit de la victime ou de ses représentants, à une
« indemnité à la charge du chef d'entreprise, à la condi-

« tion que l'interruption de travail ait duré plus de quatre
« jours.

« Les ouvriers qui travaillent seuls d'ordinaire ne pour-
« ront être assujettis à la présente loi par le fait de la colla-
« boration accidentelle d'un ou de plusieurs de leurs cama-
« rades.

« Article 2. — Les ouvriers et employés désignés à
« l'article précédent ne peuvent se prévaloir, à raison des
« accidents dont ils sont victimes dans leur travail, d'au-
« cunes dispositions autres que celles de la présente loi. »

Cette loi détermine le taux des indemnités spéciales à chaque variété d'incapacité proportionnelle au salaire de l'ouvrier et à la gravité de l'accident. Ce chapitre des incapacités est remarquablement instructif pour le médecin qui intervient au moment de la déclaration de l'accident.

La loi ne s'étend pas indistinctement à toute la classe des travailleurs, non plus qu'à tous les accidents d'une nature quelconque dont les ouvriers et les employés peuvent être victimes. Son champ d'application est circonscrit dans les limites qui apparaissent par la détermination des trois éléments relatifs :

1^o Aux industries assujetties au régime du risque professionnel ;

2^o Aux conditions dans lesquelles doit se produire l'accident ;

3^o Aux personnes responsables et à celles qui peuvent se prévaloir du principe de la responsabilité légale.

Dans la circulaire du garde des sceaux, du 10 juin 1899, est faite l'énumération complète des établissements industriels auxquels s'applique la loi.

D'autre part, le 31 mai 1899, le Comité consultatif contre les accidents du travail interprétant l'article premier de la loi du 9 avril 1898 a émis son avis sur la situation de certaines industries spéciales, vis-à-vis de la présente loi. L'énumération assez longue a été publiée à l'Imprimerie nationale par les soins de la Direction de l'assurance et de la prévoyance sociales (janvier 1901).

C'est à titre de renseignements que nous citons la source de ces éléments d'étude qui ne peuvent avoir d'intérêt qu'au point de vue d'une recherche spéciale.

Article 3. — Indemnités relatives aux cas prévus à l'article premier.

Article 4 et article 5. — Représentant les honoraires du médecin, point sur lequel nous reviendrons dans une étude spéciale.

TITRE II

DÉCLARATION DES ACCIDENTS ET ENQUÊTE

Article 11. — « Tout accident ayant occasionné une
« incapacité de travail doit être déclaré, dans les quarante-
« huit heures, par le chef d'entreprise ou ses préposés,
« au maire de la commune qui en dresse procès-verbal.
« Cette déclaration doit contenir les noms et adresses
« des témoins de l'accident. Il y est joint un certificat du
« médecin indiquant l'état de la victime, les suites pro-
« bables de l'accident et l'époque à laquelle il sera possible
« d'en connaître le résultat définitif.

« La même déclaration pourra être faite par la victime
« ou ses représentants.

« Récépissé de la déclaration et du certificat du médecin
« est remis par le maire au déclarant.

« Avis de l'accident est donné immédiatement par le
« maire à l'inspecteur divisionnaire ou départemental du
« travail ou à l'ingénieur ordinaire des mines chargé de
« la surveillance de l'entreprise. »

Ajoutons qu'à cet égard dans la circulaire du ministre
du Commerce du 24 août 1899, au sujet de l'avis à la
justice de paix, le Ministre a donné les instructions sui-
vantes :

« Le maire n'a jamais à apprécier lui-même les suites
« probables de l'accident déclaré. C'est uniquement aux
« conclusions du certificat médical qu'il doit se référer
« pour conserver par devers lui ou transmettre au juge de
« paix ce certificat médical en original. Il y joint, dans ce
« cas, une copie de la déclaration.

« Si le certificat médical produit par le chef d'entreprise
« concluait à l'incapacité temporaire, et si la victime ou
« les ayants-droit venaient ensuite à faire une déclaration
« appuyée d'un certificat médical concluant à l'incapacité
« permanente, le maire devrait en présence de cette con-
« tradition opérer néanmoins transmission au juge de
« paix, il fera mettre ce magistrat en possession de tous les
« éléments de l'affaire, il aurait même à lui faire tenir les
« deux certificats médicaux et les deux copies de déclara-
« tions concernant l'accident.

« L'article 15 de la loi du 2 novembre 1892 et l'art. 11
« de la loi du 12 juin 1893 cessent d'être applicables dans
« les cas visés par la présente loi.

Article 12. — « Lorsque, d'après le certificat médical, la

« blessure paraît devoir entraîner la mort ou une incapacité permanente absolue ou partielle de travail, le maire
« transmet immédiatement copie de la déclaration et le
« certificat médical au juge de paix du canton où l'accident s'est produit.

« Dans les vingt-quatre heures de la réception de cet
« avis, le juge de paix procède à une enquête à l'effet de
« rechercher :

« 1° La cause, la nature et les circonstances de l'accident ;

« 2° Les personnes victimes et le lieu où elles se trouvent ;

« 3° La nature des lésions ;

« 4° Les ayants-droit pouvant, les cas échéant, prétendre
« à une indemnité ;

« 5° Le salaire quotidien et le salaire annuel des victimes.

Article 13. — « Lorsque le certificat médical ne lui
« paraîtra pas suffisant, le juge de paix pourra désigner
« un médecin pour examiner le blessé. Il peut aussi
« mettre un expert pour l'assister dans l'enquête. »

Laissons pour l'instant de côté la déclaration du maire, ce qui nous intéresse le plus, c'est le certificat médical qui est le début de l'intervention médico-légale du médecin ; Les premiers soins visant l'accident pouvant être indifféremment fournis par n'importe quel médecin ; la mort elle-même, consécutive à l'accident, pouvant être la raison qui fait légalement intervenir le médecin. Cette intervention professionnelle sera limitée à certains cas, à ceux d'une réelle gravité bien entendu. Mais le rôle médico-

légal ne se révèle qu'à l'occasion de ce certificat si rigoureusement spécifié dans la loi. C'est la pièce importante pour nous et pour les partis mis en présence, puisque les conclusions que le médecin mettra à la suite de son observation, laisseront entrevoir à la victime des espérances à laquelle elle a droit, et un pronostic médical qui lui fera attendre le retour proche ou éloigné ou même impossible à l'occupation qui a provoqué cet accident.

De l'étude de la Loi et de la procédure, c'est l'acte le plus important, c'est sur cet acte que va tabler toute la jurisprudence dans le débat qui va s'engager entre l'ouvrier, le patron ou la compagnie d'assurances. Le médecin aura un rôle tellement important que, suivant ses conclusions, la victime sera promptement ou tardivement fixée sur sa situation matérielle. Et l'importance de la marche de l'affaire est tellement grande pour la victime, tellement utile à connaître pour le médecin en présence de la responsabilité morale et sociale à laquelle il s'engage en rédigeant ce certificat, qu'il nous a paru utile et indispensable (nous l'avons constaté nous-même au cours de nos recherches) de bien voir ce que devient la pièce qui emporte notre signature; et, nous n'avons pas hésité malgré notre incompétence en matière de droit et les lacunes intentionnellement ménagées à cet effet, à résumer en un chapitre spécial la procédure de l'accident survenant à l'occasion du travail.

Ceci mieux qu'autre chose fera comprendre l'intervention justifiée du médecin, et pourra au cours de ce développement nous mettre sur la réserve en ce qui concerne les conclusions de ce certificat.

Quelle est la marche suivie par une affaire d'accident du travail.

Résumons aussi brièvement que possible la marche suivie par une affaire d'accident du travail, afin que nous puissions fixer à chaque moment, la circonstance exacte motivant l'ingérence du médecin dans l'événement qui a provoqué l'application de la loi.

Un accident arrive à un ouvrier pendant son travail, quel que soit son salaire, le patron ou son préposé doit immédiatement envoyer chercher le médecin. Il devra demander à ce médecin de lui remettre un certificat indiquant :

1° L'Etat de la victime :

2° Les suites probables de l'accident, c'est-à-dire si l'accident paraît ou non devoir entraîner la mort ou une incapacité permanente absolue ou partielle du travail.

3° La date à laquelle il sera possible d'en connaître le résultat définitif.

Ce certificat fait sur papier libre joue un rôle considérable. Il est bien évident qu'un certificat de complaisance

donné à la victime, pour lui faire obtenir une indemnité plus élevée que celle qui lui est légitimement due, expose le médecin à des poursuites judiciaires.

(Dommages intérêts au patron de la victime.

Trib. civil, Seine, 24 décembre 1897. *Rev. périod.* 1898, 182.)

L'accident arrivé, le médecin a donné ses soins, il a rédigé le certificat.

Cette pièce est jointe aux autres et adressée au maire dans les 48 heures qui suivent l'accident. Ce délai de 48 heures est nécessaire pour que nous puissions examiner notre malade et rendre compte de son état dans le certificat que nous avons rédigé.

Si d'après le certificat médical, la blessure paraît devoir entraîner la mort ou une incapacité permanente absolue ou partielle du travail, le maire transmet une copie de la déclaration de l'accident et une copie du certificat médical au Juge de Paix du canton où l'accident s'est produit. Même procédure si la mort a eu lieu au moment de la déclaration.

En pratique, si le Maire estime que l'accident ne doit provoquer pour la victime qu'une incapacité temporaire de travail, la transmission du Dossier au Juge de Paix n'a pas lieu d'après les termes de la loi.

Pour s'éclairer sur ce point, lorsque le certificat manque de précision, le Maire devra consulter le médecin qui l'aura rédigé ; aussi soyons dans notre certificat aussi complet que possible puisque le Juge de paix est seul compétent pour les contestations relatives à l'indemnité pour incapacité temporaire.

D'autre part, dans presque toutes les polices d'assurances on trouve une clause qui enjoint à l'assuré de faire parvenir dans les 48 heures qui suivent chaque accident une copie conforme de la déclaration et du certificat médical remis au Maire. Donc ces mêmes pièces seront adressées à la Compagnie d'Assurances.

Le Juge de paix en possession de ces pièces doit procéder à une enquête dans les 24 heures qui suivent la réception de l'avis de l'accident. Dans les 24 heures, pour être le plus près possible des déclarations qui lui ont été adressées et pour que les recherches qu'il peut être appelé à faire soient moins laborieuses.

Sauf le cas d'impossibilité matérielle dûment constatée dans le procès verbal, l'enquête doit être close dans le plus bref délai, au plus tard dans les dix jours à partir de l'accident.

La circulaire ministérielle du 10 juin 1899 donne des instructions en ce qui concerne l'enquête et particulièrement sur la nature des lésions.

Nous citons ce paragraphe en entier puisqu'il nous intéresse.

« 3° La nature des lésions. — Le magistrat instructeur
« constatera dans son procès-verbal les lésions subies par
« le blessé. Il vérifiera si le certificat médical, qui lui a été
« transmis par le Maire, rend suffisamment compte de
« l'état de la victime et des suites probables de l'accident.
« Dans le cas où il le jugerait insuffisant, la loi l'au-
« torise à désigner un médecin qui procédera à un nouvel
« examen, après avoir prêté serment.

« Le médecin sera invité à décrire les lésions, à indiquer la date probable à laquelle la blessure sera consolidée, à dire s'il en résultera une incapacité permanente ou seulement une incapacité temporaire. »

« Dans le cas d'incapacité permanente partielle, le rapport s'expliquera sur la diminution d'aptitude au travail qui sera éprouvée par la victime; en cas d'incapacité temporaire, il indiquera la date probable de la guérison. »

« Le Juge de paix n'usera qu'avec une grande réserve de la faculté qui lui est laissée de faire appel à un médecin. Le plus souvent, l'expertise n'aura aucune utilité et il conviendra de s'en tenir au certificat initial. La commission d'un médecin ne sera vraiment nécessaire que dans le cas où ce certificat n'aurait pas été dressé. *On est encore trop près de l'accident pour que l'homme de l'art puisse se prononcer, en connaissance de cause sur ses conséquences.* »

La circulaire a prévu largement l'insuffisance et l'impossibilité même des déclarations médicales. Mais, elle nous laisse entrevoir que le Juge de paix « n'usera qu'avec grande réserve de la faculté qui lui est laissée de faire appel à un médecin. » — Importance considérable de la bonne rédaction du certificat pour la cause et aussi pour éviter ce contrôle des médecins les uns par les autres qui souvent, par suite des circonstances différentes, dans lesquelles ils examinent le malade, sont exposés à des contradictions en apparence très grossières en ce qui concerne leurs conclusions.

Insistons plus particulièrement sur ce point que c'est le Maire qui avise immédiatement le Juge de Paix, lorsque survient un accident qui a été mortel ou un accident qui doit entraîner la mort ou une incapacité de travail.

Le Maire qui est généralement un homme étranger aux choses de l'art a besoin d'être fixé d'une façon exacte, pour que la malheureuse victime ou les ayants-droit ne perdent pas l'indemnité que la loi leur a accordée.

L'accident qui survient condamne à l'immobilité, le gagne-pain de la maison, c'est une misère qui commence et si la victime n'est pas aidée dans la voie de ses revendications, ce sera pour la société, un déchet de plus, un mécontent ou un vaincu. Il faut donc aborder cette question du certificat, certainement avec la pensée d'une exploitation, d'une supercherie possible, mais je crois, que le fait n'est pas aussi fréquent que l'on pense, que plus souvent peut-être qu'il n'est possible de le prouver, il y a entre l'accident et l'état antérieur de la victime, une relation assez intime et que notre pratique ultérieure de la loi sur les accidents du travail nous permettra de mieux connaître, de préciser. Peut-être alors, mieux informés, nous ne mettrons pas sur le compte de la simulation ou de l'exagération, les symptômes que nous qualifions si sévèrement, au début de la pratique de la loi.

Et d'ailleurs, l'exagération est constante chez les malades, chez les victimes, bien rares sont ceux qui n'ont pas la crainte de l'aggravation de leur état. Aussi, tout en étant convaincus de cet état d'esprit de nos malades, limitons cette exagération à de raisonnables proportions, puisque à l'élément malade dont on espère la guérison et dont

on exagère les symptômes pour obtenir un traitement plus énergique, peut s'ajouter la perspective d'une indemnité dont le taux croît avec l'importance de la lésion.

Je crois que c'est être dans la vérité que de comprendre ainsi, ce que l'on a peut-être trop souvent considéré comme une simulation.

D'autre part, l'homme a toujours peur de la justice. Le seul fait pour le médecin de croire qu'il peut y avoir simulation, rend son intervention moins énergique, fait hésiter son traitement, son diagnostic, et donne par le fait plus facilement prise à l'exagération qui aura sa récompense sous la forme d'indemnité plus élevée.

Cependant, revenant à la procédure, nous pouvons être appelés à donner au Juge de Paix des éclaircissements complémentaires sur le rapport d'un confrère. C'est là une deuxième intervention médicale.

Notre rôle se termine ici.

A l'expiration du délai de cinq jours pendant lesquels les intéressés peuvent prendre connaissance du dossier de l'enquête, ce dossier est transmis au Président du Tribunal civil de l'arrondissement par les soins du greffier.

La justice suit son cours.

But à atteindre dans l'application de la loi.

Maintenant que nous savons ce que devient un homme victime d'un accident survenu au cours du travail ; maintenant que nous connaissons les conditions d'application de la loi : la marche suivie par la procédure, les indemnités, l'intervention capitale du médecin et sa fonction, il serait utile d'élargir le domaine de nos connaissances en nous pénétrant davantage de l'esprit de la loi et de la pensée du législateur. Ce serait une étude fort intéressante et fort complète et certainement nous n'avons pu résister à la tentation de lire tous ces documents ; les travaux préparatoires de la loi, les discussions parlementaires dans lesquelles l'esprit de caste s'est donné libre carrière, où de part et d'autre ont jailli des arguments souvent oratoires mais inspirés par la logique serrée que provoque l'enchaînement des discussions.

Il nous faudrait citer bien des passages des discours, des propositions de loi, des interpellations, mais tout ceci n'a contribué qu'à grandir la cause que les hommes généreux voulaient défendre et qui manque peut-être de pré-

voyance dans la partie qui nous intéresse plus particulièrement.

Aussi pour redresser ces erreurs, pour mettre en relief ces oublis et ces imperfections, il faut prendre la loi dans son principe général, la prendre au point de vue du but qu'elle doit atteindre et dont la rédaction en articles spéciaux n'a cherché qu'à limiter les points de son application et à donner une réglementation judiciaire à la marche des événements.

Citons les documents qui postérieurement à la promulgation de la loi ont dû être publiés pour initier ceux-là mêmes qui avaient le contrôle et la responsabilité de l'application de la loi, à cette pensée maîtresse qui avait toujours guidé les législateurs.

1^o La circulaire du ministre du commerce du 24 août 1899, relative à l'application de la loi du 9 avril 1898, concernant les responsabilités des accidents dont les ouvriers sont victimes pendant leur travail (*Journal officiel*, 25 août 1899), expose de la façon la plus complète la pensée des législateurs après un court exposé historique qui résume l'évolution de la protection des victimes d'accidents dans l'industrie.

Voici ce qu'il dit au sujet du caractère de la nouvelle législation (c'est-à-dire loi de 1898) :

« L'idée inspiratrice de cette législation, c'est celle du
« risque professionnel : idée timidement introduite, il y a
« près de vingt-cinq ans, dans une législation étrangère,
« acceptée depuis par tous les grands pays industriels de
« l'Europe, généralement approuvée aujourd'hui en
« France par les jurisconsultes et par les industriels,

« même par ceux qui, au cours de ces dix dernières
« années, l'avaient le plus vivement combattue : idée dont
« la fortune rapide souligne l'évolution opérée dans nos
« conceptions juridiques et sociales par la transformation
« économique du monde moderne.

« Sous l'empire du Code civil, l'ouvrier n'a qu'un
« recours exceptionnel et incertain contre les risques que
« comporte pour lui la production et que l'extension in-
« cessante du machinisme et des grandes agglomérations
« ouvrières va multipliant chaque jour. Blessé ou mortelle-
« ment atteint, il n'a droit à une indemnité que s'il a réussi
« à démontrer que le patron a commis une faute. Victime
« de sa propre imprudence, si l'on peut appeler de ce nom
« l'insouciance inévitable qu'amènent avec soi l'habitude
« du péril et l'intensité croissante du travail, il se voit
« refuser par la loi tout dédommagement. Victime d'un
« de ces cas fortuits qui n'engagent aucune responsabilité
« définie et qui représentent plus de la moitié des acci-
« dents industriels, il est privé de tout recours. Victime
« même d'une négligence ou d'une faute caractérisée du
« patron, il lui faut en faire la preuve judiciaire, dans le
« dénuement qui suit l'accident, malgré son inexpérience
« de la procédure, malgré les difficultés qu'il éprouve à
« obtenir les témoignages de camarades appelés à déposer
« contre leur patron. Bref, sur dix accidents, à peine un
« ou deux donnent-ils ouverture à une pleine réparation.
« Ainsi, sous le régime de l'article 1382, c'est l'ouvrier,
« qui, le plus souvent, supporte le risque des accidents
« industriels.

« Tout autre est la situation, si ce risque *devient pro-*

« *fessionnel, s'il est une des conditions normales de*
« *l'exercice même de la profession, une des charges*
« *qu'elle implique nécessairement et qui doivent figurer*
« *parmi ses frais généraux.*

« Dès lors, plus de recherche de la cause de l'accident,
« plus de litige sur la responsabilité : l'entreprise même
« considérée dans son impersonnalité, assume la répara-
« tion de l'accident occasionné par la production, comme
« tous les autres frais de cette production, et l'incorpore
« avec eux au prix du revient. L'ouvrier n'a plus de risque
« personnel à subir, de preuves à administrer. Comme son
« travail le constitue créancier du salaire, tout accident
« de travail le fait créancier d'une indemnité.

« Un autre caractère de la nouvelle législation, c'est que
« les indemnités qu'elle assigne sont *transactionnelles ou*
« *forfaitaires*. S'il est fait abstraction, dans la procédure,
« de la faute qui a pu être commise, la législature pour-
« tant en tient compte, dans une sorte de compromis en
« admettant, au profit de l'ouvrier, qu'il sera *toujours*
« indemnisé et, par contre, au profit du patron que l'in-
« demnité, ramenée à une moyenne, restera inférieure à
« la réparation totale du préjudice causé. *Ainsi l'indem-*
« *nité est transactionnelle*. Elle est forfaitaire, en ce que
« la loi n'abandonne pas au juge l'évaluation du dom-
« mage : le législateur arbitre à l'avance l'indemnité à
« allouer : il la détermine selon les conséquences possibles
« des accidents, qu'il classe en quatre catégories. Tran-
« saction et forfait aussi profitables à l'ouvrier qu'au pa-
« tron, puisqu'ils indemnisent l'un de tout accident du
« travail, en même temps qu'ils ménagent à l'autre la

« possibilité de calculer à l'avance sa dette éventuelle, et,
« dès lors, de s'en couvrir par l'assurance. »

M. Paulet, directeur de l'Assurance et de la Prévoyance sociales au ministère du Commerce, dans le rapport présenté au Congrès international (juin 1900) des accidents du travail et des assurances sociales, expose l'élaboration de cette loi et les interprétations administratives, il cite un passage de la proposition de loi formulée dès 1882 par un futur Président de la République qui résume le plus exactement la théorie de la loi. « C'est à notre avis, en matière
« de travail, écrivait Félix Faure, une idée erronée de
« subordonner à la preuve de la faute, la réparation du
« dommage causé par un accident ; dans la plupart des
« cas, il n'y a, à proprement parler, ni faute du patron,
« ni faute de l'ouvrier. Tout travail a ses risques. Les
« accidents sont la triste, mais inévitable conséquence du
« travail même. »

Il nous faudrait citer d'autres passages de cet important rapport, qui aurait pu peut-être, s'il avait été délié des préoccupations administratives, mettre le public au courant de la pensée même de ceux qui ont collaboré à la rédaction de cette loi.

Le comité consultatif des assurances contre les accidents du travail a fait beaucoup, c'est incontestable, mais il a sinon oublié, tout au moins négligé un nombre important d'hommes qui mieux que d'autres ont droit au chapitre, qui plus que d'autres peut-être pourraient apporter des arguments profonds à l'étude de la question.

« Ni le comité qui ouvre un avis, ni le ministre qui s'y
« rallie ne sauraient de toute évidence, imposer une so-

« lution aux justiciables, encore moins aux juges. Mais
« cette solution étudiée aux sources de la législation nou-
« velle par ceux qui ont la charge quotidienne d'en assu-
« rer l'application, discutée par les hommes les plus ver-
« sés dans les questions en débat, rapporteurs succes-
« sifs de la loi, jurisconsultes, actuaires, présente à tout
« le moins des garanties de clairvoyance avisée et d'inter-
« prétation fidèle qui valent qu'on s'y arrête. Elle avertit
« les intéressés de la pensée présumée du législateur et les
« met à même de pressentir les décisions des tribunaux,
« en même temps qu'elle peut donner aux tribunaux eux-
« mêmes une orientation ; telle une consultation signée
« d'un professeur faisant autorité dans la doctrine juridi-
« que ou d'un maître du barreau peut utilement guider le
« juge, sans le lier, et contraint qui la repousse à s'armer
« d'arguments décisifs.

« Pour tous ceux qui plus tard voudront étudier cette
« première jurisprudence avant la lettre et se rendre
« compte des procédés nécessaires à la mise en train
« d'une grande loi sociale, l'action des interprétations
« ministérielles et des avis du Comité consultatif appa-
« raissent dans son vrai jour comme elle apparaît déjà instinc-
« tivement à ceux qui simplifient les questions par igno-
« rance et vont droit aux résultats. »

Il est regrettable que les circulaires n'aient pas été
mises à la portée du corps médical, qui lui aussi apporte un
important tribut à l'application de la loi.

Que d'ennuis, que de contradictions auraient ainsi été
évités, que de rivalités professionnelles auraient dû s'incliner
devant la seule compréhension de la loi ; et puis, les

éléments d'appréciation seraient venus grossir le nombre des « avis » que le ministère fournit chaque jour pour l'application exacte de la loi.

De cette façon on augmentera le nombre des fonctionnaires médicaux qui monopoliseront la question et au lieu d'élever le rôle social du médecin on réduira sa fonction à enregistrer un avis quelconque, sans souci de la cause qu'il doit défendre, de celle qu'il doit condamner, ni de la vérité qu'il devrait chercher à établir aussi complète que possible.

Aussi, des formules vagues, — car maintenant que nous connaissons la question, nous pouvons les qualifier ainsi, — président à la rédaction des conclusions du certificat. Nous voulons nous éloigner de cette conception trop terre à terre de notre mission : nous ne voulons pas être en dehors de l'esprit des législateurs, notre rôle social évolue tous les jours, il s'accroît, mais il faut qu'il s'élargisse aussi dans le domaine des conceptions sociales ; car on peut prévoir que l'évolution même des choses fera que quelques médecins mieux servis par le hasard, mieux conseillés par leurs relations se feront autorité dans la matière au bout de quelques années de pratique et éclaireront le corps médical sur la cause à laquelle nous devons tous rester associés.

Si au contraire, les jurisconsultes pensent mieux faire en nous isolant de la pensée qui régit leurs actes, l'aboutissant inévitable, c'est la spécialisation des médecins dans les questions de législation ; et en ce qui touche la profession, c'est la monopolisation pour quelques-uns de la dé-

fense des intérêts de la classe la plus importante de la société (1).

C'est la monopolisation avec toutes ses conséquences, et hélas ! il faut le dire, c'est l'abaissement de la fonction médicale par suite des rivalités, des compromissions, des ambitions, des angoisses de la vie, c'est la diminution du salaire pour nous aussi médecins, prévenir le péril vaut mieux que le combattre.

(1) Voir *Annales d'Hygiène publique et de Médecine légale*, 3^e série, tome XLV, n^o 3, page 280.

L'Office du Travail a publié, après quatre ans, les résultats du recensement des professions de France opéré, en 1896, par les soins des agents du Ministère des Finances :

8.430.059 agriculteurs.

71.605 personnes vivant de la pêche.

226.815 ouvriers employés dans les industries extractives.

5.378.369 employés dans les industries de manutention et de transport.

1.003.817 Commerce. Banque. Spectacles.

336.176 professions libérales.

969.064 domestiques.

689.093 fonctionnaires.

46.708 professions inconnues.

277.943 emplois indéterminés.

Au total 18.467.388 travailleurs pour une population de 38.500.000 habitants, c'est-à-dire moins de 50 0/0 dont 15.004.307 pouvant être victimes d'un accident prévu par la loi de 1898.

Indemnités prévues par la loi.
Leur rapport avec les différentes variétés
d'incapacité de travail.

(Circulaire du Garde des sceaux du 10 juin 1899).

CHAPITRE II

DES INDEMNITÉS

(Articles 3 à 10 et 23 à 27).

« Les accidents peuvent avoir des conséquences plus
« ou moins graves. La loi les a classés dans quatre caté-
« gories selon qu'ils entraînent :

« 1^o Une incapacité absolue et permanente ;

« 2^o Une incapacité partielle et permanente ;

« 3^o La mort de la victime ;

« 4^o Une incapacité temporaire.

« Tout d'abord, le chef d'entreprise supporte les frais
« médicaux et pharmaceutiques, et, le cas échéant, les
« frais funéraires.

« Les frais médicaux et pharmaceutiques sont payés
« en entier, par le patron, lorsque ce dernier a désigné
« le médecin ou que la victime est soignée dans un hôpi-
« tal. Rien ne s'oppose d'ailleurs à ce que l'ouvrier

« blessé choisisse lui-même son médecin ; mais, pour
« éviter les abus, la loi a décidé que, dans ce cas, le
» chef d'entreprise ne serait plus tenu que jusqu'à
» concurrence de la somme fixée par le Juge de paix,
» conformément aux tarifs adoptés dans chaque départe-
« ment en exécution de la loi du 15 juillet 1893, sur
« l'assistance médicale gratuite.

« Le frais funéraires sont évalués à une somme de cent
« francs au maximum.

« A ce premier élément de réparation, vient s'en
« joindre un autre, de beaucoup le plus important, qui
« consiste dans l'allocation de pensions ou d'indemni-
« tés, fixées d'après un tarif réglé par les articles 3, 8 et
« 10 de la loi.

« L'article 3 fixe le taux de la pension ou de l'indem-
« nité eu égard au salaire et en tenant compte des consé-
« quences de l'accident. Les articles 8 et 10 sont relatifs
« à la détermination du salaire, qui sert de base à la pen-
« sion ou à l'indemnité. »

L'accident peut donc suivant sa gravité être classé dans une des quatre catégories ci-dessus. Résumons aussi brièvement que possible ce qu'il faut entendre par chacune de ces subdivisions de l'incapacité.

Incapacité temporaire. — Celle qui empêche la victime de travailler pendant un temps plus ou moins long, sans l'empêcher, une fois rétablie, de reprendre le travail auquel elle se livrait avant l'accident.

Pour les incapacités temporaires, il n'existe pas de divisions en incapacité temporaire, absolue ou partielle.

La victime a droit à une indemnité journalière égale à

la moitié du salaire qu'elle touche au moment de l'accident. Notons en passant, que la loi n'accorde aucune indemnité pour accident léger, ce n'est qu'à partir du cinquième jour qui suit l'accident que l'indemnité est due : les accidents légers sont entièrement à la charge de la victime.

Le législateur a eu pour but de limiter la simulation pour incapacité temporaire. La Loi allemande (15 juin 1883) et la Loi autrichienne (20 décembre 1887) ont de grandes difficultés avec les simulateurs, parce qu'elles ne possèdent pas comme la Loi française, ce délai de quatre jours, limite de la durée des accidents légers, clause très heureuse pour l'industrie puisqu'elle diminue ainsi ses charges.

La loi anglaise du 6 août 1897 fixe à quinze jours cette durée. Nous pensons, que si parfois, quatre jours est une période trop courte, dans certaines circonstances, quinze jours c'est beaucoup trop, puisque les victimes grièvement blessées sont pendant cette période, privées de tout secours.

Les indemnités pour les accidents seront très fréquemment la source d'ennuis et de difficultés pour les patrons, ce qui fait qu'ils agissent sagement, en s'assurant à des sociétés qui prennent à leur charge le règlement des indemnités.

Le patron peut pour éviter ces charges :

1^{re} Assurer ses ouvriers à une société de secours mutuels qui pendant trente, soixante, quatre-vingt-dix jours assure à ses membres en cas de blessure, les soins médicaux et

pharmaceutiques, en même temps qu'une indemnité journalière ;

2° Il peut s'assurer lui-même, contre les risques qu'il court de payer des indemnités, car cette société réglera les indemnités au delà du quatre-vingt-dixième jour. Mais dans le deuxième cas, le patron n'a pas les ennuis de la participation qu'il prend à l'assurance de ses ouvriers.

Cependant pour éviter le chômage, dans les travaux préparatoires de la loi, les législateurs se sont montrés favorables à l'affiliation des ouvriers à des sociétés de secours mutuels ; la surveillance intéressée des compagnons rendant le chômage plus difficile.

Nous profitons de la circonstance pour rappeler le rôle du médecin vis-à-vis d'un membre appartenant à une société de secours mutuels.

1° Tout malade devra le jour même où il cessera son travail se faire délivrer une carte de maladie qui sera visée le jour même par le médecin de la caisse de secours (1) ;

2° La carte de maladie, pour être valable devra être visée deux fois par semaine par le médecin ;

3° Les malades ne pourront se livrer à aucun travail sans autorisation écrite du médecin, toute infraction à cet article entraîne la suppression des secours et des soins.

(1) Conformément au modèle des statuts pour les sociétés de secours mutuels créées en vertu de la loi du 29 juin 1894, pour les ouvriers et employés des mines et approuvé par le ministre des travaux publics.

Paragraphe extrait de la déclaration explicative de la loi du 29 juin 1894 (Société de secours mutuels) Chambre des députés, séance du 9 juin 1894.

Incapacité de travail partielle et permanente. — C'est l'incapacité qui ne permet pas à la victime de l'accident, quand elle est rétablie, de pouvoir se livrer au même travail que précédemment et de gagner le salaire qui y correspond. Pour cette variété d'incapacité, l'indemnité est fixée à forfait et l'ouvrier ou l'employé a droit à une rente égale à la moitié de la réduction que l'accident aura fait subir au salaire.

Exemple : L'ouvrier gagne six francs par jour. Incapacité partielle et permanente, réduisant par exemple à trois francs son salaire journalier, il aura une pension quotidienne de un franc cinquante.

Ce règlement est fait par le Président du tribunal civil d'arrondissement.

Incapacité absolue et permanente du travail. — Celle qui ne permet pas à la victime d'un accident, quand elle est rétablie de pouvoir se livrer à un travail rémunérateur quelconque. L'ouvrier ne peut plus rien faire. La loi lui accorde une rente égale aux $\frac{2}{3}$ de son salaire annuel, c'est une sorte de pension de retraite, nous comprenons quel intérêt il y aurait pour le législateur à réunir en une seule loi, les accidents du travail et les retraites ouvrières.

Le règlement de cette rente est fait par les soins du Président du tribunal civil de l'arrondissement.

Jusqu'au règlement de la rente, la victime touche l'indemnité journalière de l'incapacité permanente et partielle.

Décès de la victime. — Le rôle médical est bien moindre que dans les cas précédent, les ayants-droit à une indemnité fixée à forfait sont désignés dans la loi.

AGGRAVATION OU ATTÉNUATION DE L'INFIRMITÉ DE LA VICTIME

La demande en revision fondée sur l'aggravation ou l'atténuation de l'infirmité en cas d'incapacité permanente de travail est ouverte pendant trois ans à partir du jour où l'indemnité a été réglée. La rente étant fixée à une époque éloignée de l'accident, il peut y avoir une erreur.

L'infirmité peut être plus grave que celle qui a été prévue, elle peut au contraire s'être assez heureusement modifiée pour ne plus être un obstacle aussi grand au travail. Dans le premier cas, la victime demande une augmentation ; dans le second, le patron ou la société d'assurances demandent une réduction.

Notons ici, que dans toute la procédure la société agit pour son propre compte, mais que cependant les jugements sont rendus au nom du patron.

La victime qui demande une augmentation d'indemnité doit faire les preuves suivantes :

1° Elle a obtenu une indemnité en vertu d'une convention ou d'un jugement définitif ;

2° L'aggravation n'a pas été prévue au moment où la convention a été signée ou au moment où la décision judiciaire a été rendue ;

3° L'aggravation de son infirmité est une conséquence de l'accident postérieure à la convention ou à la décision judiciaire devenue définitive.

Il est parfois intéressant de savoir si l'aggravation est

due réellement à l'accident ou au défaut de soumission de la victime au traitement qui lui a été conseillé par le médecin.

En cas d'atténuation de l'infirmité de la victime, le patron ou la société doivent en faire la preuve.

Il y a sur ce point des difficultés quelquefois très grandes à résoudre telles que :

1° Y a-t-il simulation ?

2° L'Amélioration est-elle réelle ou apparente ?

RÈGLEMENT DES INDEMNITÉS (Article 15).

La compétence du juge de paix s'étend à toutes les contestations qui surgissent entre les patrons et les victimes et qui sont relatives aux frais funéraires, aux frais de maladie et aux indemnités temporaires.

Rappelons que l'accident une fois survenu le maire avise le juge de paix dans les deux jours qui suivent l'accident. Si le juge de paix trouve nécessaire, il fait une enquête et il a au maximum dix jours pour le faire.

Les intéressés peuvent pendant les cinq jours qui suivent la clôture de l'enquête consulter les pièces du dossier.

Mais le Président du Tribunal à son tour reçoit le dossier du juge de paix et c'est dans les cinq jours qui suivent la transmission du dossier qu'il doit convoquer les intéressés, patron et victime, pour fixer amiablement le taux de l'indemnité.

Au total, c'est 22 jours après l'accident que la convocation est faite par le Président du Tribunal.

On peut encore être mal éclairé sur les suites de l'accident, c'est pourquoi le législateur a donné le droit de revenir sur la convention ainsi faite, pour une action en revision — soit pour aggravation — soit pour atténuation de l'infirmité.

Cette convention est toute provisoire, puisque le titre qui la constate n'est remis à la victime qu'à l'expiration du délai de trois ans qui est accordé aux partis pour la revision (circulaire ministérielle, 10 juin 1899).

Les jugements rendus en vertu de la présente loi sont susceptibles d'appel suivant les règles du droit commun (article 17).

Nous signalons cette particularité parce que quelques médecins pourraient se retrancher derrière cette convention provisoire pour donner sur l'état de la victime des explications insignifiantes ou incomplètes.

D'autre part (article 18), l'action en indemnité prévue par la loi se prescrit par un an à dater du jour de l'accident. On a voulu ainsi au point de vue de la Paix sociale, que les accidents industriels fussent résolus dans le plus bref délai, de façon que le chef d'industrie ne soit pas toujours sous le coup de réclamations tardives et suspectes, et de fait, ces deux clauses, la prescription au bout d'un an, après la date de l'accident, et le délai de trois ans, à partir de l'accord intervenu entre les parties, pour demander la revision atteignent un même but.

LES INCAPACITÉS DE TRAVAIL

L'incapacité temporaire peut devenir permanente, et

suivant le trouble apporté à la fonction, elle devient permanente, partielle, ou totale.

Nous savons que derrière ces trois étiquettes, concernant l'infirmité, s'abritent des procédures différentes — c'est ce qui importe aux juges — et c'est également pour ce motif qu'ils nous demandent de désigner le groupe auquel doit être rattachée la victime dont on étudie la cause.

Cette méthode a pu donner lieu à des simplifications de procédure, dans bon nombre de cas. Mais nous n'avons pas toujours des éléments scientifiques d'appréciation sur la durée (infirmité permanente ou temporaire) et sur l'appréciation de l'infirmité permanente partielle ou totale.

Je crois donc, que dans la rédaction des certificats, ces termes d'appréciation ne devraient pas intervenir au point de vue médical bien entendu, qu'ils devraient simplement être pour les médecins l'indication des recherches auxquelles le praticien doit se livrer pour apporter à la justice les éléments de son jugement.

Et d'ailleurs, de la lecture des jugements parus aux *Recueils ministériels*, dans le iv^e volume que nous avons parcouru, nous avons toujours constaté que l'appréciation en infirmités permanentes partielles, totales ou absolues, ne venait qu'à la suite des considérations médicales traduites dans un langage non technique à la portée des juges. C'est pourquoi nous avons cité plus loin un tel nombre de jugements.

Mais aussi nous voyons qu'entre autres considérations les magistrats invoquent des arguments relatifs à la profession de la victime, à l'avenir qui lui est ainsi réservé dans

la lutte sociale, que ces éléments sont parfois d'un grand poids.

Et je me demande s'il ne serait pas utile de demander au médecin le contrôle scientifique de l'appréciation même des facultés propres à l'individu, et des espérances que l'on peut fonder sur le retour possible ou non d'une victime à sa fonction sociale. La magistrature qui souvent a recours à notre expérience, trouverait là, certainement au bout de quelques années d'application de la loi, des éléments scientifiques qui faciliteraient sa tâche.

Et ceci vient s'ajouter à notre pensée maîtresse *du rôle social du médecin*.

Quels sont donc les éléments d'appréciation de l'infirmité de la victime ?

De la lecture de tous les jugements, des renseignements puisés à toutes les sources, nous avons pu dégager un certain nombre de questions dont la solution importera à l'appréciation de l'infirmité.

Ces questions ont été groupées par nous, dans un ordre purement artificiel, mais ce sont jusqu'ici les points qui ont soulevé au point de vue médical le plus grand nombre de discussions.

I. — *L'infirmité dépend-elle de l'accident invoqué ?*

L'examen du malade à ce point de vue spécial nous permettra de prendre, vis-à-vis du certificat que nous rédigerons, les renseignements sur les circonstances de l'accident qui, ou bien confirmeront notre observation

médicale ou bien mettront en doute les renseignements qui nous sont fournis par la victime.

A tout moment nous pouvons voir un homme entrer dans notre cabinet et nous demander un certificat pour un accident dont il aurait été victime et presque exiger de nous, dans notre certificat, la garantie que l'accident est bien dû à la cause qu'il nous signale. Il est certain que ce n'est que par l'étude des nombreuses observations qu'intentionnellement nous avons mises à la suite de ce mémoire que le médecin pourra se rendre compte, *en vue de son examen, à titre de documentation personnelle*, sans en parler dans son certificat, de l'authenticité de ces déclarations.

- II. — *Examen des blessures antérieures à l'accident.*
— *Examen des infirmités antérieures à l'accident*
— *Leurs conséquences. C'est-à-dire guérison, persistance de cicatrices vicieuses, de rétraction cicatricielle, d'atrophies musculaires, de trajets fistuleux, etc., etc.*

Il est utile de se rendre compte de combien ces lésions antérieures ont pu déjà diminuer la capacité de travail de la victime antérieurement à l'accident, ou au contraire combien ces lésions ont laissé de liberté à la fonction des membres ou des systèmes organiques vis-à-vis de la profession qu'exerçait la victime au moment de son accident. Tout le monde connaît des hommes qui malgré les déformations les plus irrégulières des mains et des doigts ont pu gagner longtemps leur vie en se livrant à un travail

tantôt pénible et nécessitant un grand effort musculaire, tantôt à un travail extrêmement délicat nécessitant une grande dextérité.

III. — *Quelle est la nature de l'incapacité de travail de la victime pendant la durée de son traitement?*

Ainsi une lésion grave en apparence peut rapidement évoluer vers la guérison.

Une lésion de minime importance, au début et pendant le traitement, présentera au moment de la guérison les caractères de graves complications, et compromettra d'une façon extrêmement grave le retour du membre à la fonction.

IV. — *A quelle époque le traitement a-t-il cessé ?*

Il est utile de savoir à quel moment l'homme de l'art a été suffisamment satisfait de la réparation des lésions pour interrompre le traitement.

Si quelque complication survient il est bon de savoir à quelle cause elle doit être rattachée *et pour nous en particulier de savoir si notre traitement a été trop court, s'il aurait dû être prolongé plus longtemps*, si la faute n'en vient pas de la victime qui aura été ailleurs chercher des soins qu'elle a considérés comme le complément de notre traitement. Et à ce sujet signalons que les traitements médicaux qui sont institués par des gens étrangers à l'art font perdre à la victime tout le bénéfice de la loi de 1898:

Il serait intéressant de savoir si les pharmaciens qui dans cet ordre d'idées donneraient des soins non justifiés ou dont l'empressement thérapeutique serait irrationnel, exposeraient les victimes à la perte du même bénéfice. Nous le pensons, car il ne s'agirait pas là d'invoquer l'urgence de l'intervention.

Même objection s'adresserait au masseur, homme inexpert au point de vue de l'art médical.

D'autre part encore la malveillance de quelques esprits débiles ne les pousserait-elle pas à exagérer par des manœuvres inqualifiables la gravité d'une infirmité guérie d'une façon incomplète.

Tous ces renseignements intéressent le médecin, plus particulièrement peut-être celui auquel aura été donnée la mission de procéder à l'expertise.

V. — *Consolidation de la blessure.*

La question de la date de la consolidation de la blessure a soulevé de nombreuses discussions parce que les médecins et les magistrats ne sont pas d'accord sur la définition même du mot.

Les magistrats entendent par *date de la consolidation de la blessure*, l'époque à laquelle la blessure a pris un caractère qui soit dans le sens de la guérison, soit dans le sens de l'infirmité sera absolument définitif. Aussi ils appliquent ce terme à toutes les catégories de blessures, tandis que le médecin qui généralement l'emploie exclusivement pour les fractures ne lui attribue que sa valeur éty-

mologique. — On voit dès lors combien peuvent être fréquentes les discussions, combien sont fréquents les malentendus, et par suite les confusions possibles lorsque l'on n'est pas averti de ce que réclament les juges. Que lorsqu'il s'agit d'une fracture compliquée par exemple, la consolidation aux termes de la loi est tant pour le squelette que pour les tissus mous, qu'elle peut être consolidée au sens chirurgical et ne pas l'être au sens du tribunal. C'est pour nous mettre en garde contre cette diversité de langage que nous signalons ce petit point qui a provoqué des expertises nombreuses et contradictoires, par le seul fait de l'ignorance de ce que la justice demandait au médecin.

VI. — *Le blessé a pu après l'accident reprendre du travail, qu'il soit rentré dans son emploi ou qu'il ait cherché dans une autre profession le moyen de gagner sa vie.*

Qu'il s'agisse du règlement de l'indemnité, avant ce règlement qui demande en moyenne 6 mois au moins, la victime a pu reprendre du travail.

Qu'il s'agisse d'une procédure ayant pour but de diminuer ou d'augmenter le taux de l'indemnité.

Dans ces deux circonstances il peut être utile de connaître la capacité du travail qu'exige le métier nouveau auquel l'homme peut actuellement s'adonner.

Et il est à notre avis impossible de soumettre à une taxe mathématique, je veux dire soumettre à un coefficient qui n'aurait aucune base sérieuse d'appréciation, de

degré, la valeur numérique de ces différents éléments d'appréciation de l'infirmité.

La pratique plus longue de la loi (qui pour quelques-uns serait comme le ballon d'essai des retraites ouvrières) donnera par la diversité des cas, par la multiplicité des observations cliniques médicales et sociales des renseignements puissants auxquels se reporteront les juges et les médecins de l'avenir... Mais, pour apporter à l'étude générale de cette question de plus précieux éléments, examinons encore quelques points, posons encore quelques questions qui contribueront largement à la manifestation de la vérité.

VII. — *Quel est l'état général du blessé ?*

Important renseignement au point de vue du terrain sur lequel pourra évoluer la maladie. Dans ce milieu ouvrier, dépourvu souvent de l'hygiène thérapeutique que nous possédons à l'hôpital, chez un homme soumis aux inquiétudes de sa triste situation, aux ennuis qui l'assaillent de toute part au point de vue des siens, de leur avenir ; inquiété au point de vue matériel par l'attente du règlement de son affaire, victime soumise à toutes les privations, que fatalement la disparition de son emploi avec le traitement antérieur à l'accident met dans un état de moindre résistance.

Le cas inverse peut se présenter : au lieu d'avoir affaire à un homme qui est valide au moment de l'accident, on peut avoir affaire à un homme débilité déjà par

les multiples causes que l'on rencontre dans cette catégorie de travailleurs.

Là encore, il est inutile au médecin d'entrer dans des détails techniques, si le blessé est en même temps atteint de tuberculose au début, il est évident qu'il aura dans son examen seméiotique les éléments scientifiques de l'appréciation ; et que la simple déclaration de l'affection suffira pour donner aux juges un élément supplémentaire d'information.

VIII. — *Quelles sont les conséquences de la blessure au point de vue organique*

C'est l'élément le plus important, et certes au point de vue de la loi, il faut être aussi documenté que possible à ce sujet.

Il faut savoir si la guérison étant complète, elle se maintiendra, ce qui peut dépendre souvent de l'hygiène et de la tempérance du blessé.

La guérison étant maintenue, n'en persistera-t-il pas néanmoins :

- Une incommodité permanente,
- Une cicatrisation défectueuse,
- Une rétraction des tissus,
- Un raccourcissement des membres,
- Une tendance aux récidives,
- Un trouble dans la sensibilité.

Et, d'après les déclarations de la victime, peut-on superposer ces déclarations à l'observation scientifique du cas clinique ; ou les vérifier à l'aide même de tous les ins-

truments et moyens d'exploration scientifique que nous possédons à l'heure actuelle :

Radiographie,

Bactériologie,

Examen des urines,

Appareils spéciaux de mesure employés par Bettmann, pour la mensuration de l'amplitude du mouvement restant dans une articulation atteinte de raideur. (1)

Car il est utile de savoir si les renseignements du malade, si ses plaintes, si la douleur qu'il accuse existent réellement, et si d'autre part elles peuvent être mises sur le compte de l'évolution de l'infirmité. Sont-elles confirmées par le contrôle scientifique auquel le médecin doit soumettre la victime pour arriver à la solution la plus vraie et la plus complète ?

IX. — Avec les éléments que nous possédons actuellement ; de l'examen auquel nous nous sommes livrés, nous pouvons à de rares exceptions près

conclure à :

l'incapacité temporaire,

— permanente partielle ou totale.

X. — Comme résultat de cet examen : quelles seraient les professions auxquelles en présence des déclarations ci-dessus énoncées, la victime pourrait s'adresser pour travailler ?

Je ne crois pas à ce sujet, que le médecin ait qualité pour spécifier les professions, ce qui nécessiterait des connaissances techniques très spéciales, mais je pense que

(1) Thiem.—*Handbuch der Unfall.Erkrankungen*. Stuttgart 1900.

le médecin peut désigner la nature du travail auquel peut se livrer la victime, qu'il faut dire que le métier auquel peut se livrer le blessé, après guérison, devra ménager ses membres inférieurs, la position de son thorax, le travail oculaire, etc., etc. Il pourra également tenir compte de l'état intellectuel de son malade, mais il procédera à cet examen d'une façon discrète, silencieuse. Il essaiera ainsi de rendre à l'activité sociale une victime du travail, il évitera de faire de cette victime un déchet social. Mais s'il a désigné à la victime une position nouvelle, il n'a pas oublié les complications (s'il peut y en avoir) qui succéderont dans un avenir plus ou moins éloigné à la lésion observée, il en tiendra compte, il fera des réserves sur le retour complet à l'activité sociale, il prescrira que dans un certain avenir, une consultation médicale pourra être nécessaire, un appareil devra être changé, et à l'occasion de cette intervention, un traitement devra être suivi. Si l'examen complet lui suggère d'autres observations, il aura soin de les signaler. Le pronostic est souvent difficile, plus il est exact, plus il facilite l'œuvre de la justice, le médecin aura évité la multiplicité des procédures, il aura dit à la victime ce qu'elle peut encore faire, ce qu'elle peut espérer, aussi bien au point de vue organique qu'au point de vue social ; le médecin aura à son tour accompli une œuvre de prévoyance sociale.

D'autres questions encore peuvent compléter cet interrogatoire. Leur utilité sera plus grande peut-être pour les magistrats que pour le médecin, mais d'autre part, elles auront l'avantage de permettre au médecin de fixer lui-même l'époque de l'intervention d'une expertise, diminuant aussi.

les contradictions possibles entre les praticiens, et permettant de revenir toujours sur une décision que nous avons montré dans étude de la loi être absolument temporaire.

XI. — L'état de la victime, au cours du traitement a subi des modifications.

Il s'est amélioré,

Il s'est aggravé,

Ou bien, il est resté stationnaire.

Peut-on alors, dans l'avenir, attendre une amélioration ou une complication, et à quelle époque un examen médical serait-il nécessaire pour donner des renseignements plus précis, *plus constants* sur l'état de la lésion ?

Ne pourrait-on pas faire faire par les médecins cette enquête qui, par le nombre et la variété des questions ressemble beaucoup à celle des médecins qui examinent les personnes qui désirent contracter une assurance sur la vie.

Je crois que tout le monde y gagnerait, le médecin, la victime, son assureur. Les éléments d'appréciation permettraient d'avoir toujours des termes de comparaison identiques qui ne varieraient que par l'intensité des symptômes, les magistrats et médecins pourraient faire œuvre utile.

Ils ne seraient plus deux éléments mis en lutte perpétuelle, discutant parallèlement, dans une langue différente presque, et se nuisant réciproquement comme ils le font parfois.

Derrière les expressions techniques, se cachent pour les profanes des mystères indéchiffrables. Ces questions que nous avons tenu à réunir en un tableau, laissent toujours

à l'homme de l'art le contrôle scientifique exclusivement professionnel dont il peut seul profiter, elles laisseraient au patron expert la liberté de son développement, et garantiraient à la victime la sincérité et la clarté des renseignements qui constituent son dossier.

Parler ainsi, c'est troubler le corps médical et la magistrature.

Mais je me demande que peut faire d'une description scientifique exclusivement médicale un juge qui ignore et qui en a le droit et le devoir d'ignorer les choses de l'art.

Les commenter serait, suivant l'heureuse expression du professeur Pinard « se livrer à l'exercice illégal de la médecine légale ».

Que ferait également d'un texte de loi, le médecin qui n'en aurait pas été instruit.

Nous réunissons ces différentes questions et nous les groupons suivant le cours de la guérison ou de l'aggravation de la lésion.

a) *Indications du médecin après l'examen du blessé*

Date et heure de l'arrivée du malade ou du blessé.

Heure de l'examen du malade ou du blessé.

Premier diagnostic de la blessure.

Premier traitement ordonné.

Relation entre la blessure et l'accident.

Malade traité à l'hôpital.

— à domicile.

Indications pour le traitement ultérieur :	{	Chirurgical	{	Opération
		Médical		Appareil
				Repos

Décès : Indication en cas de mort immédiate.

Nécessité d'expertise médico-légale (autopsie).

Observations diverses.

Âge de la victime.

Nature du travail (profession).

Le.....

Docteur X...

Pièce destinée à être complétée au moment où le médecin intervient pour la première fois,

b) *Indications du médecin au cours du traitement.*

L'infirmité dépend-elle de l'accident ?

Blessures et infirmités antérieures à l'accident.

Diagnostic définitif de la blessure.

Description des lésions.

Etat général du malade au cours du traitement.

Traitement chirurgical. { opérations,
 { appareils.

Traitement médical.

Evolution de la blessure.

Guérison le

Complication le

Décès le

Le

D^r X.

Pièce devant servir à l'examen de la victime au cours du traitement, pouvant être examinée par le médecin de l'assurance, et pouvant par conséquent lui servir à la rédaction de son certificat pour la Compagnie.

c) *Indications du médecin après le traitement
ou au moment de l'intervention judiciaire.*

Etat de la blessure. { guérison avec (description)
description de l'état de la blessure non
guérie.

Durée probable de la réparation des tissus.

Conséquences de la blessure au point de vue organique.

Conséquences de la blessure au point de vue professionnel :
(triple expertise).

Nature de l'incapacité de travail après guérison.

A quelles occupations peut se livrer la victime.

Profession exigeant { la station debout ?
(Demander à la profession même les { la position assise ?
renseignements techniques utiles au { un travail manuel ?
médecin) { une attention continue ?
manœuvre ? effort ?

Le blessé a-t-il repris quelque occupation depuis l'accident.

Nature de cette occupation.

L'état général et local du malade { s'est amélioré.
à la suite du traitement. { aggravé,
est resté stationnaire.

Peut-on prévoir à une aggravation ou réparation complète de
la lésion ?

A quelle époque un examen médical pourrait-il donner des
renseignements utiles, à quel spécialité médicale faudrait-il
s'adresser ?

Observations.

Le

D^r X.

*N. B. Nous ne faisons pas figurer le symptôme douleur accusé
par le malade ; s'il existe, il nous en fera lui-même la déclaration
et nous le noterons aux observations.*

Durée du traitement. (jours, mois.)
Retard de la cicatrisation { intervention chirurgicale,
par suite de { maladie intercurrente.
Nombre de visites.
Salaire de l'ouvrier avant l'accident.
Tarif des visites et interventions.
Rente ou indemnité accordée par le jugement.

Le

D^r X

Ces tableaux seraient remplis par les médecins à chaque période du traitement, et contribueraient largement à la confection d'une statistique médicale qui est indispensable pour la bonne application de la loi.

Après un long essai de la loi on pourrait entreprendre le pourcentage des infirmités. Mais nous n'avons qu'une confiance très relative dans ce mode d'appréciation de la réduction de travail.

Peut-être que pour la réduction du salaire, le pourcentage pourrait être plus facilement apprécié. Mais pour nous médecins, il est difficile de prendre la responsabilité de l'appréciation numérique de cette réduction,

Les Infirmités.

L'accident est survenu, la période purement médicale s'est écoulée pour la victime qui a pu reprendre son occupation première ou a été obligée de l'interrompre partiellement ou totalement par suite de l'aggravation de son état. Le décès, ayant simplifié lorsqu'il survient au moment de l'accident les interventions médico-légales, nous n'en parlons pas pour l'instant. Le décès survenant pendant le traitement, ou après le traitement donnant au fait médico-légal un caractère spécial, nous le passerons sous silence.

Pour étudier les infirmités, nous nous sommes rapportés à une statistique portant sur les cas que la *Revue judiciaire des accidents du travail* a publiés au cours de l'année 1900. Possédant ainsi des éléments indiscutables, nous avons pu les grouper en catégories différentes et établir une statistique portant sur plusieurs points différents. Elle sera instructive pour nous, cette étude, parce qu'elle nous montrera des contradictions fréquentes dans les appréciations, les tâtonnements de la première appli-

cation de la loi, la faute commise en isolant les médecins de l'appréciation de l'incapacité.

D'autre part, l'isolement dans lequel tous nous avons vécu au point de vue de nos devoirs, de nos obligations vis-à-vis des législateurs, nous met dans l'obligation d'examiner les considérants judiciaires qui se rapportent aux infirmités, car de leur compréhension résultera pour nous la manière de rédiger nos certificats.

Statistique de 1900.

Bras droit.....	9	Il y a eu dans le courant de l'an-
Bras gauche.....	6	née, 80 accidents du travail recueil-
Jambes dr. et g....	1	lis dans cette revue et la statistique
Jambe droite seule.	1	montre la plus grande fréquence
Jambe gauche seule	2	des lésions de la main droite et de
Main droite.....	20	la main gauche ainsi que des yeux.
Main gauche.....	18	Au résumé, lésions beaucoup
Œil droit.....	9	plus fréquentes au membre supé-
Œil gauche.....	10	rieur qu'au membre inférieur.
Pied droit.....	1	
Pied gauche.....	1	
Tête.....	2	

Mais ce qui est plus intéressant à étudier, c'est la réduction des salaires appréciée par les tribunaux civils par suite de la diminution de capacité de travail occasionnée par un accident.

Voici quelques exemples d'appréciation de la réduction de salaire par suite de la diminution de la capacité de travail occasionnée par un accident :

MEMBRE SUPÉRIEUR

	RÉDUCTION	
Amputation bras droit...	3/5 60 %	Trib. civ. Béthune 1 ^{er} juin 1900
— — ...	5/9 55,5 % (ivresse)	» Lille 8 fév. 1900
— — ...	5/9 55,5 % (45 ans)	» Tours 6 mars 1900
— — ...	3/4 75 %	» La Châtre 1 ^{er} fév. 1900
— — ...	1/3 33,3 %	» Béthune 8 mars 1900
— — ...	6/7 85,7 % (a perdu un doigt main g. dans ac- cident ant.)	» Seine 24 mars 1900
— avant-bras.....	8/13 61,5 %	C. Douai 22 fév. 1900
— du bras au mi- lieu du deltoïde dr., in- capacité totale.....		Trib. civ. Versailles 1 ^{er} jan. 1900
Poignet (amp. du poignet)	3/4 75 %	C. Dijon 1 ^{er} avr. 1900
Amputation bras gauche.	68 %	Trib. civ. Lille 8 fév. 1900
— — .	76 %	» Lille 25 jan. 1900
— et ablat. partiel. de l'omoplate corresp.	2/3 66,6 %	» Lavaur 14 fév. 1900
Articulation scapulo-hu- mérale g. ankylosée, fracture de l'omoplate.	2/5 40 %	» Narbonne 13 fév. 1900
Mutilation de la main gauche fract. radius, arrachement muscu- laire par une meule....	50 %	» Besançon 21 déc. 1899
Fracture humerus g.....		
Fracture du radius et du cubitus.....		
Fracture des métacarpiens	3/4 75 %	» Péronne 16 jan. 1900

Ce qui attire immédiatement notre attention c'est la différence qui existe pour une même lésion, dans l'appréciation de la réduction de salaire. Différence d'autant plus frappante qu'il s'agit ici de lésions bien réglées, bien déterminées, je veux dire d'amputations, résections, mutilations de toute nature, réglées scientifiquement. Car il est évident que les mutilations occasionnées par l'accident même peuvent amener des déformations atypiques, faisant ainsi varier le taux de la réduction du salaire et de la capacité de travail.

Nous avons cherché à comprendre pourquoi les juges ont ainsi donné pour des cas qui nous paraissaient scientifiquement superposables des appréciations différentes.

Nous pensons que l'élément social d'appréciation a pu faire pencher la balance tantôt d'un côté, tantôt de l'autre; la profession, l'aptitude au travail nouveau moins rémunérateur que le précédent, les charges de famille, l'âge de la victime. Mais nous ne pensons pas que ces éléments d'appréciation aient été ainsi catalogués, et l'inspiration du moment a pu faire plus que toutes les considérations d'ordre social et humanitaire.

Nous aurions pu multiplier les citations, et réunir en un tableau complet toutes les infirmités signalées dans cette revue, mais nous avons voulu simplement citer un exemple et de préférence le membre supérieur qui est le plus fréquemment atteint, les lésions des doigts étant très fréquentes, et plus variées dans le trouble apporté à la fonction.

On peut néanmoins conclure que l'appréciation est absolument arbitraire.

Cependant, je veux bien admettre que dans bon nombre de cas les juges ont des éléments variés d'appréciation de l'incapacité, témoin ce jugement que nous signalons, car il est évident que comme en pathologie méd en pathologie sociale il n'y a que des cas cliniques, il n'y a pas de cas types.

Attendu que dans le cas à l'heure actuelle la situation de M..., restera misérable en la comparant aux avantages qu'il avait autrefois et dont il ne pourra jamais plus retrouver l'équivalent ; qu'en effet M..., **si bon ouvrier qu'il fût, est illettré, qu'il n'a fait aucun apprentissage et qu'il ne connaît exactement que les travaux de force, lesquels lui sont dorénavant interdits complètement.**

(Profession : brigadier poseur Cie Tramways de Nantes).

Trib. civil Nantes 7 mai 1900.

C'est en présence de cette appréciation que nous avons voulu rapprocher le médecin de son véritable rôle social en présence de l'accident du travail.

Malheureusement, il nous a été impossible de posséder les éléments médicaux dans tous les cas de notre statistique, il est permis cependant de conclure de nos lectures et même des indiscretions commises, que le médecin a un rôle prépondérant, que malheureusement il l'ignore ou le connaît mal ; que si d'appréciations étrangères à la mé-

decine il est résulté pour le même type anatomique des réductions du salaire différentes, c'est une mesure de police sociale qui mettait en relief les fautes des victimes, que l'accident du travail était réglé en même temps que la faute de la victime, mais que le médecin aurait conclu toujours de même puisqu'il y a incapacité permanente pour la même lésion. Or, il importe de signaler ce fait, puisque souvent le médecin est interrogé sur la réduction du salaire. Ce qui veut dire que, à côté des éléments qui ont rapport à l'appréciation physiologique il y a des éléments qui ont rapport à l'appréciation sociale. Que souvent ils sont en présence, mais que le plus souvent aussi la même lésion anatomique rapportée au même trouble physiologique a donné lieu à une appréciation différente, et cela parce que nous médecins nous n'avons pas fait notre devoir, nous n'avons pas assez examiné notre malade, nous n'avons pas rapporté la lésion à ce qu'un médecin doit signaler. Nous avons obligé le juge à entrer dans le domaine de la pathologie, et là se trouvent possibles toutes les inégalités, toutes les imprévoyances, toutes les erreurs, toutes les inexactitudes.

Et quelle responsabilité pour nous, que d'avoir facilement, par ignorance ou négligence collaboré à une œuvre imparfaite !

Comment donc devons-nous apprécier une infirmité ? Pour être édifiés sur ce point, citons quelques jugements, et voyons de quels termes se servent les juges pour apprécier et mettre à la portée du public les explications techniques que nous leur fournissons sur l'état des victimes.

I

Justice de paix, Paris, XI^e.

6 décembre 1899.

X... a été victime d'un accident industriel cause d'invalidité permanente partielle les lésions consécutives audit accident consistant dans l'amputation de l'index et l'ankylose de la partie supérieure du médius de la main gauche.

..... Attendu, dans l'espèce, que si *les blessures de la victime, suivant l'expression technique, paraissent actuellement consolidées, c'est-à-dire, si depuis quelque temps déjà l'infirmité chronique incurable a succédé à la lésion aiguë, Métal, par suite de l'extrême faiblesse de sa main, se trouve encore dans l'impossibilité de reprendre une occupation lucrative.*

II

Justice de paix de Courbevoie.

6 février 1900.

..... que cette déclaration, appuyée par un certificat médical délivré par le docteur P..., domicilié à Paris, rue Caumartin, nous est parvenue le 24 novembre 1899, que le certificat **très circonspect** de M. le docteur P... conçu **en termes vagues** concluait à une infirmité relative mais durable du poignet gauche ;

Attendu que M. Paquin (la victime) nous a affirmé, le 26 décembre 1895, qu'il était dans l'impossibilité de travailler, **ou du moins d'exercer comme auparavant son métier de paveur**, il était atteint d'un affaiblissement physique qui l'empêcherait à l'avenir **d'exercer sa profession habituelle qui exige beaucoup de force musculaire**, et qu'il nous demandait de procéder à l'enquête indiquée par les articles 12 et 13 de la loi du 9 avril 1898. Qu'avant de faire droit à la requête de M. Paquin, nous avons commis M. le docteur de L..., médecin à Puteaux, pour savoir si la blessure dont se plaignait M. Paquin était de nature ou non à entraîner une incapacité permanente ; que l'examen de ce praticien a été minutieux et d'autant plus long qu'au cours de ses observations M. le docteur de L... a été amené à découvrir que M. Paquin, blessé au poignet gauche, **était en outre gaucher**.

III

Paris XIX*, absence de déclaration d'accident.

7 février 1900.

Legrand, ouvrier.....

Qu'il s'est piqué le 27 septembre en arrangeant une peau de bœuf, qu'un des poils ou débris d'os de la bête se serait introduit dans l'index droit et aurait produit un **panaris**, que de ce fait il serait résulté une **incapacité de travail de plus de trois mois**.

Attendu que Legrand ne l'a pas fait soigner aussitôt blessé, mais qu'il est resté neuf jours, et que ce n'est qu'après ce délai qu'il est allé se faire soigner à l'hôpital Cochin.

.... le tribunal **ne peut affirmer que le panaris ne soit survenu à la suite de la blessure ou qu'il se soit produit pendant le travail**.

IV

Tribunal civil de Châlon-sur-Saône.

22 novembre 1899.

Annette Bonjour, âgée de 19 ans....

....travail consistant à faire des plaques à gâteaux au moyen d'une presse à friction.....

et pendant cette opération elle a eu un des doigts de la main gauche **pris et écrasés** ; que le docteur T..., appelé en toute hâte, le jour même, à donner ses soins à la victime, a constaté l'écrasement de la 2^e et de la 3^e phalange de l'annulaire et du médius de la main gauche ayant nécessité l'**amputation** des parties atteintes et une plaie superficielle à l'extrémité de l'index....

Et, avant de faire droit au fond sur l'indemnité, *nomme MM. L..., C... et J..., tous trois docteurs en médecine*, demeurant à Chalon-sur-Saône, *experts d'office*, à défaut par les parties d'en convoquer d'autres dans les délais de la loi, lesquels en cas d'empêchement, refus ou départ, seront remplacés par simple ordonnance du président de ce siège rendue sur requête à l'effet du serment préalablement prêté entre les mains du Président de ce siège, *voir* la demoiselle Annette Bonjour, déterminer quelles ont été ou pourraient être pour elle les conséquences de l'accident dont elle a été victime le 7 juillet dernier, dire si l'incapacité qui en résulte est absolue et permanente ou partielle et permanente, **quelle est la réduction que l'accident a fait subir au salaire annuel de la victime**, SI ELLE EST ENCORE APTE A CERTAINS TRAVAUX, A QUELS TRAVAUX ?

V

Tribunal civil de Neufchâteau.

23 novembre 1899.

Accident survenu le 8 juillet 1899.

..... qu'il résulte du certificat du docteur C..., que le sieur Dupont a subi l'amputation de deux phalanges à chacun des doigts médius et auriculaire, et d'une phalange du pouce de la main gauche, que la guérison de ces blessures paraît être suffisante pour permettre de statuer sur la présente demande que l'infirmité qui en résulte est permanente mais qu'elle n'entraîne qu'une incapacité partielle de travail...

..... que le docteur C..., dans une consultation qu'il donnait le 30 août dernier, non enregistrée mais à faire enregistrer en même temps que le présent jugement, déclarait que les **extrémités des doigts amputés, n'avaient pas encore la dureté ordinaire des mains d'ouvriers et dès lors étaient insensibles à la pression des outils.....**

Attendu qu'en réponse à la question de savoir quelle somme de travail le sieur Dupont pourra désormais fournir, **la susdite consultation dépendra de la bonne volonté de cet ouvrier.**

Appréciation du tribunal (Tours) d'une I. P. P. du travail.

Attendu que l'incapacité absolue est celle qui met la victime absolument hors d'état de travailler à sa subsistance ;

Attendu que Vichy a quarante-cinq ans et que l'amputation du bras ne semble pas avoir altéré sa santé, qu'il n'est pas, par suite, complètement invalide ; qu'il peut donc, en effet, s'il veut s'en donner la peine, se livrer à certains travaux et gagner par suite quelque chose pour subvenir à ses besoins ; que les auteurs et les législateurs de la loi si humanitaire du 9 avril 1898 n'ont certes pas voulu que l'ouvrier victime d'un accident, sans doute toujours intéressant, ne fasse pas un effort quelque petit qu'il soit pour trouver un travail en rapport avec ses facultés ;

Attendu que sans cela la loi deviendrait une prime à l'oisiveté et à l'intempérance : que, si Vichy ne peut plus exercer son ancienne profession, il est inadmissible qu'à son âge, encore jeune et paraissant vigoureux, avec un peu de bonne volonté, il ne trouve pas une occupation lui rapportant un salaire quelconque, fût-il des plus modestes ; qu'on ne peut donc dire que l'accident a causé à Vichy une incapacité permanente mais partielle ; que les propositions de

la Compagnie sont cependant insuffisantes ; que le Tribunal estime en effet, que le salaire annuel a subi une réduction des deux tiers ; que, par suite, la moitié de cette réduction est due et s'élève à la somme de 300 francs par an ;

Par ces motifs,

Dit que l'accident dont Vichy a été victime a entraîné une incapacité permanente, mais partielle ;

VI

Appréciation du Tribunal civil Narbonne d'une I. P. P. du travail.

Attendu que le certificat délivré par le docteur Armet le 23 décembre 1899, établit que la victime présente une fracture de l'omoplate gauche, que l'épaule est amaigrie, qu'une large cicatrice la recouvre, que l'articulation scapulo-humérale est ankylosée, que les mouvements articulaires sont réduits, que le bras ne peut dépasser, en hauteur, l'horizontale, à la suite de la destruction par suppuration des muscles de l'épaule, du deltoïde principalement, *qu'un retour complet des forces et la disparition totale de l'ankylose sont peu probables* .

Attendu que B... est donc atteint d'une infirmité permanente et partielle à raison de laquelle le paragraphe 3 de l'article 3 de la loi du 9 avril 1898 lui donne droit à une rente égale à la moitié de la réduction que l'accident aura fait subir au salaire ;

Nous aurions pu augmenter encore le nombre des citations, mais nous n'avons pas voulu dépasser les limites que nous nous sommes proposées pour l'étude de cette question, mais il est bien certain que l'appréciation des magistrats est une appréciation qui vis-à-vis des médecins a une grande valeur, elle nous indique que si, au point de vue du règlement de l'indemnité, la division de l'infirmité dans les quatre catégories que nous connaissons, importe énormément. C'est surtout parce que :

Pour l'incapacité temporaire la victime a droit :

à une *indemnité* qui égale la moitié du salaire touché au moment de l'accident.

Pour l'incapacité absolue et permanente :

une *pension viagère* qui atteint les $\frac{2}{3}$ du salaire.

Pour l'incapacité partielle et permanente :

une pension égale à la *moitié de la réduction* que l'accident aura fait subir au salaire.

Les dénominations ci-dessus constituent des groupements au point de vue du règlement de l'infirmité. Et ils présentent des fluctuations en rapport avec la lésion de la victime.

Nous avons cité ces quelques jugements qui au premier abord, peuvent paraître déplacés dans un mémoire médical, cependant ils viennent à l'appui de cette thèse qui consiste à dire que les magistrats n'ayant pas les éléments scientifiques désirables, c'est nous qui en avons toute la responsabilité, que nous devons dans le plus sommaire exposé les mettre au courant de l'incapacité physiologique. Car en résumé :

Un homme est blessé au cours du travail, son incapacité temporaire permanente partielle ou absolue le met dans une condition inférieure dans l'exercice de la profession qu'il occupait antérieurement. Cet homme souvent âgé, ne sera pas le plus souvent repris par l'employeur qui aura eu avec lui les difficultés ou les ennuis qui accompagnent le règlement des indemnités.

L'infirmité est survenue au cours du travail, dans une condition assez fréquente de ce travail ; au cours d'une manœuvre spéciale qui fait corps avec l'industrie à laquelle était attachée la victime. C'est, au point de vue de la physiologie des membres, dans un mouvement, acte de préhension ou autre, que sera survenu l'accident. La fonc-

tion physiologique spéciale de cet acte aura été altérée du fait de la lésion, et cet homme sera diminué dans sa valeur productrice vis-à-vis de son labeur spécial. Que deviendra-t-il ?

Son patron ne voudra plus de lui parce qu'il ne pourra pas reprendre son travail, parceque de fait ou par exagération il invoquera la lésion pour excuser sa maladresse, ce sera un travailleur irrégulier; ou bien le patron n'osera lui confier des pièces importantes pour les travailler parce qu'il aura une confiance très limitée dans sa main-d'œuvre et aura peur de faire ainsi gâcher son matériel ou la matière première de son industrie.

Il pourra prendre un travail qui ne nécessite plus la même activité, la même habileté, ce sera une fonction secondaire.

Tantôt il s'entendra bien avec son patron ;

Tantôt il trouvera encore que le patron est exigeant.

Mais s'il sort de l'industrie dont il a été victime, que deviendra-t-il ?

Il ne pourra nulle part dans le même travail retrouver *son poste*, sa perte de salaire est permanente comme son infirmité. Mais dans une industrie aussi voisine que possible de la précédente il pourra peut-être utiliser son expérience. Quant à lui faire une obligation de changer de profession, d'apprendre un nouveau métier, la chose paraît impossible pour plusieurs raisons.

D'abord les facultés : si rudimentaires soient-elles, l'expérience acquise dans le métier en tient lieu, ceci peut être opposé aux détracteurs des aptitudes professionnelles les plus inférieures au point de vue social.

Et puis le législateur n'a pas pensé que les juges dans leur appréciation feraient à l'homme une obligation de choisir un métier à l'âge adulte, et de s'imposer ainsi un nouvel apprentissage.

Je ne crois pas que les accidents soient dus à des fautes commises par les ouvriers ou les patrons, tous les cas ou presque dont j'ai dressé la statistique ont été dus à la cause fortuite.

L'initiative personnelle de la victime pourra dans quelques cas lui permettre de trouver l'emploi dont le salaire joint au produit de l'indemnité formera à peu près le chiffre qu'antérieurement cet homme gagnait par son travail.

Mais, pour lui faciliter la recherche de cet emploi, pour lui donner des indications, pour faire comprendre à cette victime du travail qu'elle n'est pas un déchet de l'industrie, qu'elle est seulement diminuée dans sa valeur : Il faut que nous soyons instruits de son infirmité, que nous lui fassions comprendre ce qu'elle pourra encore produire pour la société, ce que celle-ci peut espérer d'elle ; elle qui, prévoyante, lui a porté secours.

J'estime que là encore notre rôle est grand et notre influence est utile, elle peut, par la fermeté de nos assertions décourager les paresseux et ceux que la débilité mentale pousse à la malveillance.

Elle peut faire des hommes utilisables, des hommes presque précieux pour l'industrie, ceux qui, après l'accident, à l'abri du danger, ne sont plus des nécessiteux, ont encore le pain du lendemain et pourraient encore être utiles.

Je crois que c'est continuer la pensée du législateur que de comprendre ainsi l'infirmité au point de vue social.

Et le médecin pourrait, je ne dis pas apprécier les industries, mais tout au moins signaler l'effort physique que la victime peut encore apporter à l'activité sociale.

D'ailleurs, reportons-nous à la définition même que dans la loi, les législateurs ont donnée aux différentes incapacités de travail. Que disent-ils exactement ?

Circulaire des fonds de secours du 10 juin 1899.

(Taux des pensions et indemnités, pages 88. (*Recueil ministériel*).

INCAPACITÉ PERMANENTE ET ABSOLUE. — C'est l'incapacité qui rend l'ouvrier impotent et l'empêche de se livrer à tout jamais à un travail utile. C'est par exemple la perte de la vue. Pension $2/3$ salaire annuel.

INCAPACITÉ PARTIELLE ET PERMANENTE. — Dans ce cas, la capacité de la victime ne disparaît pas complètement, elle est seulement diminuée.

La pension allouée est égale à la moitié de la réduction que l'accident aura fait subir au salaire.

INCAPACITÉ TEMPORAIRE. — La loi ne distingue pas entre l'incapacité partielle et l'incapacité absolue.

L'indemnité pendant le temps que dure son état d'invalidité est toujours la moitié du salaire touché au moment de l'accident.

Il nous faut, en présence de ces définitions, avoir des connaissances spéciales sur l'industrie à laquelle est attachée la victime. Il nous faut opposer son infirmité aux exigences de son travail.

Il nous faut donc connaître les particularités profession-

nelles de l'industrie, et, éclairés sur ces particularités, nous saurons dans quelle voie la victime pourra chercher une nouvelle occupation.

Nous avons déjà signalé le régime de la triple expertise qui fournirait les plus précieux éléments d'appréciation sur la nature de l'infirmité. (1)

Je réserve au chapitre spécial du certificat médical les trois éléments d'appréciation de l'état de la victime que doit fournir le médecin. Je ne me suis préoccupé dans le chapitre actuel que d'attirer l'attention sur quelques points particuliers d'appréciation de l'infirmité.

Citons, empruntés au tome iv du *Recueil ministériel*, février 1904, certains points particuliers concernant la réduction du salaire consécutivement à l'accident.

« Le patron n'est pas fondé à soutenir qu'il ne doit pas d'indemnité à l'ouvrier atteint d'incapacité permanente partielle qui peut accomplir après l'accident le même travail auquel il était occupé auparavant (Tome i, page 77), ni qu'il a indemnisé l'ouvrier atteint d'une telle incapacité en l'embauchant de nouveau avec le même salaire qu'avant l'accident. Une telle proposition de la part du patron aurait d'ailleurs le caractère d'une transaction et ne pourrait intervenir qu'après la fixation de l'indemnité.

« Et le tribunal doit nonobstant évaluer la diminution de salaire que représente l'incapacité et régler l'indemnité sur cette base. »

Toutes ces considérations nous font un devoir d'approfondir tous les cas que l'application de la loi nous permet de rencontrer, et dans un certificat documenté conserver les éléments d'études pour aplanir autant que possible les difficultés et faciliter l'application des différents articles.

(1) Le médecin : expert scientifique.

Le patron

L'ouvrier

} experts techniques professionnels.

Voir page 114.

Obstacle à l'appréciation l'infirmité.

L'accident vient d'arriver, nous sommes auprès de la victime, elle a reçu nos soins, il s'agit de faire un diagnostic, un traitement et un pronostic. En un mot, en langage moins médical il faut donner son appréciation scientifique sur l'infirmité actuelle, et sur ce qu'elle peut être dans l'avenir.

Le médecin peut rencontrer à ce sujet de nombreuses difficultés. Elles peuvent être très variées, et nous avons choisi les jugements les plus intéressants que nous citons, afin de montrer les obstacles de toute nature qui peuvent nécessiter une expertise, contrôle d'un médecin par un autre médecin.

1^o Rapport des affections antérieures à l'accident avec l'accident lui-même.

I

(Albuminurie et phlegmon).

Attendu que la loi du 9 avril 1898 a eu pour but d'assurer aux ouvriers et employés auxquels elle est applicable, la réparation du préjudice résultant pour eux des accidents dont ils peuvent être victimes, par le fait ou à l'occasion de leur travail ; que, par le mot « accident », il faut entendre, suivant une définition qui paraît exprimer les intentions du législateur, *une lésion corporelle provenant de l'action soudaine et imprévue d'une cause extérieure* ; que c'est dans ce cas, mais dans ce cas seulement, et pour les conséquences directes et immédiates qui en découlent que s'ouvre pour l'ouvrier le droit à une indemnité ; qu'il s'ensuit que toute autre cause d'incapacité doit être écartée ; que, notamment, les maladies professionnelles contractées par suite d'un travail prolongé dans certaines industries sont exclues des dispositions de la loi ; qu'à plus forte raison il en est de même des incapacités qui sont dues, non plus à un accident en lui-même, mais à une maladie constitution-

nelle, à un vice de tempérament ou à une lésion organique dont était antérieurement atteinte la victime; que décider le contraire serait rendre les patrons responsables des circonstances qu'il leur est, d'une façon absolue, impossible de prévoir, sous peine de soumettre chacun de leurs ouvriers ou employés à d'incessantes visites médicales;

Attendu, dans l'espèce, que, *s'il était établi que le temps normal nécessaire à la guérison complète d'une blessure de la nature de celle dont Beauger a été victime, est depuis longtemps écoulé, et que la raideur et l'ankylose des articulations qui se manifestent encore et l'incapacité où il s'est trouvé jusqu'ici de travailler, sont la conséquence du l'albuminurie dont il est atteint*, Pâris ne saurait être tenu de l'indemniser du préjudice qui en est résulté pour lui; que, par suite, Pâris est recevable à faire la preuve des faits par lui articulés;

Par ces motifs,

Autorisons Pâris à prouver par tous moyens de droit :

1° Que Beauger, à la date du 20 octobre dernier, était atteint d'albuminurie;

2° Que cet état pathologique a eu pour sa blessure les conséquences dont il se plaint et pour lesquelles il réclame 300 fr. de dommages-intérêts;

3° Que l'accident du 20 octobre 1899 *ne pouvait nécessiter qu'un repos et un traitement de quelques jours pour un blessé non atteint d'albuminurie.*

Recueil Ministériel, tome 3, page 32.

II

TRIBUNAL CIVIL D'ORLÉANS

VEUVE GOULET C/ LIESSE

Rente de la veuve. — Estimation du salaire de base. — Faute inexcusable de l'ouvrier. — Point de départ de la rente. — Époque de paiement des arrérages

LE TRIBUNAL.

Attendu qu'Aimable Goulet, charretier au service de Liesse, a, le 16 mars dernier, fait une chute sur la tête, alors qu'il descendait des sacs vides d'un grenier, et est mort dix jours après, à la suite des désordres cérébraux qui se sont produits;

Que le docteur H..., médecin de la Compagnie « la Prévoyance », à laquelle est assuré Liesse, après avoir constaté que, dès le lendemain du transport de Goulet à son domicile, *des symptômes graves*

d'alcoolisme s'était manifestés chez lui, affirme que l'accident du 16 mars a été la cause occasionnelle faisant éclore des désordres qui seraient restés encore peut-être latents un certain temps, et *que la mort est due aux lésions de l'alcoolisme, soudainement réveillées par cet accident*.

Que Liesse, s'emparant des termes de ce certificat, soutient que Goulet a succombé, non pas aux suites de sa chute, mais aux conséquences de ses habitudes d'intempérance, et que sa veuve n'a, dès lors, droit à aucune pension ;

Attendu, tout d'abord, qu'il convient de remarquer que les prétendues habitudes d'intempérance de Goulet ne sont révélées que par le certificat du docteur H..., lequel semble contredit par des attestations nombreuses, d'après lesquelles Goulet, n'avait nullement la réputation de se livrer à l'ivrognerie, et **par la déclaration d'un médecin qui lui a donné des soins depuis 1871 et qui n'a constaté chez lui aucune trace de maladie due à des excès**.

Mais, attendu qu'en considérant même que l'avis du docteur de la Compagnie « la Prévoyance » doive être admis, [il n'en résulterait aucunement que le patron Liesse fût fondé à repousser la responsabilité que la demanderesse entend faire peser sur lui ;

Qu'il résulte de l'opinion émise par le docteur H... lui-même, que, sans l'accident dont a été victime Goulet, les désordres constatés chez lui seraient peut-être restés encore latents un certain temps ;

Que ce laps de temps n'est pas, ne pouvait être fixé ;

Que Goulet, sans la chute funeste qu'il a faite, aurait donc pu vivre encore plusieurs années et, par conséquent, sa mort prématurée a bien été la conséquence directe de la blessure dont il a été atteint dans l'exercice de sa profession.

Attendu que l'assimilation établie par le ministère public entre l'hypothèse de coups ayant occasionné la mort sans intention de la donner, et celle d'un accident ayant été la cause première, sinon unique, de la mort est incontestable, et, de même que le crime prévu par l'article 309 du Code pénal existe alors même que les coups n'ont fait que hâter la mort, de même la responsabilité du patron est engagée lorsque l'accident survenu à son ouvrier, sans être la seule cause de la mort, l'a cependant occasionnée ;

Attendu, du reste, qu'il serait absolument contraire à la pensée humanitaire qui a inspiré le législateur de 1898 de priver de toute indemnité, en cas d'accident, les

ouvriers dont la santé serait altérée et qui cependant auraient, comme dans l'espèce actuelle, dépensé pendant de longues années, au profit de leur patron, leur activité et leur dévouement ;

Que ce serait ouvrir la porte à des procès innombrables que de permettre aux compagnies d'assurances, ou aux patrons qui les représentent en justice, de rechercher si, à côté des causes directes d'accidents provoquant leur intervention, il n'existerait pas, dans la constitution physique des victimes, des motifs pouvant atténuer ou faire disparaître leur responsabilité :

Que le patron, par cela même qu'il embauche un ouvrier, se constitue son assureur contre tous les risques de sa profession, sans qu'il y ait lieu de tenir compte de l'état de sa santé, la liberté du patron restant entière quant au choix qu'il fait de son personnel, à la suite des moyens d'investigation auxquels il croit devoir recourir ;

Attendu que, ce principe étant posé, il ne reste plus qu'à fixer l'indemnité à laquelle a droit la veuve Goulet ;

Attendu que Goulet avait un salaire annuel de 1,000 francs, que sa veuve est, par conséquent, autorisée à réclamer une pension égale à 20 p. 0/0 de ce salaire, soit 200 francs ;

Que cette rente ne pourrait subir de réduction que si Goulet avait commis une faute inexcusable ; **or, en admettant même qu'il fût alcoolique, Liesse, qui l'a conservé pendant plus de vingt-cinq ans comme charretier, a suffisamment démontré qu'il attachait peu d'importance à cet état, et il serait aujourd'hui mal venu à l'invoquer pour tenter de se faire décharger d'une partie des obligations que la loi lui impose ;**

Par ces motifs,

Dit que, sous l'empire de la loi de 1898, le patron est responsable de toutes les conséquences des accidents subis par ses ouvriers dans l'exercice de leur profession ;

Dit que la chute faite par Goulet sur la tête, d'une hauteur de plusieurs mètres, ne saurait être considérée comme constituant un accident insignifiant et qu'il n'y a lieu, dès lors, de se préoccuper des conséquences de semblable accident ;

Dit qu'il importe peu que la chute faite par Goulet n'ait point été la cause unique de sa mort, cette chute ayant, en tous cas, été la cause directe de sa mort ;

Condamne, en conséquence, Liesse à payer à la veuve Goulet une rente annuelle et viagère de 200 francs, payable par trimestre, à compter du 26 mars 1900 ;

Le condamne en outre en tous les dépens,

Recueil Ministériel, tome 3, p. 427.

COUR D'APPEL D'ORLÉANS

LIESSE C/ VEUVE GOULET

Rente à la veuve. — Epoque de paiement.

Caractère professionnel de l'accident. — Alcoolisme. — Faute excusable de l'ouvrier (1).

LA COUR.

Attendu qu'Aimable Goulet, charretier au service de Liesse depuis plus de vingt cinq ans, a, le 16 mars 1900, fait une chute sur la tête, alors qu'il descendait des sacs vides d'un grenier et est mort dix jours après, à la suite des désordres cérébraux qui se sont produits ;

Que le docteur H..., médecin de la Compagnie la *Prévoyance*, à laquelle est assuré Liesse, après avoir constaté que dès le lendemain du transport de Goulet à son domicile, des symptômes graves d'alcoolisme s'étaient manifestés chez lui, affirme : « L'accident du 16 mars a été la cause occasionnelle faisant éclore des désordres qui seraient restés encore peut-être latents un certain temps, et que la mort est due aux lésions de l'alcoolisme soudainement réveillées par cet accident » ;

Que Liesse, s'emparant des termes de ce certificat, soutient que Goulet a succombé, non pas aux suites de sa chute, mais aux conséquences de ses habitudes d'intempérance, et que sa veuve n'a, dès lors, droit à aucune pension ;

Attendu, tout d'abord, qu'il convient de remarquer que les habitudes d'intempérance imputées à Goulet ne sont révélées que par le certificat du docteur H... ;

Que ce certificat délivré par le médecin de la Compagnie d'assurances indirectement intéressée à la solution de l'affaire, ne saurait être retenu comme une pièce probante ;

Qu'il est, d'ailleurs, contredit par des attestations nombreuses d'après lesquelles Goulet n'avait nullement la réputation de s'adonner à l'ivrognerie, et par la déclaration du médecin qui, lui ayant

(1) Cet arrêt a été rendu sur appel interjeté d'un jugement du Tribunal civil d'Orléans du 8 août 1900, rapporté au tome III, page 472.

donné des soins depuis 1872, n'a constaté chez lui aucune trace de maladie due à des excès ;

Que ces attestations méritent d'être prises en sérieuse considération ; (1)

Qu'en effet, si l'alcoolisme peut résulter de l'abus des boissons alcooliques, sans que cet abus soit poussé jusqu'à l'enivrement, il suppose néanmoins des habitudes d'intempérance caractérisées continuées pendant un certain temps, et se manifeste par des symptômes non équivoques de nature à frapper l'attention du médecin habituellement appelé à donner ses soins au malade et même des personnes en relations habituelles avec celui-ci ;

Attendu qu'il reste établi seulement que *dans les dix jours qui ont suivi la chute* dans laquelle il avait reçu sur la tête un coup devant occasionner une commotion cérébrale, Goulet est mort en proie à des accidents cérébraux ;

Que le docteur H... a cru reconnaître en eux la manifestation du *delirium tremens*, mais Goulet n'ayant jamais, suivant les attestations ci-dessus visées, donné des signes d'alcoolisme, *il est plus naturel de penser que ces accidents ont été la conséquence de sa chute et la résultante d'une méningo-encéphalite traumatique.*

Qu'un doute au moins s'impose à cet égard, et que l'incertitude sur la nature exacte de la maladie provoquée par un accident survenu dans le travail devrait s'interpréter contre le chef d'industrie qui demande à être exonéré du risque professionnel ; c'est-à-dire d'une responsabilité qui lui incombe de plein droit ;

Mais, attendu qu'il n'est même pas besoin d'invoquer ce doute ;

Qu'en admettant, par hypothèse, l'avis du docteur de la Compagnie *la Prévoyance*, l'on ne saurait conclure que le patron Liesse fût fondé à repousser la responsabilité que la veuve Goulet entend faire peser sur lui ;

Que, de l'opinion émise par le docteur H... lui-même, il résulte que, sans l'accident survenu, les désordres constatés chez Goulet seraient peut-être restés latents encore durant un certain temps ;

Que ce laps de temps n'est pas, ne pouvait pas être fixé ;

Que Goulet, sans la chute funeste qu'il a faite, aurait donc pu vivre encore plusieurs années, et, par conséquent, sa mort prématurée a bien été la conséquence de la blessure dont il a été atteint dans l'exercice de sa profession ;

Attendu, enfin, que la loi du 9 avril 1898 ne contient aucune disposition énonçant qu'en cas d'aggravations provenant de lésions

(1) On voit tout l'intérêt qu'il peut y avoir pour la victime à conserver son médecin ordinaire, c'est-à-dire le médecin de son choix.

oud'infirmités préexistantes, les indemnités qu'elle accorde pourront être supprimées ou réduites ;

Que ce serait ouvrir la porte à des procès innombrables que de permettre aux compagnies d'assurances ou aux patrons qui les représentent en justice de rechercher si, à côté de l'accident engageant leur responsabilité, il n'existait pas dans la constitution physique de la victime des motifs pouvant atténuer ou faire disparaître cette responsabilité ;

Que quand la lésion corporelle provenant de l'action soudaine d'une cause extérieure, c'est-à-dire de l'accident est survenue par le fait ou à l'occasion du travail, le législateur accorde à la victime une indemnité fixée d'après un tarif invariable qui s'applique alors même que l'accident résulte d'une faute de l'ouvrier, pourvu que celle-ci ne soit ni intentionnelle ni inexcusable ;

Qu'on ne saurait considérer comme inexcusable, fût-elle prouvée, ce qui n'est pas le cas, la faute de l'ouvrier qui, par un usage quelque peu immodéré du vin et autres boissons contenant de l'alcool, avait insensiblement, sans s'en douter lui-même et à l'insu de tous, contracté à la longue le germe latent d'une maladie susceptible d'aggraver les conséquences d'une chute accidentelle ;

Attendu que, ces principes étant posés, il ne reste plus qu'à fixer l'indemnité à laquelle a droit l'intimée ;

Que Goulet avait un salaire annuel de 1,000 francs ; que sa veuve est, par conséquent, autorisée à réclamer, en vertu de l'article 3 de la loi du 9 avril 1898, une rente viagère égale à 20 p. 0/0 de ce salaire, soit 200 francs ;

Par ces motifs,

Reçoit Liesse appelant du jugement rendu par le Tribunal d'Orléans, le 8 août 1900 ;

Et sans s'arrêter à ses conclusions auxquelles les considérants qui précèdent répondent suffisamment ;

Confirme le jugement dont est appel en tant qu'il condamne Liesse à payer à la veuve Goulet une rente annuelle et viagère de 200 francs, payable par trimestre à compter du 26 mars 1900 ;

Le condamne, en outre, à l'amende et en tous les dépens de première instance et d'appel qui seront recouvrés par l'Administration de l'enregistrement, conformément à la loi sur l'assistance judiciaire.

Rec. ministériel, tome IV. p. 271.

III

TRIBUNAL CIVIL DE BESANÇON

BLASSEL C/ L'ÉTAT

Affection antérieure à l'accident. — Salaire de base.

Epoque de payement de la rente.

Point de départ de la rente (1).

Attendu qu'il est constant, en fait, que, dans l'après-midi du 27 octobre dernier, le demandeur Blassel, ouvrier ajusteur à l'arsenal de notre ville, étant occupé, en service commandé, à la transformation des caissons de quatre-vingt-dix, se servait à cet effet, de deux marteaux, un de chaque main; que ces deux marteaux s'étant heurtés, il en jaillit des *éclats dont l'un vint s'incruster dans l'œil gauche de cet ouvrier*; que celui-ci, conduit, le 30 octobre, à l'hôpital de notre ville, y demeura jusqu'au 12 décembre suivant et ne put reprendre son travail à l'arsenal que le 26 du même mois;

Attendu qu'il résulte de certificats versés aux débats, discutés et délivrés par les médecins militaires qui ont eu pour mission de certifier l'origine de la blessure et de soigner le blessé, notamment du certificat de M. le docteur H...., médecin principal, chef des salles militaires de l'hospice de Besançon, que la blessure de l'ouvrier Blassel a eu pour résultat : *a)* de diminuer considérablement l'acuité visuelle de ce dernier qui, antérieurement à l'accident, était déjà porteur de taies diffuses des deux yeux (taies ayant diminué la vision au point d'entraîner la réforme, mais permettant de l'œil gauche au blessé d'exercer son métier d'ajusteur); *b)* et d'entraîner une diminution dans la capacité de travail d'environ moitié;

Attendu que cet accident constitue, pour cet ouvrier, une cause d'incapacité partielle et permanente et rend, sans conteste, applicable la loi du 9 avril 1898;

Attendu qu'à la suite d'un procès-verbal de non-conciliation dressé le 10 février dernier par le président du siège, l'ouvrier Blassel a, par exploit du 22 même mois, fait assigner l'Etat français, tel qu'il est représenté, aux fins de le faire condamner, d'après

(1) Ce jugement a été frappé d'appel. V. arrêts de la Cour d'appel de Besançon, *infra* pages 461 et 477. (tome v, n'ayant pas encore paru.)

ses dernières conclusions, au paiement d'une rente annuelle et viagère de 401 fr. 95, payable par trimestre à partir du 26 décembre dernier; que le tribunal se trouve compétemment saisi, aux termes de l'article 16 de la loi précitée ;

Attendu que les parties sont pleinement d'accord sur les causes et la nature de l'accident, sur l'étendue des lésions, sur le salaire journalier qui est de 4 fr. 30, sur le salaire annuel qui est de 1,607 fr. 78; qu'il n'y a désaccord que sur les conséquences de l'accident et l'importance de la diminution de salaire; **que l'Etat français, défendeur, soutient en effet que l'infirmité préexistante du blessé a aggravé son degré d'invalidité**; que la responsabilité de cette aggravation ne saurait lui incomber, puisqu'il ne peut être tenu de réparer le dommage causé par des lésions antérieures et n'étant, dès lors, pas la conséquence directe de l'accident; que cette aggravation ne doit donc pas entrer en ligne de compte pour l'appréciation de la diminution de la valeur industrielle de l'ouvrier et, partant, de son salaire, ainsi que pour la détermination de l'indemnité à laquelle celui-ci peut avoir droit; que, **par suite, le degré d'impotence fonctionnelle provenant de l'accident du 27 octobre dernier doit être calculé par rapport à la puissance de travail déjà réduite par l'infirmité dont le demandeur était atteint antérieurement audit accident, et non d'après l'incapacité qui en serait résultée pour un individu ayant la vision complète et normale des deux yeux**; que, dans ces conditions, l'Etat défendeur prétend que la diminution de capacité n'est pas de moitié, comme y conclut la demande, mais seulement du tiers et, en conséquence, fait offre d'une rente annuelle et viagère de 268 francs;

Mais, attendu qu'aux termes de la loi de 1898, l'indemnité à allouer doit être calculée d'après le salaire de l'ouvrier au moment de l'accident; que ce salaire représente toujours en argent la valeur industrielle de la victime, basée sur sa capacité de travail lors de l'accident; que, d'après l'article 3 de cette loi, l'ouvrier a droit, pour l'incapacité permanente et partielle, à une rente égale à la moitié de la réduction que l'accident aura fait subir au salaire; que l'infirmité préexistante à l'accident du demandeur, de laquelle excipe l'Etat, défendeur, était indubitablement une gêne pour le demandeur qui était ouvrier ajusteur, mais, qu'aussi elle diminuait sa valeur industrielle et influait ainsi forcément sur le montant de son salaire qui était diminué en proportion; que, sans cette infirmité, le salaire eût pu être plus élevé; que le tribunal n'a donc pas à se préoccuper,

pour l'évaluation de l'indemnité due, de cette infirmité préexistante et de ses conséquences ;

Attendu que, sans qu'il soit nécessaire de recourir à l'expertise subsidiairement sollicitée par l'Etat défendeur, *il résulte suffisamment des certificats délivrés* par les agents de celui-ci, par les médecins militaires, dont les avis inspirent toute confiance au tribunal, *que la diminution de capacité du travail d'ajusteur subie par le demandeur est de la moitié de sa capacité normale avant l'accident ;* que cette évaluation est juste, équitable et est accueillie par le tribunal ;

Attendu que la réduction de salaire que l'accident a fait subir au demandeur est donc de 803 fr. 89 ; que la rente annuelle et viagère à laquelle a droit ce dernier doit donc être fixée à la moitié de cette réduction, soit à la somme réclamée par le demandeur, 401 fr. 95, qui, aux termes de l'article 3 de la loi précitée, doit être payée par trimestre et sans qu'aucune disposition de cette loi autorise les tribunaux à ordonner que les arrérages de la rente seront payables d'avance ; que le point de départ de la rente payable à terme échu doit être fixé, du consentement de toutes parties, au 26 décembre 1899, jour de la reprise des travaux par le demandeur, *jour où l'on a été absolument fixé sur les conséquences de l'accident et le caractère de l'incapacité* ; que l'indemnité temporaire due au demandeur qui, depuis le cinquième jour de l'accident, c'est-à-dire du 1^{er} novembre 1899 jusqu'à la prédite date du 26 décembre suivant, avait, aux termes de la loi, droit à la moitié de la moyenne de son salaire journalier, doit être fixé, du consentement de toutes parties, à la somme de 122 fr. 55 ; qu'il résulte de documents probants fournis au tribunal et qu'il n'est pas dénié par le demandeur que celui-ci a reçu déjà la somme de 122 fr. 55, le surplus des sommes versées étant le produit de son travail ;

Attendu que cette somme de 122 fr. 55 n'a été versée qu'à valoir sur les indemnités à fixer, qu'elle ne représente nullement la rémunération totale ou partielle d'un travail effectif et doit être imputée sur le règlement des droits du demandeur, en ce sens qu'elle se trouve d'ores et déjà compensée avec pareille somme versée à celui-ci pour indemnités journalières et qu'il n'y a plus lieu d'en tenir compte ; que cette imputation est obligatoire ; que l'ouvrier demandeur ne saurait, sous aucun prétexte, s'y opposer sérieusement et obtenir ainsi indirectement une indemnité supérieure à celle à laquelle il a droit, ce qui serait absolument contraire à l'esprit et au texte de la loi de 1898, et notamment à l'article 30 de cette loi ;

Attendu que, sans s'arrêter aux offres de l'Etat défendeur, lesquelles sont insuffisantes et inopérantes, c'est le cas de condamner celui-ci à payer audit demandeur la rente annuelle et viagère de 401 fr. 95, payable par trimestre, non d'avance, à terme échu, à partir du jour spécifié, 26 décembre 1897, et de le condamner, en outre, puisqu'il succombe, aux dépens ;

Par ces motifs :

Sans s'arrêter ni à l'expertise inutilement sollicitée par l'Etat défendeur, ni aux offres insuffisantes de ce dernier, dit que l'incapacité dont est atteint l'ouvrier demandeur, par suite de l'accident dont il a été victime le 27 octobre dernier, à l'arsenal, en notre ville, est permanente et partielle ; que le salaire annuel du demandeur était, au moment de l'accident, de 4.607 fr. 78 ; que la diminution de capacité et, partant, de salaire depuis l'accident, est de moitié

Fixe à la somme de 122 fr. 55 le montant des indemnités journalières, et à pareille somme celles touchées ;

Dit qu'elles se trouvent comprises et qu'il n'y a plus lieu d'en tenir compte ;

Fixe à la somme de 401 fr. 95 la rente annuelle et viagère due au demandeur ;

Condamne l'Etat défendeur à payer à ce dernier cette rente annuelle et viagère de 401 fr. 95, payable par trimestre à terme échu, à partir du 26 décembre 1899 ;

Le condamne en outre aux dépens.

Rec. ministériel, t. III, p. 187.

SOLUTIONS CONTRAIRES AUX PRÉCÉDENTES

I

TRIBUNAL CIVIL DE LIMOUX

DUTEIL C/ ALBOUY ET PHALIPPOU

Règlement d'incapacité permanente partielle. — Affection antérieure. — Réduction du salaire. — Epoque de paiement des arrérages.

Attendu que Duteil prétend que, le 28 octobre 1899, sur les chantiers d'Albouy et Phalippou, à Lapradelle, où il travaillait pour le compte de ces derniers, il a ressenti soudainement une vive douleur

aux reins, en soulevant un moellon, et, qu'obligé de quitter le travail pour faire soigner le mal dont il souffrait, il n'a jamais pu se remettre à l'ouvrage, ayant été atteint, comme il l'a su depuis, d'une lésion de la colonne vertébrale, qui le place dans un état d'incapacité permanente et absolue de travail ; qu'en conséquence, il s'appuie sur la loi du 9 avril 1898 pour, faute de conciliation avec ses patrons, poursuivre contre eux, devant le Tribunal, le paiement d'une rente annuelle et viagère de 1.200 francs représentant les deux tiers de son salaire annuel : qu'il réclame, en outre, à titre de dommages supplémentaires, une indemnité de 200 francs ; qu'il a renoncé aux plus amples demandes contenues dans son exploit introductif en ce qui concerne spécialement le paiement du demi-salaire durant la période aiguë de sa maladie, s'étant pourvu à cet égard devant une autre juridiction ;

Attendu que les défendeurs Albouy et Phalippou concluent au rejet pur et simple de la demande ; qu'ils exposent, à cet effet, que *Duteil n'a nullement été victime d'un accident du travail à l'époque susindiquée, mais qu'il souffrait depuis longtemps d'une affection chronique des reins et qu'il a été simplement atteint, en octobre dernier, d'une crise de cette maladie* ; que lui-même, d'ailleurs, l'a pensé ainsi, s'étant fait porter malade auprès du médecin de l'entreprise, à la date du 31 octobre seulement, et non du 28, en invoquant un simple mal aux reins, et non un accident proprement dit ; que, quelles que soient les conséquences de cette dernière crise, la loi de 1898 ne serait donc pas applicable au cas du demandeur ;

Attendu qu'effectivement, Duteil souffrait dès longtemps d'une maladie insuffisamment caractérisée, mais *qu'il dénommait lui-même*, eu égard à la région douloureuse, *mal de reins* ; que cela résulte de ce qu'il ne conteste pas le fait avancé par l'un de ses patrons, Albouy, dans l'enquête de M. le juge de paix d'Ayat, savoir qu'en 1897, travaillant à la construction du chemin de fer de Saint-Paul de Fenouillet à Maury, sur les chantiers d'un sieur R..., il a déjà été soigné par le docteur B..., pour une affection ainsi qualifiée ; que cela résulte encore de ce qu'il est constant au procès qu'à deux reprises, dans les derniers temps qui ont précédé le prétendu accident du 28 octobre 1899, soit le 18 août et le 10 octobre de la même année, Duteil a dû quitter les chantiers d'Albouy et Phalippou pour cause de mal aux reins et est demeuré malade, la première fois, durant douze jours, la seconde fois, durant huit jours ; que cela résulte enfin de ce qu'il n'est pas contredit que Duteil n'a déclaré sa dernière atteinte que le 30 octobre, bien qu'elle se soit produite le 28, et que, ce faisant, il s'est plaint seulement d'un mal

aux reins comme auparavant, si bien qu'Albouy et Phalippou n'ont pas fait la déclaration d'accident prescrite par l'article 11 de la loi de 1898 et que l'enquête a eu lieu en juillet 1900 seulement, sur nouvelles réclamations de l'intéressé ; qu'il est donc *incontestable qu'à l'époque litigieuse*, Duteil était atteint d'une *maladie chronique dans la région lombaire*, dont les crises, de plus en plus rapprochées, indiquaient une aggravation particulièrement sensible ;

Mais, attendu que l'enquête suivie par M. le juge de paix d'Axat n'en a pas moins établi que le 28 octobre 1899, vers cinq heures du soir, Duteil, comme il le prétend, s'est plaint soudainement de vives douleurs aux reins, après avoir sur les chantiers des défenseurs « soulevé », dit le témoin R..., « remué seulement », dit le témoin L..., un moellon d'une soixantaine de kilogrammes, acte qui rentrait dans son travail ; qu'il n'est pas contesté qu'il a immédiatement quitté le chantier ; que s'il n'a déclaré ses douleurs au médecin de l'entreprise que le surlendemain, 30 octobre, il n'est pas davantage contesté qu'il n'a pas travaillé le 29, ni depuis ;

Or, attendu qu'aux termes de la loi du 9 avril 1898, il y a accident du travail dès que, par le fait ou à l'occasion du travail, l'ouvrier d'une des entreprises assujetties subit une incapacité de travail partielle ou absolue, temporaire ou permanente, à la suite d'une lésion corporelle, provenant de l'action soudaine d'une cause extérieure ; que l'entreprise de travaux publics, dirigée par Albouy et Phalippou, est assurément assujettie à la loi du 9 avril 1898 ; que le fait de remuer ou de soulever un moellon dans les conditions susdites, constitue bien un acte de travail et se trouve être, en même temps, extérieur à l'ouvrier dans le sens de la définition susénoncée ; que, d'autre part, Duteil, qui le faisant, a cru, sur le moment, s'être simplement endolori les reins, et dont la bonne foi résulte justement de son attitude immédiate et de sa déclaration du 30 au médecin de l'entreprise, a subi en réalité une lésion corporelle, puisqu'il a eu la colonne vertébrale intéressée (déclarations de M. le docteur D..., en date des 16 mars, 22 mai et 26 octob. 1900) ; que, nonobstant son état de maladie, il appert donc que le demandeur a été victime d'un accident du travail rentrant dans le cadre de la loi de 1898, sauf à démontrer l'incapacité de travail qui a suivi et surtout le lien de droit, soit le rapport de cause à effet, entre le maniement du moellon formellement établi et la lésion corporelle non moins formellement établie ;

Que, s'agissant d'une lésion interne, ce rapport ne saute pas aux yeux avec la clarté de l'évidence, mais qu'il résulte suffisamment des circonstances ambiantes ; que M. le docteur D..., dans ses déclai-

rations précitées, dit, en effet, que vu l'état de la lésion dont il est atteint, à la suite de travaux de force, Duteil ne peut absolument plus se livrer aux travaux de cette nature : or qu'il est constant que, jusqu'au 28 octobre, en dehors des crises qu'il subissait, cet ouvrier n'a cessé de se livrer à de tels travaux et qu'il n'est pas contesté que, depuis, il n'en a plus entrepris ; qu'il est donc bien, par là même, justifié que l'acte du 28 octobre 1899 (maniement du moellon) a occasionné la lésion constatée et que cette lésion entraîne une incapacité permanente de travail ;

Attendu, toutefois, que cette incapacité ne paraît pas devoir être absolue ; que Duteil ne pourra plus entreprendre des travaux nécessitant un grand déploiement de forces, dit, en propres termes, le docteur D... ; *que cela signifie qu'il pourra en exécuter de moins forts* ; que notamment, sans changer de corps de métier, il demeure apte, évidemment, à remplir l'emploi de surveillant de travaux ou quelque autre analogue ; qu'il conserve donc quelque capacité professionnelle ; qu'il suit qu'il pourra prétendre seulement à une rente égale à la moitié de la réduction subie par son salaire du fait même de l'accident.

Que son salaire annuel, au moment de l'accident, était de 1,800 fr., puisqu'il en évalue les deux tiers à 1,200 francs et que ce chiffre n'est pas contesté par ses adversaires ; que les emplois dont il demeure capable peuvent lui rapporter, suivant les usages locaux, un salaire d'au moins 1,000 francs par an ; qu'il subira donc une diminution de 800 francs, ce qui porterait à 400 francs l'indemnité annuelle et viagère à laquelle il aurait droit si son incapacité actuelle provenait tout entière de l'accident du 28 octobre 1899 ;

Mais qu'il est loin d'en être ainsi : qu'on a déjà dit que Duteil était malade longtemps avant l'accident et l'avait été avec un redoublement particulier peu de temps auparavant ; qu'il éprouvait son mal dans la région même où le docteur D... a constaté plus tard une lésion ; qu'il est donc évident que si, d'une façon indéniable, l'acte de force du 28 octobre a constitué la cause occasionnelle de la lésion, le terrain se trouvait déjà préparé par la maladie antérieure ; que la même lésion aurait pu se produire en dehors du travail, dans un temps plus ou moins éloigné ; qu'en conséquence on peut dire, sans exagération, que la part de l'accident du travail dans l'état actuel de Duteil, *est égale au rapport de 1 à 5*, la maladie entrant en ligne de compte pour les 4 autres parties ; que les maladies, même d'origine professionnelle, n'étant pas protégées par la loi de 1898, il suit que cet ouvrier ne saurait prétendre à une

pension supérieure au cinquième de la somme susvisée de 400 fr., soit à 80 francs ;

Attendu qu'une pension annuelle devra, conformément aux principes de la matière, lui être payée par trimestres échus ; qu'en égard au jugement rendu le 21 juillet 1900, par M. le juge de paix d'Axat, en ce qui concerne le service du demi-salaire, elle partira du jour de la demande en justice (1^{er} août 1900) ;

Attendu que la loi du 9 avril 1898, par le fait même de son caractère transactionnel et forfaitaire, s'oppose à l'admission du second chef de dommages au montant de 200 francs, soulevé par Duteil.

Attendu sur les dépens, qu'ils ont été exposés pour parvenir à la liquidation d'une dette, que du moment que cette dette, absolument contestée, est reconnue fondée en quelque mesure, ils doivent s'y ajouter comme accessoires ; que, par suite, ils incombent aux défendeurs ;

Par ces motifs ;

Rejetant toutes conclusions contraires, et statuant publiquement, contradictoirement, en matière sommaire, premier ressort.

Dit et déclare que Duteil, ouvrier au service d'Albouy et Phalippou, a été victime, par le fait de son travail, sur les chantiers de ces derniers, à la date du 28 octobre 1899, **d'un accident dont les conséquences directes ont entraîné une réduction permanente et partielle de sa capacité de travail ;**

En conséquence, évaluation faite de cette réduction, condamne solidairement lesdits Albouy et Phalippou à servir sa vie durant audit Duteil, avec intérêts de droit, dès la demande en justice, une rente annuelle de 80 francs, payable par trimestres échus à partir du 1^{er} août 1900 ;

Les condamne sous la même solidarité aux dépens de l'instance et au coût du présent jugement.

Recueil Ministériel, tome IV, page 179.

II

TRIBUNAL CIVIL DE LA SEINE

(4^e CHAMBRE)

DELINCÉ c/ FELLER ET BARBON

Règlement d'incapacité permanente absolue. — Point de départ de la rente.

Frais médicaux et pharmaceutiques. — Compétence du juge de paix

LE TRIBUNAL,

Attendu que le demandeur Delincé était employé en qualité de

gardien de nuit chez Feller et Barbon, qui exploitent une verrerie dite « verrerie du Pont de Clichy » ; qu'il était dans cette maison depuis dix-sept ans et qu'il est âgé de cinquante-neuf ans ; qu'il est marié et a enoore deux enfants mineurs ;

Attendu qu'en 1896, Delincé, étant employé par les mêmes patrons, a perdu un œil par suite du jaillissement d'un éclat de verre ;

Attendu que, dans la nuit du 17 octobre 1899, eu faisant une ronde, le demandeur a heurté une barre de fer et est *tombé la tête en avant* sur une plaque de tôle qui lui fit une profonde *blessure à l'œil qui, par suite, a été perdu* ;

Attendu que le demandeur est atteint d'une cécité complète qui le met dans une incapacité absolue et permanente de travailler ;

Attendu que, malgré l'infirmité dont Delincé était atteint avant l'accident du 17 octobre 1899, et quelque louables que soient les sentiments qui avaient déterminé ses patrons à le garder dans leurs ateliers malgré l'état d'infirmité où il se trouvait, il y a lieu de considérer que l'indemnité qui lui est due par Feller et Barbon est celle prévue par l'article 3 paragraphe 1^{er} de la loi du 9 avril 1898 pour incapacité absolue et permanente ;

Attendu que, pour apprécier les droits de l'ouvrier, il y a lieu de faire état de la situation dans laquelle il se trouve après l'accident et en conséquence de celui-ci ; que, *si le demandeur* était devenu *borgne par suite d'un accident d'enfance* ou par tout autre événement fortuit arrivé avant qu'il n'entrât chez les défendeurs, ceux-ci ne pourraient en argumenter, ayant consenti à le prendre dans l'état où il se trouvait ; que ce n'est pas parce que l'infirmité lui serait survenue au service de ceux-ci, qu'ils seraient en droit de prétendre que leur responsabilité et les droits de leurs ouvriers sont diminués ;

Attendu que Delincé gagnait 1.400 francs par an ; qu'aux termes de l'article 3 paragraphe 2, il y a lieu de lui accorder une rente viagère égale aux deux tiers, soit 935 francs ;

En ce qui concerne les *frais médicaux* et pharmaceutiques :

Attendu que le tribunal est incompétent pour statuer, le juge de paix devant seul connaître de ce chef d'action ;

Par ces motifs.

Condamne Feller et Barbon à payer à Delincé une rente annuelle et viagère de 935 francs pour les causes susnommées, payable par trimestre à partir du 6 janvier 1900 ;

Se déclare incompetent en ce qui a rapport aux frais médicaux et pharmaceutiques ;

Condamne Feller et Barbon aux dépens.

Recueil Ministériel, tome III, page 308.

III

TRIBUNAL CIVIL DE SAINT-QUENTIN

Caractère professionnel de l'accident

LE TRIBUNAL,

Attendu que du procès verbal d'acquit dressé le 11 septembre 1889 par M. le Juge de paix de Vernaud, en exécution de la loi du 9 avril 1898 et du décret du 28 février suivant, des constatations faites par ce magistrat et des dépositions des témoins, il résulte que, le 6 septembre 1899, à 7 heures du matin, Amédée Catry, âgé de 38 ans, ouvrier pareur au service des sieurs Ledoux, Bêdu, et C^{ie}, a été blessé dans la salle des machines à parer, à l'usine de tissage de Fulquières ; qu'à ce moment les machines étaient en marche ; que le passage de droite au milieu duquel l'accident s'est produit est très étroit ; que sa plus grande largeur de 0 m. 60 entre l'arbre de couche en marche et le mur, est encore diminuée et réduite à 0 m. 22 par les impédimenta ; que le plancher est branlant, les planches qui le composent mal assujetties et reliées par des morceaux de bois qui en dépassent la surface de quelques centimètres et contre lequel le pied peut heurter ; qu'une clef de robinet en fer placée perpendiculairement à l'arbre de couche peut donner prise au bas d'un pantalon ; que Catry est tombé au moment où il allait arrêter sa machine ; qu'il a été trouvé par les ouvriers, attirés par son cri de douleur, étendu sur le dos, le pantalon de la jambe droite pris dans l'engrenage, déchiré au-dessous du genou ; qu'enfin, aussitôt après l'accident, Catry a raconté à sa femme que son pantalon s'était pris dans l'engrenage et que c'était ce qui l'avait fait tomber ;

Attendu que le directeur de l'usine a constaté qu'il avait une lésion au mollet droit, une autre au côté supérieur de la tête ; que le sang s'échappait de ses blessures et qu'il avait été *brûlé dans le dos par la vapeur* s'échappant d'un tuyau ;

Attendu que le docteur M... a, aussitôt après l'accident, rédigé un *certificat* par lequel il décrit les plaies au mollet et à la tête, affirme que ces lésions sont la *conséquence directe de l'accident* et déclare que la lésion *n'est pas aggravée par un état constitutionnel, une maladie ou une infirmité préexistante* ;

Attendu que, malgré le diagnostic de ce médecin qui ne prévoyait alors qu'une incapacité de travail d'environ quinze jours, Catry est mort, le 9 septembre, c'est-à-dire trois jours après l'accident, et que *le même médecin* qui, au dire de la demanderesse, serait celui de la compagnie d'assurances à laquelle les sieurs Ledoux, Bédu et C^{ie} sont assurés, a fait un nouveau rapport dans lequel il détermine comme suit la cause du sinistre : « *Crise épileptiforme d'origine étylique* » ; est tombé sur son métier à parer et a été légèrement blessé à la tête et a eu le mollet droit pris dans un engrenage ; a une plaie contuse limitée à l'épaisseur de la peau, de 0 m. 06 de long ; a, en plus, de légères brûlures au dos, celui-ci ayant porté dans sa chute contre un tuyau de vapeur ; *est mort le 9 septembre 1899, à 1 h. 1/2 dans un accès de delirium tremens* » ;

Attendu que, sauf le directeur de l'usine, qui signale Catry comme un alcoolique invétéré, l'ayant, dit-il, appris depuis peu, et qui attribue sa chute à un accès d'épilepsie alcoolique, et l'aggravation des lésions à l'alcoolisme, tous les témoins, la femme Catry, E. V..., F. C..., A. M..., H. B..., affirment que Catry jouissait d'une bonne santé, avait travaillé régulièrement pendant tout le cours de l'année et n'a jamais été vu en état d'ivresse ;

Attendu que Catry laisse une veuve et une enfant mineure, née le 8 juillet 1893 ;

Attendu que la veuve Catry, agissant en son nom et comme tutrice d'Augustine Catry, sa fille mineure, et le représentant de la compagnie d'assurances *l'Urbaine et la Seine*, à laquelle les sieurs Ledoux, Bédu et C^{ie} sont assurés contre les accidents, ont comparu, les 25 septembre et 5 octobre dernier, devant M. J..., juge en ce siège, faisant fonctions de président, qui, en présence de la prétention que la mort de Catry avait une cause étrangère à l'accident et du désaccord entre les parties, a renvoyé l'affaire devant le tribunal ;

Attendu que la demanderesse prétend avoir droit à une rente viagère, pour elle de 20 p. 100, et pour son enfant mineure de 15 p. 100 du salaire de son mari, qui s'est élevé pendant la dernière année à 2,195 fr. 60, et qu'elle conclut à une condamnation des défendeurs au paiement à la veuve d'une rente viagère annuelle de 439 fr. 12, à la mineure d'une pension annuelle de 329 fr. 34 ;

Attendu que les défendeurs, s'appuyant sur le *second rapport du médecin* d'après lequel Catry serait mort de *delirium tremens*, concluent au rejet de la demande qui manquerait de base et, subsidiairement, offrent de prouver que, quelques jours avant l'accident du 6 septembre 1899, Catry s'était trouvé mal dans la rue et était

tombé en poussant un cri, avait été relevé et soigné par des personnes voisines du lieu où la chute s'était produite ;

Attendu que, ces faits exposés, le tribunal doit chercher la solution du litige dans l'interprétation de la loi du 9 avril 1898 ;

Attendu que le législateur a substitué au régime de la responsabilité, fondée sur l'idée de faute délictueuse ou contractuelle, le risque professionnel ; que, d'après la nouvelle théorie, *c'est toujours au patron de démontrer que l'accident n'est pas survenu du fait ou à l'occasion du travail* ; que, si la cause en demeure inconnue, la réparation du dommage est due par le patron ; qu'à cette règle il n'est apporté que deux exceptions : l'une qui refuse toute indemnité à la victime qui a intentionnellement provoqué l'accident, l'autre qui permet de diminuer la pension fixée au Titre premier, s'il est prouvé que l'accident est dû à une faute inexcusable de l'ouvrier, c'est-à-dire presque équivalente au dol ;

Attendu que, dans l'espèce, il s'agit bien d'un *accident* survenu par le fait ou à l'occasion du travail, et s'accusant sous la forme d'une lésion, c'est-à-dire d'un *traumatisme dû à une cause violente et extérieure*, puisque, de l'aveu du directeur de l'usine, il s'est produit dans la salle où Catry travaillait et au moment où il allait arrêter sa machine à parer ; que, dans ces conditions, les représentants de la victime n'ont aucune preuve à administrer ;

Attendu qu'à la vérité les défendeurs, malgré les circonstances de temps et lieu et de service dans lesquelles l'accident s'est produit, prétendent que la cause de la chute a été un accès de crise épileptiforme de nature alcoolique, mais que la preuve des faits articulés et relatifs à une chute de Catry dans la rue, antérieure de quelques jours à l'accident dont il a été victime, serait inopérant ; que l'opinion du médecin M..., donnée après la mort de Catry et attribuant sa chute à une cause morbide n'est qu'une hypothèse *contredite par son affirmation précédente* que les lésions étaient la conséquence de l'accident et qu'elles ne provenaient pas d'une autre cause, telle qu'un état constitutionnel, une maladie ou une infirmité préexistante ; que cette hypothèse est encore contredite par tous les témoins de l'enquête ; que le législateur, en prescrivant l'annexe à la déclaration d'un accident d'un certificat médical, *n'a pas réglé les conditions du choix de cet homme de l'art de façon à ce que ce certificat présente les garanties et acquière la valeur d'une expertise* telle que le Code de procédure civile l'avait organisée en écartant toute suspicion et en assimilant les cas de récusation des experts à ceux des reproches des témoins.

Attendu que, victime d'un accident survenu par le fait ou à l'occa-

sion de son travail, Catry a succombé trois jours après ; que, fût-il mort dans un accès de *delirium tremens*, comme l'affirme M. M..., auteur des deux certificats contradictoires, le décès n'en est pas moins la suite immédiate de sa chute et des lésions qu'elle a produites ;

Attendu que, sous l'empire du Code civil, des dommages-intérêts résultant de l'application de l'article 1382 et suivants devaient comprendre à la différence de ceux dus en vertu de l'article 1151 par suite de l'inexécution d'obligations conventionnelles, la réparation des conséquences indirectes du fait dommageable, sauf l'arbitrage des tribunaux pour déterminer, selon les cas, le quantum de l'indemnité ;

Attendu qu'au contraire les indemnités fixées par la nouvelle loi sont forfaitaires et transactionnelles : qu'elles sont invariables et qu'il importe peu que les lésions, quand elles sont la conséquence d'un accident du travail, aient été aggravées par une maladie ou une infirmité préexistante ; que, sans doute, telle lésion qui chez une personne saine peut être guérie, entraînera une crise fatale chez une autre plus faible, débilitée par l'âge ou par une affection organique ou une tare physiologique ; qu'il peut se faire que ces lésions, par la complication d'une maladie que le traumatisme aggrave, amènent des troubles fonctionnels dont la mort est le dénouement ; que, dans ces circonstances, il n'y a pas moins un lien de causalité entre le travail et l'accident, d'une part, et l'accident et la mort, d'autre part ;

Attendu que la nouvelle loi édictée en faveur des ouvriers doit être interprétée non dans un sens restrictif, mais avec une largeur de vue juridique qui réponde à son esprit ;

Attendu que la demande est donc fondée et qu'elle s'appuie, pour la détermination de l'indemnité, sur le chiffre réclamé de 2,195 fr. 60 indiqué par le directeur de la fabrique comme représentant le salaire annuel de Catry ;

Attendu que la partie qui succombe doit supporter les dépens ;
Par ces motifs,

Sans s'arrêter ni avoir égard aux conclusions subsidiaires des défendeurs à fin d'enquête, et rejetant comme non pertinent et concluant le fait articule dont la preuve serait inopérante ;

Dit que Catry a été victime d'un accident du travail et que la mort en a été la suite ;

Dit que le salaire de Catry s'est évalué, pour la dernière année, à 2,195 fr. 60.

Dit que sa veuve a droit à 20 p. 0/0 de ce salaire, et l'enfant mineure à 15 0/0 jusqu'à 15 ans révolus ;

Condamne les défendeurs à servir et payer à la veuve Catry une rente viagère annuelle de 439 fr. 12 par trimestre, à son domicile, à partir du 6 septembre 1899 ;

A la mineure Catry, jusqu'à ce qu'elle ait atteint sa seizième année, une pension annuelle de 329 fr. 34 à partir du même jour, trimestriellement, au domicile de sa mère ;

Dit qu'il n'y a pas lieu d'ordonner l'exécution nonobstant opposition ou appel ;

Condamne les défendeurs aux dépens.

Rec. ministériel, tome III, page 124.

Confirmé en appel.

IV

TRIBUNAL CIVIL DE LA SEINÉ

(4^e CHAMBRE)

SENGER c/ COMPAGNIE URBAINE D'EAU ET D'ÉLECTRICITÉ

Enquête faite par le commissaire de police. — Utilisation. — Incertitude sur la cause de la mort. — Maladie ou accident. — Expertise.

LE TRIBUNAL,

Jugeant en matière sommaire et en premier ressort ;

Attendu que par exploit de..., huissier, en date du 28 octobre 1899, la dame veuve Senger, tant en son nom personnel qu'en tutrice naturelle et légale de ses quatre enfants mineurs, a assigné la « Compagnie urbaine d'Eau et d'Electricité » en paiement de : 1^o une rente annuelle et viagère de 432 francs ; 2^o une rente annuelle de 216 francs pour chacun de ses quatre enfants et jusqu'à leur majorité de 16 ans ; 3^o une provision *ad litem* de 2,932 francs, montant de deux années d'arrérages ; le tout à raison d'un accident dont le sieur Senger, son mari, a été victime, le 9 août 1899, dans l'usine de la Société électrique, et conformément à la loi du 9 avril 1898 ;

Attendu que, sur cette demande et par conclusion en date du 13 décembre 1899, la société défenderesse soutient : 1^o que la dame veuve Senger ne pourra faire état des pièces d'une procédure correctionnelle à la requête de M. le Procureur de la République ; que

la seule enquête qui pourra être versée aux débats est celle faite uniquement en vertu de l'article 13 de la loi du 9 avril 1898; 2° que la dame veuve Senger doit, d'après la Société électrique, être déboutée de son action ;

Attendu que Henri Senger travaillait en qualité de chauffeur à l'usine électrique du secteur de la banlieue ouest ; que, le 9 août vers 6 heures du soir, il est entré dans le bouilleur d'une chaudière pour nettoyer cet appareil ; qu'il était muni d'une petite lampe électrique dite « balladeuse » ; que, peu d'instants après, le chef d'atelier l'appela et, ne recevant pas de réponse, entra dans le bouilleur s'approcha et constata que Senger était mort ;

Attendu que le commissaire de police de Puteaux, prévenu de ce décès subit, procéda le même jour à une enquête et sur un certificat du docteur L..., constatant que la mort était naturelle, mais qu'une autopsie pouvait seule démontrer à quelle cause elle était due, M. le docteur S... pratiqua cette autopsie ;

Attendu qu'à la date des 11 et 13 septembre 1899 M. le juge de paix du canton de Courbevoie fit l'enquête prescrite par les articles 12 et 13 de la loi du 9 avril 1898 :

Attendu que la dame Senger invoque à l'appui de sa demande les éléments tant de cette enquête que de celle à laquelle il a été procédé par le commissaire de police ; qu'au contraire la société défenderesse prétend que le tribunal ne peut faire état que de l'enquête de M. le juge de paix ; mais, attendu que, si les articles susvisés prescrivent l'enquête de M. le juge de paix et déterminent quelles en sont les formes et conditions essentielles, aucune disposition de la loi n'en fait l'élément unique et exclusif de l'instruction à laquelle le tribunal doit procéder pour éclairer son jugement et asseoir sa conviction ; qu'il peut et doit rechercher dans toutes les pièces, documents et errements de l'affaire, ce qui lui permet de connaître, d'apprécier les faits et d'en tirer les conséquences juridiques ;

Attendu que ce droit et ce devoir sont, dans l'espèce, d'autant plus étroits qu'il s'agit de documents officiels, d'investigations et constatations faites au moment même de l'accident par un auxiliaire du parquet, c'est-à-dire dans les formes et conditions qui doivent inspirer toute confiance ;

Attendu que cela est si vrai que dans la circulaire de M. le Garde des sceaux en date du 10 juin 1898, sur l'exécution de la loi de 1898, on lit : « Il peut se faire qu'il y ait présomption de crime ou de délit et que le ministère public ait requis une information ; il ne faut pas que les deux enquêtes, qui sont alors menées parallèle-

ment, puissent se gêner et s'entraver ; le juge de paix devra restreindre son enquête, etc. » ; qu'ainsi, loin de s'exclure, ces deux enquêtes doivent marcher parallèlement sans se gêner et s'entraver, poursuivant chacune son œuvre et apportant l'une et l'autre leurs éléments à la manifestation de la vérité ;

Attendu que dès lors le tribunal doit tenir compte de l'une et de l'autre enquête ; or, attendu qu'il y a lieu d'y relever et de retenir au point de vue des faits : 1° que lorsque B....., le sous-chef, a appelé Senger, celui-ci venait d'entrer depuis une ou deux minutes dans le bouilleur qui était froid et aéré ; 2° que, si Senger avait dit à un ouvrier avoir mal dormi et être énervé, il n'était pas malade ; 3° que lorsque B.... l'a vu dans le bouilleur, il était assis, la tête légèrement penchée en arrière, le regard dirigé vers la communication aérienne ; qu'il avait une cigarette au bord de la bouche, la main droite en l'air, appuyée sur la traverse en bois qui sert à accrocher la lampe électrique, la main gauche entre la communication des bouilleurs aux cônes cylindriques ; que, le sol du bouilleur étant recouvert d'eau, il avait les pieds dans l'eau jusqu'à la cheville ; 4° que lorsque le commissaire de police a fait la vérification des lieux, le jour de l'accident, il a constaté qu'en entrant dans le bouilleur le chef de l'usine avait éprouvé une légère secousse qui lui avait fait lâcher en partie les fils conducteurs qu'il tenait à la main ; que, six mois auparavant, un chauffeur de l'établissement, nettoyant le bouilleur, avait ressenti une forte commotion par tout le corps et qu'il avait dû appeler un camarade à son aide ;

Attendu qu'au point de vue médical, si d'après le certificat de *M. le docteur V...* les circonstances ont lieu de faire croire à une *mort naturelle* (affection cardiaque) ; si, d'après le docteur *L...* « la mort ne paraît pas due à un accident et qu'elle semble naturelle », *M. le docteur S...*, qui a procédé à l'expertise, constate « qu'il n'y a pas d'épanchement sanguin sous le cuir chevelu, les méninges ne sont pas congestionnées, le cerveau, les pulpes et le cervelet ne présentent aucune lésion ni tumeur..., il n'y a pas d'épanchement dans les cavités pleurales ; les poumons sont congestionnés et ne contiennent pas de tubercules, les cavités du cœur sont vides, les valvules saines ; l'estomac renferme quelques grammes de matières alimentaires, la muqueuse est saine, il n'y a pas d'épanchement dans la cavité abdominale, les intestins paraissent sains ;

Attendu que *M. le docteur S...* conclut : qu'à l'exception d'une congestion pulmonaire, l'autopsie n'a révélé l'existence d'aucune lésion viscérale permettant d'expliquer les causes de la mort ; que la congestion pulmonaire dont il a constaté l'existence ne lui paraît

pas suffisante pour expliquer la mort; que, cependant, vu l'absence d'autres lésions, il y aurait lieu de l'attribuer à cette congestion ;

Attendu qu'ainsi l'autopsie n'a révélé aucune cause de la mort naturelle ; que l'*hypothèse de la congestion pulmonaire* est considérée comme *insuffisante* pour expliquer la mort ; qu'elle doit, du reste, être écartée ;

Attendu, en effet, que, si Senger avait eu une congestion pulmonaire, il aurait été souffrant, malade, qu'il n'aurait pu, sans se plaindre et sans qu'on remarquât son état, se livrer au travail ; or, attendu que si, d'après le témoin D..., Senger s'était plaint d'avoir mal dormi la nuit précédente et d'être énervé, il est manifeste qu'il ne souffrait, dans la journée du 9 août, d'aucune affection pulmonaire aiguë (déclaration V....) ; *qu'en tout cas, une congestion pulmonaire ne l'aurait pas foudroyé sur sa chaise*, dans la position d'un homme « semblant dormir », avec un bout de cigarette à la bouche, en train de procéder aux opérations de son travail ; que, sous le coup de l'oppression, il se fût levé, eût cherché à sortir, qu'on l'eût trouvé à terre étendu dans l'eau ;

Attendu qu'*aucune cause de mort naturelle n'apparaissant ainsi d'après les documents de l'affaire et les constatations médicales*, les divers éléments paraissent au contraire donner une vraisemblance et apporter une *probabilité* à l'hypothèse que Senger *a succombé à une électrocution*, hypothèse corroborée par les commotions éprouvées dans le bouilleur le jour de l'accident et six mois auparavant ;

Attendu, il est vrai, que la compagnie défenderesse prétend que les fils de la lampe dont Senger se servait ne pouvaient développer un courant d'électricité (tension et débit) assez fort pour déterminer la mort d'un homme ; que, d'ailleurs, d'après la défenderesse, les fils n'étaient pas dégarnis de leur enveloppe et que le coupe-circuit fonctionnait ;

Attendu que, tant au point de vue médical qu'au point de vue technique, la solution de ces deux questions échappe à la compétence du tribunal ; qu'il doit recourir, pour les élucider, aux lumières d'hommes d'art ;

Par ces motifs,

Avant faire droit, commet le docteur B..., serment préalablement prêté, qui se fera remettre les enquêtes, certificats, rapports et tous autres documents relatifs à l'affaire, **prendra connaissance des lieux et se fera assister d'un électricien pour les renseignements et vérifications techniques, pour rechercher**

et dire si, d'après les données de la cause, il est possible, probable ou certain que Senger a succombé à une électrocution ;

Rejette les conclusions de la société défenderesse tendant à voir dire qu'il ne serait pas fait état de l'enquête à laquelle il a été procédé par M. le commissaire de police de Puteaux ;

Dit qu'il est sans intérêt, quant à présent, de statuer sur les conclusions du demandeur tendant à mettre à la charge de la défenderesse la preuve que la mort de Senger n'est pas due à un accident du travail ;

Dit n'y avoir lieu à statuer, quant à présent, sur la provision,
Dépens réservés.

Rec. ministériel, tome II, page 48.

IV

COUR D'APPEL DE PARIS

(7^e CHAMBRE)

LA COMPAGNIE URBAINE D'EAU ET D'ÉLECTRICITÉ C/ VEUVE SENER
*Enquête faite par le commissaire de police. — Utilisation. —
Incertitude sur la cause de la mort. — Maladie ou accident (1).*

LA COUR,

Sur la communication des documents des enquêtes du commissaire de police et du Procureur de la République versés aux débats :

Adoptant les motifs des premiers juges ;

Sur la charge de la preuve et sur l'expertise :

Considérant que veuve Senger, demanderesse, invoquant le bénéfice de l'article 2 de la loi du 9 avril 1898, à la charge de prouver que son mari a été victime d'un accident survenu par le fait ou à l'occasion du travail qui lui avait été commandé par la Compagnie urbaine d'eau et d'électricité ;

Considérant qu'en l'état, l'appelante ne rapporte pas cette preuve ; qu'il est constant seulement que Senger est mort subitement au cours de son travail, sans qu'aucune lésion corporelle ait révélé que la mort pût être attribuée à l'action soudaine d'une **cause extérieure** ayant une relation avec le travail qu'il exécutait ;

(1) Cet arrêt a été rendu sur appel interjeté d'un jugement du tribunal civil de la Seine (4^e chambre), du 6 janvier 1900, rapporté au tome II, à sa date, p. 48.

Considérant que la demande de veuve Senger ne saurait cependant être rejetée *de plano* comme dénuée de tout fondement; que les certificats médicaux et le procès-verbal d'autopsie ne fournissent pas, en effet, de constatations suffisantes pour établir, comme le prétend la Compagnie dans ses conclusions d'appel incident, que la mort a été certainement le résultat d'une cause naturelle sans relation aucune avec le travail.

Qu'on a supposé, dans l'intérêt de la demanderesse, que, dans le milieu spécial du secteur où Senger travaillait, il avait dû se produire un phénomène d'électrocution, auquel il faudrait attribuer la mort subite de l'ouvrier; qu'il importe de vérifier cette hypothèse à l'appui de laquelle on a pu invoquer les incertitudes des premières constatations médico-légales et certains renseignements fournis par l'enquête;

Considérant que, ne trouvant pas dans les documents de la cause les éléments suffisants d'appréciation, les premiers juges ont, à bon droit, recouru à une mesure d'instruction; que les résultats de l'expertise, qu'ils ont ordonnée, permettront de reconnaître, avec plus de certitude si veuve Senger est ou non en mesure de rapporter la preuve que son mari est mort victime d'un accident de travail;

Adoptant, au surplus, les motifs des premiers juges en ce qu'ils n'ont pas de contraire à ceux du présent arrêt;

Par ces motifs;

Dit que, pour justifier son action fondée sur l'article 3 de la loi du 9 avril 1898, veuve Senger, demanderesse, a la charge de prouver que son mari est mort victime d'un accident survenu par le fait du travail, ou à l'occasion du travail qui lui avait été commandé par la Compagnie défenderesse; dit qu'en l'état veuve Senger ne rapporte pas suffisamment cette preuve; *dit qu'il n'est pas non plus dès maintenant établi que la mort de Senger soit due à une cause naturelle sans relation aucune avec son travail*;

Déclare l'appelante principale et la Compagnie appelante incidemment mal fondées dans le surplus de leurs demandes, fins et conclusions, les en déboute;

Confirme les dispositions du jugement relatives à la communication des documents des enquêtes du commissaire de police et du Procureur de la République versés aux débats et à la mesure d'expertise, pour être exécutées selon leurs forme et teneur;

Condamne l'appelante principale et la Compagnie appelante incidemment aux amendes et aux dépens de leurs appels respectifs.

V

Accident survenu le 28 septembre 1899; ayant provoqué la section par machine des deux phalanges de l'auriculaire main droite, se compliquant d'ostéo-périostite, en présence de la contradiction des médecins sur le point de savoir s'il y a guérison absolue, nomination d'expert. (*Rec. ministériel*, tome II, page 79.)

Le 19 juin 1900, jugement du tribunal civil, déterminant que l'incapacité est permanente partielle. (*Rec. ministériel*, tome III, page 340.) Fixation de la rente à 75 francs.

Appel le 8 août 1900, augmentant le taux de la rente et la fixant à 150 francs pour être versée à partir du 8 août, date de la consolidation de la blessure.

VI

JUSTICE DE PAIX DE GRENOBLE (CANTON SUD)

ARIODA c/ MILLY-BRIONNET

Calcul de l'indemnité journalière. — Dimanches et jours fériés. — Frais médicaux. — Tarif. — Frais du certificat médical. — Frais de traitement électrothérapique. — Pouvoirs d'appréciation du juge.

NOUS JUGE DE PAIX,

Attendu que, le 21 septembre dernier, le sieur Arioda, employé comme ouvrier maçon dans le chantier de construction de la maison Joya, rue Nicolas-Chorier, dont le sieur Milly-Brionnet avait l'entreprise, a été victime d'un accident qui lui a occasionné la luxation de l'épaule droite ;

Attendu qu'en raison de l'incapacité temporaire de travail qui en est résultée, ledit Arioda, par l'exploit introductif d'instance, a réclamé à son patron le paiement de la somme de 55 fr. 25, lui restant due, sous toutes imputations, au 20 décembre dernier inclusivement, pour indemnité journalière de 2 fr. 25 sur 86 jours à partir du 21 septembre, défalcation faite des 4 premiers jours qu'il réclame en outre, par conclusions additionnelles, la somme de 43 francs, pour soins médicaux avancés au Dr Gr..., et frais de

traitement électrothérapique qu'il a suivi par ordonnance du médecin ;

Attendu que, sans contester le principe de l'indemnité, ni la base de son évaluation, il est soutenu au nom du sieur Milly-Brionnet que les dimanches et jours fériés doivent être décomptés des 86 jours calculés ; que, d'autre part, les soins médicaux et médicaments ou traitement suivi ne peuvent être admis que d'après le tarif de l'assistance médicale gratuite adoptée par le département ;

Attendu qu'aux termes de l'article 3 de la loi du 9 avril 1898, l'ouvrier ou employé a droit dans le cas prévu à l'article 1^{er}, qui est celui du demandeur, « pour l'incapacité temporaire, à une indemnité journalière égale à la moitié du salaire touché au moment de l'accident si l'incapacité de travail a duré plus de 4 jours, à partir du 5^e jour » ;

Attendu que l'indemnité journalière accordée, quoique basée sur le salaire réduit de moitié, représente non pas la continuation de ce salaire, mais, dans l'attente de la guérison, une sorte de réparation du fait dommageable, mise par la loi à la charge du patron ou du chef d'industrie, en vertu du risque professionnel, permettant à l'ouvrier de subvenir, dans une certaine mesure, à ses besoins et à ceux de sa famille, pendant tout le temps que durera l'incapacité provenant de l'accident dont il a été victime, c'est-à-dire pendant tout le cours de la maladie, depuis le cinquième jour inclus à partir de l'accident et jusqu'à la reprise du travail ou bien jusqu'à la décision définitive sur l'incapacité ;

Attendu que, dans l'esprit de l'article 3 de la loi précitée comme dans son texte, l'indemnité pour l'incapacité temporaire s'acquiert jour par jour sans distinction¹ des dimanches et jours fériés, sauf l'exception exprimée pour les 4 premiers jours ;

Attendu que cette interprétation est d'ailleurs conforme aux instructions contenues dans la circulaire ministérielle du 10 juin 1899 pour l'application de la loi sur la responsabilité des accidents de travail, dans laquelle circulaire il est exprimé, page 15 : « B. Accidents suivis d'une incapacité temporaire. — L'ouvrier atteint d'une « incapacité temporaire a droit à une indemnité quotidienne pendant la durée du chômage qui lui est imposé. C'est le salaire touché au moment de l'accident qui sert de base à cette indemnité » ;

Attendu que, de l'ensemble des constatations faites par les docteurs P..., G..., et Gr..., il ressort qu'à la suite de la luxation de l'épaule droite du demandeur, il s'est produit chez lui un tremble-

ment anormal du bras avec paralysie de l'annulaire et du petit doigt, dont on ne peut définir le caractère catégoriquement, qui le mettent dans l'impossibilité de se livrer à aucun travail actuellement ;

Attendu qu'il y a lieu, dès lors, d'accueillir la demande d'Arioda dans son intégralité, sous réserve de l'indemnité en cours depuis le 20 décembre dernier et de tous autres droits et actions à raison de l'incapacité qui pourrait devenir permanente ;

En ce qui concerne la somme de 43 francs pour soins médicaux avancés au D^r Gr..., à concurrence de 16 francs et pour traitement électrothérapique à concurrence de 27 fr. ;

Attendu que l'article 4 de la loi du 9 avril 1898 dispose que le chef d'entreprise supporte, en outre, les frais médicaux et pharmaceutiques et les frais funéraires ; mais que, *si la victime a fait elle-même choix de son médecin, le chef d'entreprise ne peut être tenu que conformément aux tarifs adoptés dans chaque département pour l'assistance médicale gratuite* ;

Attendu que, dans le département de l'Isère, le tarif adopté pour l'assistance médicale gratuite fixe à 1 fr. 50 les consultations au cabinet du médecin, et à 2 francs la visite à domicile, sans que les frais ou honoraires pour rédaction des certificats ou rapports délivrés y soient mentionnés, non plus que les frais du traitement électrothérapique.

Attendu que *nous pouvons suppléer au silence du tarif*, quant à ce, d'après les éléments d'appréciation que nous possédons ;

Attendu qu'il y a lieu, par suite, d'allouer pour les deux consultations au D^r Gr..., choisi par le demandeur, en date des 9 et 8 décembre, à 1 fr. 50 l'une, ci. 3 fr. 00
et pour un examen et rédaction de son rapport dont l'utilité est démontrée, y compris timbre, ci 5 fr. 60

Attendu que *le traitement électrothérapique* suivi par Arioda doit être assimilé aux *frais pharmaceutiques* que le patron, intéressé à la guérison du malade, est tenu de payer ; qu'il ne saurait se plaindre, en effet, d'une *dépense nécessitée par l'application d'un traitement plus efficace que celui que produiraient les remèdes et médicaments du pharmacien* ;

Attendu, au surplus, que la somme de 27 francs payée au sieur G..., chef de la clinique électrothérapique, pour les 9 séances d'électrisation auxquelles Arioda a été soumis, au prix de trois francs l'une, ne nous paraît pas exagérée, ci 27 fr. 00

TOTAL des frais médicaux alloués. 35 fr. 60

Par ces motifs,

Statuant contradictoirement et en dernier ressort, condamnons le sieur Milly-Brionnet à payer à Arioda :

1° La somme de 55 fr. 25 lui restant due au 20 décembre sur l'indemnité journalière dont s'agit, sous réserve de l'indemnité en cours depuis cette date et de tous autres droits et actions d'Arioda, s'il y échet ;

2° Celle de 35 fr. 60 pour frais médicaux ci-dessus énoncés ;

Condamnons, en outre, ledit Milly-Brionnet aux dépens de l'instruction.

Rec. ministériel, 1^{er} août, t. II, page 11.

VII

JUSTICE DE PAIX DE SOTTEVILLE-LÈS-ROUEN

EMO C/ DROUARD

Calcul de l'indemnité journalière. — Frais médicaux et pharmaceutiques. — Guérison retardée par une maladie antérieure.

Attendu que Emo demande à Drouard la somme de 257 francs qu'il prétend lui rester due sur l'indemnité temporaire à laquelle il avait droit à raison de l'accident dont il a été victime le 27 septembre dernier ;

Qu'ayant été reconnu guéri le 11 janvier courant, il compte 110 jours depuis le 24 septembre jusqu'au jour de la guérison ;

Qu'il prétend qu'il gagnait 5 fr. 40 par jour au moment de l'accident, et que par suite, une indemnité journalière de 2 fr. 70 lui est due, soit 297 francs ;

Qu'il prétend à avoir droit, en outre, à 1 franc par jour pour soins nécessités par son état, soit à 110 francs, ensemble 407 francs, et qu'ayant reçu de Drouard 150 francs, il lui reste dû par celui-ci 257 francs ;

Attendu que Drouard prétend que l'indemnité journalière due par lui à Emo n'est que de 2 fr. 50 ;

Qu'il n'y a point lieu d'y ajouter 1 franc pour soins et qu'enfin en payant 150 francs, qu'il dit avoir versés à Emo, il s'est entièrement libéré et même au-delà de ce qu'il lui devait ;

Qu'en effet, *d'après les provisions du médecin*, lors de la délivrance de son premier certificat, la *blessure ne devait entraîner qu'une incapacité de travail de 12 à 15 jours*, et que, si la guérison avait été retardée de trois mois environ, c'était à cause de l'existence de

varices à la jambe blessée, dont il ne pouvait pas être responsable ;

Attendu que, Emo ayant été blessé le 20 septembre à 10 heures du matin, l'indemnité quotidienne qui lui est due doit courir à partir du 24 septembre, cinquième jour après l'accident ;

Attendu, en ce qui touche le chiffre de l'indemnité journalière due à Emo par Drouard, que celui-ci, dans ses conclusions subsidiaires, la fixe à 2 fr. 58 ;

Que ce chiffre doit être adopté ;

Qu'en effet, il est basé sur une journée moyenne de 12 heures à 43 centimes et qu'il résulte des feuilles de paye produites par Drouard que, dans le mois qui a précédé l'accident, si Emo travaillait quelquefois 13 heures, il travaillait parfois 11 heures seulement, à 43 centimes l'heure, et que sa journée moyenne était de 12 heures ;

Que le chiffre de 2 fr. 58 centimes par jour représente bien le salaire dont Emo pouvait disposer au moment de l'accident ;

Attendu, quant à la somme de 110 francs réclamée par Emo à raison de 1 franc par jour, pour soins, qu'elle ne lui est pas due ;

Qu'en dehors de l'indemnité temporaire fixée par la loi, le patron ne doit payer que les frais de médecin et de pharmacien ;

Que Drouard reconnaît les devoirs et s'engage à les payer ;

Qu'il y a lieu simplement d'en donner acte ;

Attendu enfin, quant à la prétention de Drouard de ne pas payer l'indemnité temporaire pendant tout le temps qu'a duré l'incapacité de travail, parce que la guérison aurait été retardée par l'existence de varices à la jambe du blessé, que cette prétention ne peut être admise par le tribunal ;

Attendu d'abord que, quelle que soit la science et la sagacité du médecin, il est bien difficile, sinon impossible, de déterminer quelle est la longueur du temps pendant lequel la guérison a pu être retardée par suite de l'état antérieur et défavorable du blessé ;

Attendu, d'autre part, que la loi attribue à l'ouvrier blessé une indemnité temporaire pendant la durée de l'incapacité de travail, sans faire aucune restriction pour le cas où l'état maladif du blessé aurait retardé la guérison ;

Attendu, enfin, que le patron qui embauche un ouvrier fait avec lui un contrat de louage de services ;

Qu'il doit accepter toutes les conditions de ce contrat et, particulièrement, la condition imposée par la loi relative à la responsabilité civile du patron en matière d'accident ;

Qu'en acceptant la collaboration de l'ouvrier, il se soumet à tous les risques et périls que le contrat qu'il passe avec lui impose et notamment à la responsabilité déterminée par *la loi, qui ne s'est pas préoccupée de la constitution antérieure du blessé* ;

Attendu que, de ce qui précède, il résulte que l'indemnité temporaire à laquelle a droit Emo à raison de 2 fr. 58 par jour pendant 110 jours est de 283 fr. 80 centimes ;

Que Emo prétend n'avoir reçu que 150 francs ;

Que Drouard ne justifie pas qu'il lui en ait versé 155 ; qu'il faut donc déduire seulement de la somme de 283 fr. 80 celle de 150 fr., et qu'ainsi Drouard reste devoir à Emo la somme de 133 fr. 80, au payement de laquelle il doit être condamné ;

Par ces motifs :

Jugeant en dernier ressort,

Donnons acte à Emo de ce que Drouard reconnaît devoir et s'engage à payer les frais de médecin et de pharmacien ;

Condamnons Drouard à payer à Emo la somme de 133 fr. 80 pour le restant de l'indemnité temporaire qui lui est due avec les intérêts de droit ;

Déclarons Emo mal fondé dans le surplus de ses conclusions : l'en déboutons ;

Et condamnons Drouard aux dépens.

VIII

JUSTICE DE PAIX DU HAVRE

(3^e ARRONDISSEMENT)

PICARD C/ CAREL FRÈRES

Règlement d'incapacité temporaire. — Dimanches et jours fériés.

Guérison retardée par une affection antérieure.

NOUS JUGE DE PAIX,

Vu la citation introductive d'instance du ministère de C..., huissier au Havre, en date du 26 février dernier ;

Où les parties ainsi qu'elles comparaissent en leurs demandes, dires et conclusions ;

Et vidant le délibéré ordonné au cours de notre dernière audience publique ;

Attendu que, le 2 janvier dernier (1900), le sieur Picard, employé

comme ouvrier dans l'atelier de MM. Carel frères, a été victime d'un accident qui lui a *contusionné le genou droit* ;

Attendu qu'en raison de l'incapacité de travail qui en est résultée Picard, a, par exploit de C..., huissier au Havre, en date du 26 février dernier, fait citer par devant nous MM. Carel frères pour s'entendre condamner à lui payer jusqu'audit jour la somme de 148 francs pour indemnité journalière de 2 fr. 92, sur 51 jours, défalcation faite des quatre premiers jours, sous toutes réserves :

Attendu qu'à l'audience publique, le sieur Picard, par des conclusions déposées à la barre, a déclaré porter sa réclamation pour les causes ci-dessus, à la somme de 148 fr. 92, et a demandé que les défendeurs soient condamnés à lui payer cette somme et, de plus, à lui rembourser 18 francs pour frais de visites du docteur B..., et 8 francs pour frais de médicaments, sous réserves de toutes sommes qui pourraient lui être dues pour solde de salaire jusqu'à sa reprise de travail ;

Attendu que, sans contester le principe de l'indemnité, la base de son évaluation, non plus que la réclamation, faite à bon droit du reste (voir Justice de paix de Grenoble, 10 janvier 1900. — Justice de paix XI^e arrondissement de Paris, 24 janvier 1900. — Loubat : Traité sur le risque professionnel, n° 346. — Circulaire du Ministre du commerce, 24 août 1899), du paiement de ladite indemnité pour les dimanches et jours fériés, les défendeurs soutiennent que Picard était guéri de sa blessure le 11 février ; que *si, à cette époque, il n'a pu et ne peut encore aujourd'hui reprendre son travail*, ce n'est pas le résultat ni la conséquence directe de la blessure elle-même, mais bien de *l'état pathologique de ce dernier et d'une affection antérieure* : qu'ils concluent, en conséquence, qu'il leur soit donné acte de ce qu'ils offrent de tenir compte à Picard de son demi-salaire jusqu'au 11 février et de payer les frais de médecin et de pharmacien tels qu'ils sont évalués et, moyennant cette offre qui serait déclarée valable, ils demandent que Picard soit débouté du surplus de ses conclusions, condamné aux dépens : subsidiairement, qu'un *expert soit nommé à l'effet*, notamment, de dire si la contusion éprouvée en dehors de toute autre cause antérieure et de l'état pathologique du blessé ne devait pas guérir en peu de jours, en supposant le blessé dans un état normal ;

Attendu que les prétentions de la défense ne peuvent être accueillies par le tribunal : attendu tout d'abord qu'il est constant, en fait, que jusqu'au 2 janvier, jour où Picard a été victime d'un accident dans son travail, il n'a jamais été incommodé par la tumeur blanche qu'il avait eue à l'âge de trois ans ; que, depuis cette épo-

que (24 ans), il en était complètement guéri ; qu'il était considéré comme très bon ouvrier, aussi robuste qu'un autre, ne s'absentant jamais, pas plus pour maladie que pour autres causes, satisfaisant d'une façon complète ses patrons, et, suivant une expression qui nous a frappé, « tenant bien son bout » ;

Que la contusion au genou dont il a été victime est venue interrompre complètement son travail et est la cause de l'incapacité temporaire qu'il subit ;

Attendu que, quelles que soient la science et les connaissances médicales de l'homme de l'art qui serait commis, il paraît impossible de déterminer d'une façon absolue quelle est la longueur du temps pendant lequel la guérison a pu être retardée par suite de l'état antérieur et défavorable du blessé ;

En droit :

Attendu, d'autre part, qu'aux termes de l'article 3 de la loi du 9 avril 1898, l'ouvrier a droit, dans le cas prévu par l'article 1^{er}, qui est celui de Picard. « pour l'incapacité temporaire, à une indemnité journalière égale à la moitié du salaire touché au moment de l'accident, si l'incapacité de travail a duré plus de quatre jours, et à partir du cinquième jour » ; que cette indemnité est due tant que dure cette incapacité ;

Attendu qu'il ne saurait être question dès lors de rechercher l'état physiologique ou pathologique des malades ; qu'on soulèverait ainsi de nombreuses difficultés absolument contraires aux vues du législateur ; que celui-ci, dans un esprit de bienveillance et de sollicitude pour les ouvriers blessés, a voulu écarter toute contestation à ce sujet ; qu'il a tenu à assurer aux victimes d'un accident l'indemnité journalière tant que dure l'incapacité de travail sans faire aucune restriction pour le cas où l'état maladif du blessé aurait retardé la guérison ; attendu, d'un autre côté, que MM. Carel frères, au moment où ils ont engagé Picard, ont fait avec lui un contrat de louage de services ; qu'ils doivent accepter toutes les conditions résultant de ce contrat et particulièrement celles imposées par la loi en ce qui touche leur responsabilité en matière d'accident ; qu'ils ne peuvent en aucune façon échapper à cette obligation ; qu'elle s'impose d'autant plus, si c'est possible, en l'espèce, qu'au moment où ils ont admis l'ouvrier à l'atelier et contracté avec lui et pendant tout le temps qu'il a travaillé chez eux, ils *n'ont pas ignoré* que celui-ci *avait eu, à l'âge de trois ans, une tumeur blanche au genou droit* (contusionné le 2 janvier) ; qu'en acceptant de le prendre, de le garder à leur service, ils se sont soumis à tous les risques et périls que

le contrat qu'ils avaient formé et qu'ils continuaient d'avoir avec lui leur imposait ;

Attendu que, dans ces conditions, il *n'échet pas d'ordonner l'expertise sollicitée* ; qu'il y a lieu, au contraire, de rejeter comme mal fondées les prétentions de la défense, irrégulières et non libératoires les offres faites par elle, et d'octroyer à Picard le bénéfice des conclusions qu'il a prises à la barre, lesquelles sont justes et bien vérifiées, sous réserve de toutes sommes qui pourraient lui être dues pour solde de salaire jusqu'à la reprise du travail ;

Attendu que la partie qui succombe est passible des dépens ;

Par ces motifs, statuant contradictoirement en dernier ressort,

Donnons acte aux défendeurs de ce qu'ils ne contestent pas, en l'espèce, le principe de l'indemnité, la base de son évaluation, le droit au paiement de ladite indemnité les dimanches et jours fériés, et des frais de médecin et pharmacien tels qu'ils sont réclamés ;

Leur donnons acte également de ce qu'ils offrent de tenir compte à Picard de son demi-salaire jusqu'au 11 février dernier ; disons cette dernière offre irrégulière et non libératoire, les en déboutons ;

Rejetons l'expertise sollicitée ;

Condamnons les sieurs Carel frères au paiement immédiat de la somme de 148 fr. 92 représentant, à raison du demi-salaire de 2 fr. 92 par jour, l'indemnité temporaire actuellement due au requérant sous réserve de toutes sommes qui pourraient lui être dues dans les mêmes conditions pour solde jusqu'à sa reprise du travail ;

Condamnons également les défendeurs susnommés à rembourser au demandeur la somme de 26 francs, non discutée et régulière, pour frais médicaux et pharmaceutiques dont celui-ci a dû faire l'avance ;

Et les condamnons en outre aux dépens.

Rejetons l'expertise sollicitée.

Rec. ministériel, t. III, p. 19.

D'après le chapitre précédent il est facile de conclure combien l'examen médical est important. Combien de fois nous pouvons dans un sens différent être appelés à examiner une victime du travail. Nous n'avons pas voulu entrer dans la discussion de ces considérants, parce que nous avons désiré seulement prendre contact avec la loi et

son application. Mais de ce court exposé on peut conclure à un examen médical plus complet que celui auquel on pourrait être tenté de se livrer en présence des instructions ministérielles.

La loi allemande a simplifié le mode d'examen des victimes en donnant au médecin toute la responsabilité de l'appréciation de l'incapacité de travail. Ainsi dans l'ouvrage de Dittrich, professeur de médecine légale à Prague, nous trouvons tous les enseignements que sa pratique des accident du travail a pu lui fournir.

Nous trouvons en ce qui concerne la diminution produite par l'accident dans la capacité du travail le mode d'appréciation, auquel on a recours.

« Les feuilles que l'on emploie actuellement en Bohême, « dit-il dans les assurances contre les accidents, exigent « l'évaluation de la diminution de la capacité de travail à « partir de 100 ou de 60.

« Ce qui veut dire que la Loi accorde seulement 60 0/0 « sur le gain annuel à un ouvrier qui par suite de l'accident du travail est devenu tout à fait infirme (en France « 2/3 salaire annuel, rente viagère).

« Le médecin n'a qu'à remplir cette indication qui lui « est plus familière »...

Qui doit être interprétée comme suit :

Diminution de la capacité de travail.	Taux de la rente correspondante.
100 0/0 de la capacité totale.	60 0/0 du salaire actuel.
83 1/2 0/0 —	50 —
80 0/0 —	48 —
75 —	45 —
70 —	42 —
66 2/3 —	40 —
60 —	36 —
50 —	30 —
40 —	24 —
33 1/2 —	20 —
30 —	18 —
25 —	15 —
20 —	12 —
15 —	9 —
10 —	6 —
5 —	3 —

Il est évident qu'avec ce tableau, les médecins fixant le pourcentage de l'incapacité et n'ayant aucun élément d'appréciation à cet égard, cette mesure est tout arbitraire et Dittrich nous apprend qu'à ce sujet la Caisse d'Assurance d'Etat en Allemagne, n'admet pas les pertes de capacité de travail au-dessous de 10 %, mais que les tribunaux d'arbitrage en Bohême attribuent des rentes même au-dessous de 3 % d'incapacité de travail !!

Nous voyons combien est supérieure la législation française qui d'après les données que nous possédons actuellement sur l'intervention médicale, nous met en garde contre les causes d'erreur qui peuvent se présenter dans l'évaluation de l'infirmité, met les magistrats au courant

des exigences que la société peut formuler vis-à-vis des victimes qu'elle protège, permet aux médecins le contrôle scientifique des lésions, en tant qu'elles ont rapport avec l'industrie spéciale à laquelle est attachée la victime, permettra au médecin, dans une plus longue pratique de la loi, de signaler au blessé les industries auxquelles il peut s'adresser en vue du travail, et laisse aux magistrats tous les autres éléments d'appréciation dont ils peuvent avoir besoin.

Aussi, après cette courte critique de la législation allemande et de toutes les législations qui admettent le pourcentage, nous pourrions fructueusement aborder la question du certificat médical.

Du certificat médical.

Nous n'ignorons pas l'exigence des magistrats vis-à-vis des médecins experts ou plus exactement vis-à-vis des médecins devant la Justice. Mais ces exigences sont peut-être plus apparentes que réelles et peuvent aussi pour un grand nombre être attribuées à un malentendu.

C'est pour nous mettre en garde contre ces divergences qu'il est utile de rédiger spécialement un chapitre sur le certificat médical parce que la description d'une lésion, description dans laquelle nous ne pouvons nous éloigner de développements techniques, n'est pas ce qui convient à l'intelligence de la cause. Il faut réduire à un langage aussi simple, aussi élémentaire que possible, la description du symptôme qui persistera malgré l'amélioration de l'état général du malade, malgré parfois une guérison apparente. Il faut que la portée sociale de l'acte reste entière, c'est-à-dire, il faut qu'il puisse entrer dans tous les débats, s'abritant, bien entendu, derrière les constatations techniques des médecins.

En résumé, ce que demande le juge, ce que réclame

le défenseur, c'est une formule brève, simple, restant entière et qui soit la traduction littérale en langage vulgaire de l'état pathologique. C'est pour n'avoir pas ainsi compris leur rôle, que beaucoup de nos amis, de nos collègues, aux prises avec les difficultés de la première pratique, se sont retranchés tantôt derrière le secret professionnel, tantôt derrière leur incompétence, laissant ainsi soupçonner une ignorance complète de ce que la justice réclamait d'eux.

Certainement, du côté médical, nous savons combien nous sommes parfois impuissants pour faire un diagnostic ferme et nous avons appris à être réservés sur le pronostic, mais cette réserve trop prolongée, trop voulue, est un aveu d'impuissance. A côté des cas difficiles, il en est de plus élémentaires dans leur appréciation et ce sera en matière d'accidents du travail une variété spéciale d'infirmités.

Nous pouvons toujours mettre des réserves au pronostic : que lorsque l'amélioration survient, un délai de... est nécessaire pour en juger, que tel signe dans l'évolution de la maladie donne pour le pronostic une indication heureuse ou malheureuse. Dans le traumatisme, le pronostic est beaucoup plus circonscrit que dans une affection médicale. Et, fixé sur le pronostic, le juge sera armé de deux éléments, l'incapacité physiologique, anatomique, et l'incapacité par rapport à la fonction antérieure de la victime dans le travail qui constituait son gagne-pain.

En effet, l'incapacité qui intéresse le juriste est une incapacité mitigée, elle tient compte des exigences professionnelles, de la circonstance de l'accident, cause im-

prévue (ce qui advient fortuitement — Littré), et l'incapacité qui importe le plus est une incapacité fonctionnelle.

La solution seule réellement efficace qui rend au médecin toute *liberté scientifique* d'interprétation est celle qui consiste dans la compréhension de la pensée éminemment sociale et humanitaire qui a présidé à sa confection. Ajoutons-y l'enseignement de la question réduite à ses éléments d'interprétation et de discussion pratique qui fait que le juge possède d'autres éléments d'appréciation que le certificat médical. Que ce certificat médical est pour lui une garantie scientifique, mais soumis aux fluctuations que l'art seul peut partiellement prévoir lorsqu'il se propose de limiter l'extension du mal.

Il est heureux de voir combien dans son esprit plus que dans sa technique, cette généreuse mesure de protection a été rédigée au sens médical. Que l'on ne vienne pas reprocher cette subordination médicale aux éléments juges de la question : chacun dans la mesure de ses capacités, dans la sphère de ses moyens, apporte à cette noble cause les éléments que son expérience ou sa pratique professionnelle lui fait un devoir de mettre en lumière.

Il est évident qu'il y aura toujours des hommes qui par leur pratique professionnelle auront plus que d'autres eu la facilité d'accroître leur expérience en matière d'accidents du travail.

C'est ainsi que, si nous prenons la statistique des accidents du travail, pendant la première année d'application de la loi, nous trouvons que des départements ont fourni un tribut beaucoup plus important que les autres. Certaine-

ment, les praticiens de ces départements auront pu apprécier des cas variés et complexes. Leur expérience nous servira à tous. (1)

D'ailleurs, l'application de cette loi ne doit-elle pas être une mise en commun de toutes les connaissances spéciales ? L'industriel, l'ouvrier, le médecin, ont besoin, l'un pour connaître l'état de la victime, celle-ci pour défendre ses intérêts, de l'appréciation du médecin qui ne peut connaître et apprécier l'infirmité qu'en considération des exigences professionnelles spéciales.

C'est pour cela, c'est pour ne pas nous limiter à cette division des infirmités en quatre catégories, comme les spécifie la loi (système défectueux puisque les contradictions les plus grandes existent entre médecins), que nous avons pensé bien faire en soumettant la victime à un examen dans lequel le patron et un ouvrier donneraient sur les exigences de la profession, sur le préjudice causé par la lésion, des explications techniques, que le médecin mettrait en rapport avec ses connaissances spéciales d'anatomie et de physiologie. Ce serait ainsi éviter les conflits entre médecins, conflits désastreux au point de vue de la profession médicale et de l'intérêt social, puisqu'ils jettent sur

(1) On peut déjà trouver des documents intéressants sur la fréquence pour tous les départements des accidents tombant sous le coup de la loi. La loi n'ayant été exécutoire que le 1^{er} juillet 1899, on s'est intéressé à la situation des victimes du travail du 1^{er} juin au 1^{er} juillet 1899, il y aurait intérêt à mettre cette statistique en opposition avec la loi sur l'assistance médicale au point de vue des tarifs départementaux et du fonctionnement de l'assistance pour chaque département. Pour cette statistique voir *Journal officiel*, 12 janvier 1901.

nous un discrédit considérable, dans le public et dans la magistrature. On se rit des certificats, si bien que certaines gens disent couramment : le docteur X... m'a dit ceci, mais je suis bien sûr que le docteur Y... dira autre chose, et ils spéculent déjà sur la contradiction qui va exister entre les deux confrères.

Il ne faut pas que de pareils faits existent, et il est certain qu'en présence d'éléments aussi importants que la précision par le patron de l'exigence du travail qu'il dirige, et d'autre part, de l'explication fournie par un autre ouvrier, le médecin rédigeant le certificat, aura un élément assez précis, en présence de la lésion anatomique, pour conclure à peu près invariablement dans le même sens que le confrère qui pourrait ultérieurement examiner la victime.

Il y a deux manières pour le médecin de posséder ces renseignements. Il peut, de sa propre initiative, consulter les deux hommes dont nous venons de parler, ou bien il y sera autorisé par la loi.

Certainement, la sanction légale de cette expertise serait la plus favorable à l'éclosion de la vérité, mais encore faudrait-il que les pouvoirs publics s'émeuvent de cette appréciation.

Toujours est-il, dans l'état actuel des choses, nous ne pouvons que conseiller cette consultation des experts patron et ouvrier. Mais il faut se tenir sur ses gardes, interroger ces hommes, sans jamais leur faire entendre que c'est de leurs avis qu'importerait la conclusion du certificat... Car l'un et l'autre prendraient la défense de

leurs intérêts personnels ou corporatifs, et le médecin n'aurait que les éléments viciés de leur appréciation.

Certes nous faisons beaucoup pour l'application de la Loi et notre rôle a été assez important — la première application de la loi en fait foi — pour que le ministre du commerce dans la circulaire du 21 août 1899, ait, dans un chapitre spécial dont l'importance est capitale, donné aux Préfets des éclaircissements sur le certificat médical :

Il insiste pour que cette circulaire « soit portée à la connaissance des Maires et publiée au bulletin des actes administratifs ».

« Je compte, Monsieur le Préfet, sur votre diligence pour communiquer sans retard la présente circulaire aux Maires de votre département et les inviter à en porter les dispositions essentielles à la connaissance des industriels et des ouvriers de leurs communes par tous les moyens de publicité en leur pouvoir. »

Disons à ce sujet que l'administration départementale aurait pu adresser cette circulaire aux médecins qui, à cette époque ignoraient le fonctionnement de la loi et qui par surprise ont fait déjà à cette époque aux compagnies d'assurances des conditions tout à fait défectueuses pour le bon fonctionnement de la loi.

D'ailleurs, il n'y a à ceci aucune objection, puisque pour les maladies épidémiques, l'administration départementale adresse à chaque médecin un carnet pour la déclaration obligatoire des affections contagieuses. Elle aurait pu compléter son œuvre de vulgarisation en nous associant à ses travaux en ce qui concerne les accidents du travail. Ce sera peut-être dans un certain avenir, la tâche

de l'Université qui distribuera à chaque docteur après sa soutenance de thèse une sorte de codex medicus, dans lequel les obligations des médecins vis-à-vis de l'hygiène publique et privée, de la prévoyance sociale, et de la protection sanitaire seront réunies avec les développements pratiques suffisants.

Citons la circulaire ministérielle.

*Circulaire du Ministre du Commerce du 21 août 1899
relative à l'application des articles 11 et 12
de la loi du 9 avril 1898.*

(Journal officiel du 22 août 1899).

• • • • •

II

DU CERTIFICAT MÉDICAL

« Comme je viens de l'indiquer, le certificat médical
« constitue le complément obligatoire de la déclaration.
« La loi dispose expressément qu'il y doit être joint. Il
« fait, pour ainsi dire, corps avec elle, à tel point que ces
« deux pièces, considérées comme un document unique,
« ne donnent lieu, d'après le texte formel de l'article 11,
« qu'à un même récépissé.

« La déclaration du chef d'entreprise ne semble recevable sans certificat médical que dans deux cas :

« 1° S'il y a eu accident entraînant mort immédiate ;
« car alors, malgré la généralité apparente du texte de

« l'article 11, il n'y a point à « indiquer » l'état de la vic-
« time, les suites probables de l'accident et l'époque à
« laquelle il sera possible d'en connaître le résultat défi-
« nitif ;

« 2° Si le chef d'entreprise rapporte une attestation du
« médecin constatant que la victime a refusé de se laisser
« visiter par lui et a mis ainsi un obstacle matériel à la
« production du certificat légal.

« La production du certificat médical, qui est obliga-
« toire pour le chef d'entreprise, devient nécessaire pour
« la victime ou pour ses représentants s'ils veulent faire
« une déclaration directe.

« Dans l'un et l'autre cas, le maire est tenu de refuser
« une déclaration qui ne serait point accompagnée du
« certificat médical correspondant et qui le mettrait dans
« l'impossibilité de remplir lui-même l'obligation légale
« que lui impose le premier alinéa de l'article 12.

« La formule du certificat médical est si simple qu'il a
« paru superflu d'en faire l'objet d'un modèle réglemen-
« taire. Les médecins appelés à établir ces certificats pren-
« dront vite l'habitude de les rédiger dans l'ordre logique
« que la loi indique elle-même, c'est-à-dire en attestant
« successivement :

« 1° L'état de la victime au moment de la délivrance du
« certificat et le caractère de la blessure reçue ;

« 2° Les suites probables de l'accident (mort, incapacité
« permanente absolue, incapacité permanente partielle,
« incapacité temporaire de telle ou telle durée).

« 3° L'époque à laquelle il sera possible d'en connaître
« le résultat définitif.

« Il pourrait être utile, au surplus, de signaler ces
« indications aux médecins intéressés et vous apprécierez,
« Monsieur le Préfet, s'il ne conviendrait pas d'intervenir
« directement en ce sens auprès des syndicats médicaux
« ou les représentants autorisés du corps médical dans
« votre département.

« Il ne serait sans doute pas inopportun de leur rap-
« peler en même temps que les certificats dont il s'agit
« sont exempts de timbre et qu'ils ne sont pas nécessaire-
« ment délivrés à titre gratuit, comme avaient pu le
« craindre tout d'abord quelques organes de la presse
« médicale.

« Ainsi que l'a reconnu, dans un avis récent, le comité
« consultatif des assurances contre les accidents du tra-
« vail, le premier alinéa de l'article 29, en édictant la
« délivrance gratuite, le visa pour timbre et l'enregistre-
« ment gratis des procès-verbaux, certificats, actes de
« notoriété, significations, jugements et autres actes faits
« ou rendus en vertu et pour l'exécution de la loi, n'a évi-
« demment entendu viser que la gratuité au compte du
« Trésor, sans imposer à des tiers des charges sans com-
« pensation. Aussi bien, le second alinéa de cet article
« prévoit expressément la fixation des émoluments des
« greffiers et, en effet, ces émoluments ont été détermi-
« nés par un décret du 5 mars 1899. Dès lors, les disposi-
« tions générales de l'article 29 ne paraissent point oppo-
« sables aux médecins appelés à délivrer des certificats.

« Dans le cas prévu par l'article 41, « un certificat de
« médecin » devant être joint à la déclaration d'accident,
« le chef d'entreprise se trouve astreint, sous les sanctions

« de l'article 31, à cette production complémentaire, aussi
« bien qu'à la déclaration elle-même. Il est donc tenu de
« se procurer à ses frais le certificat médical, ainsi du
« reste que l'a déjà établi l'interprétation administrative
« pour l'exécution des dispositions identiques contenues
« dans les lois des 2 novembre 1892 et 12 juin 1893. Il
« en est évidemment de même de la victime de l'accident
« et de ses représentants si, usant de la faculté réservée
« par la loi, ils prennent l'initiative de la déclaration
« d'accident.

« Cette interprétation, qui ne semble pas prêter au doute,
« rassurera, j'en suis sûr, toutes les appréhensions qui
« auraient puse faire jour, et ôtera tout prétexte aux refus
« de concours des médecins pour l'exécution régulière de
« cette importante disposition de la loi.

« Vous pourriez, dans le même but, si vous le jugiez
« utile, rappeler ou faire rappeler aux médecins des hôpi-
« taux qu'ils doivent sur ce point l'exemple à leurs con-
« frères, et qu'ils ne sauraient refuser les certificats de
« l'espèce aux blessés admis dans leurs services, quand
« les chefs d'entreprise intéressés ne se trouvent point à
« même d'en provoquer directement l'établissement par
« des médecins de leur choix. »

Quels renseignements doit comporter notre certi-
ficat :

1° L'état de la victime au moment de la délivrance du
certificat, et le caractère de la blessure ;

2° Les suites probables de l'accident (mort, incapacité

permanente absolue, permanente partielle, temporaire de telle ou telle durée ;

3° L'époque à laquelle il sera possible d'en connaître le résultat définitif.

Nous savons maintenant ce que nous pouvons déclarer dans ce certificat pour être utiles à la cause. Nous savons également que la plupart du temps, les renseignements exigés par la loi, pris à la lettre, ne donneraient à la marche de la justice que des renseignements insuffisants, incomplets, et que, pour satisfaire aux exigences de la Loi la plupart du temps les déclarations médicales resteraient extrêmement vagues.

Mieux instruits des erreurs, des hésitations, des lenteurs de la loi, des expertises que le début de son application a rendues parfois nécessaires, nous savons combien plus de renseignements nous devons apporter, et combien nous pouvons éviter d'ennuis et de lenteurs en examinant la victime d'une façon complète. Il nous suffirait pour cela de nous rapporter au chapitre des infirmités pour y trouver tous les éléments d'appréciation, et le questionnaire auquel nous pourrions avoir recours.

I. — *L'état de la victime au moment de la délivrance du certificat. Le caractère de la blessure reçue.*

Cette première partie de l'examen doit également tenir compte de l'état général du malade en face de la lésion, parce que si nous avons à faire à un homme fatigué par le surmenage ou qui est dans un état physiologique inférieur, l'infirmité qui aura au début tous les caractères de la

bénignité, qui paraîtra être une incapacité temporaire, en l'absence de la réaction de l'individu, s'entretiendra dans un continuel état d'infirmité.

D'autre part cet examen général de l'individu nous rendra compte également de son état psychique, de ses tendances à l'exagération ou à la simulation (ce qui est rare); de son excessive pusillanimité, de la facilité avec laquelle il voudra bien se soumettre à une intervention sanglante. Ceci est le travail mental auquel nous devons nous livrer en présence de l'examen d'un malade quelconque; mais il y avait intérêt à consigner ces renseignements dans un certificat.

« Le caractère de la blessure » a pour effet de désigner sa gravité, son importance.

Quelquefois, cette importance pourrait être tout à fait en apparente disproportion avec la nature de l'accident, et il y aurait lieu plus tard d'entrer dans la discussion de cette relation.

II. — *Les suites probables de l'accident.*

Nous savons que parfois il est difficile de prévoir quelle sera l'évolution de la lésion, que trop d'éléments entrent dans l'appréciation des suites probables de l'accident. Aussi nous avons voulu, dans un tableau, réunir le plus grand nombre possible de cas. Les observations, médicalement, seront certainement incomplètes. Mais ce désir aura peut-être l'heureux succès de déterminer ceux qui ont une grande pratique de ces choses à dresser une sta-

tistique médicale qui marchera parallèlement à la statistique judiciaire.

Tout au moins, dans ce tableau, les praticiens trouveront déjà une orientation pour le pronostic qu'ils sont appelés à formuler. Ils éviteront des termes vagues et donneront des appréciations sur la capacité de travail, leur développement sera en rapport avec le cas clinique. (1)

Les suites probables de l'accident pourraient être résumées sous les dénominations :

Mort.

Incapacité permanente absolue.

— — partielle.

— temporaire.

Il est inutile, en présence des nombreux cas que nous avons cités au cours de cette étude, de vouloir donner à ces questions une réponse catégorique, nous savons que c'est parfois difficile, impossible même.

D'autre part, un règlement d'incapacité permanente dont le règlement est du ressort du tribunal civil peut faire suite au règlement d'une indemnité pour incapacité temporaire qui, elle, est de la compétence du Juge de Paix.

1° L'incapacité permanente est précédée d'une période d'incapacité temporaire pendant laquelle l'indemnité journalière est due. (*Rec. ministériel*, tome v, n° 14.)

(Cour d'appel de Lyon, iv, p. 274.)

Jé ne crois donc pas qu'au point de vue de la procédure même il y ait une difficulté quelconque à cet égard, il est

(1) Comme exemple voir *Rec. ministériel*, tome III, page 14.

vrai que si en matière de droit il existe des jugements contradictoires, sur la date qui constitue le point de départ de la rente, pour ce qui est de la question médicale, il n'y a à cet égard aucune contradiction. Nous ne pouvons pas prévoir d'une façon mathématique quelle sera la durée de la maladie, combien de temps mettra à se consolider une fracture. La clinique nous fournit des cas moyens pour la consolidation des fractures. Mais ce n'est qu'une moyenne autour de laquelle oscille le cas exigeant une plus ou moins grande durée de temps pour la réparation.

« Le point de départ de la rente sera le moment » fixé par l'appréciation du juge où il a été certain que l'incapacité est permanente, c'est-à-dire le jour de la consolidation de la blessure.

Tribunal civil de Montluçon, page 89, tome iv, page 50.

Nous savons qu'il n'a pas été donné de modèle du certificat médical, concernant l'accident du travail.

Les Compagnies d'assurances emploient le modèle ci-dessous :

Je soussigné...

Médecin de la Faculté de...

Demeurant à... certifie

Avoir visité ce jour le nommé...

Employé chez M...

Que l'on m'a déclaré avoir été victime d'un accident...

Cet accident a pour conséquence...

(Indiquer l'état du blessé, la nature de l'accident, les suites probables et l'époque à laquelle il sera possible d'en connaître le résultat définitif.)

Le... 1900.

Signature,

Ceci est évidemment suffisant pour un médecin d'assurance qui ne dirigerait pas le traitement, qui simplement visiterait le malade, car nous savons que la victime peut choisir son médecin. C'est même cette considération qui nous a dirigé dans l'étude du questionnaire que nous avons rédigé au chapitre précédent, qui permet à tout médecin traitant de satisfaire aux exigences de la Justice, sans subir le contrôle toujours désagréable du médecin expert. C'est ainsi que dans l'observation V page 99 de notre mémoire 3 médecins se sont succédé dans l'affaire et ont donné des certificats différents. Différents parce qu'ils ont eu des éléments d'appréciation divers, poursuivant leurs recherches dans des voies différentes, tandis que s'il s'étaient inspirés tous les trois d'un questionnaire plus complet, ils auraient satisfait aux mêmes exigences — n'auraient varié que par des points particuliers, suivant l'évolution de la maladie.

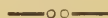
Nous avons eu la bonne fortune de prendre connaissance du service médical de l'Exposition.

Et nous avons trouvé le modèle qui était employé pour le service de M. G. de la Tourrette, c'est certainement un modèle très complet, et nous avons su qu'il était arrivé à ce degré de perfectionnement par suite de la fréquence des accidents, par suite de la multiplicité des questions presque toujours les mêmes qui étaient imposées au corps médical, si bien qu'au bout de plusieurs mois de pratique on a trouvé beaucoup plus simple de prévoir ces difficultés et de dresser ainsi ces fiches dont nous sommes heureux de pouvoir donner une reproduction.

BULLETIN

D'OUVRIER BLESSÉ OU ATTEINT DE MALADIE

SUR LES CHANTIERS



SIGNATURE DE L'OUVRIER :

I. Constatations de l'agent préposé à la surveillance du chantier.

Nom.....
Prénoms.....
Adresse.....

} de l'ouvrier.. }

Désignation du chantier

Indication de l'entreprise (*avec le nom de l'entrepreneur*) ou de la régie

Nature des travaux

Date et heure de l'accident ou de l'abandon du travail pour cause de maladie

Circonstances dans lesquelles s'est produit l'accident (*s'il s'agit d'une blessure*)

Salaire journalier normal de l'ouvrier

Situation de la famille de l'ouvrier (*célibataire, marié, veuf avec ou sans enfants*
mineurs, soutien de parents infirmes ou âgés de plus de 60 ans)

Observations diverses

Paris, le

(Date et heure.)

Le

préposé à la surveillance des chantiers,

II. Indications du médecin de poste après l'examen du blessé ou du malade.

Désignation du poste médical

Date et heure de l'arrivée du blessé ou du malade

Heure de l'examen du blessé ou du malade

Premier diagnostic de la blessure ou de la maladie

Pansement opéré ou opération pratiquée en cas de blessure

Premier traitement ordonné

En cas de maladie, relation entre cette maladie et les travaux

Continuation du traitement au poste médical, envoi ou transport à domicile, envoi
ou transport à l'hôpital. (*Désignation de cet hôpital.*)

Indication du décès en cas de mort immédiate

Observations diverses

Paris, le

(Date et heure.)

Le médecin de garde,

III. Indications des médecins de poste ou du médecin de secours à la fin du traitement.

En cas de traitement } au poste... Nombre de consultations
 } à domicile } Date et heure de la première visite
 } Nombre de visites
 Traitement } Date et heure de l'entrée à l'hôpital
 à l'hôpital } Nombre de visites
 Diagnostic définitif de la blessure ou de la maladie
 Pansements ou opérations, en cas de blessures

Traitement

En cas d'hospitalisation, date de la sortie de l'hôpital

Date de la cessation du traitement

Rétablissement de l'ouvrier ou incapacité permanente de travail

Date du décès en cas de mort pendant le traitement

Observations diverses

Paris, le

Le Médecin } de garde,
 } de secours,

Vu et vérifié par le Médecin en chef qui } arrête à ... jours l'interruption du travail
 } constate l'incapacité permanente de travail

Certificats provisoires en cours de traitement aux dates suivantes :

Paris, le

LIQUIDATION DU SECOURS A PAYER AU SIEUR

PRIX de la JOURNÉE.	DURÉE de L'INTERRUPTION de travail.	A DEDUIRE			RESTE	INDEMNITÉ par JOUR.	SOMME
		UN JOUR de chômage par semaine.	JOURS PASSÉS à l'hôpital pour célibataires ou veufs sans charges de famille.	JOURS PORTÉS sur certificats provisoires pour secours en cours de traitement.			

Paris, le

Le Secrétaire général,

Cependant, nous pourrions compléter ce texte par l'addition de questions que nous avons développées au cours de ce travail et par la suppression dans la conclusion, de termes trop techniques qui ne seraient plus à la portée des juges, ouvriraient la porte à de nouvelles discussions.

D'ailleurs ces fiches étaient faites pour une cause spéciale et le texte réglementaire du service médical de l'Exposition a paru le 18 janvier 1897, à l'Imprimerie Nationale, antérieurement à la promulgation de la Loi.

Quant à ce qui concerne l'arrêté du ministre du Commerce, des Postes et des Télégraphes en date du 13 janvier 1897 et annexé à cette circulaire, il règle les secours pécuniaires accordés aux blessés indépendamment des soins médicaux et pharmaceutiques ; mais ceci n'a aucune relation avec la loi que nous étudions puisqu'il n'y avait pas lieu de soumettre les victimes à une intervention judiciaire.

Cependant dans la grande entreprise de travaux de bâtiment — et nous savons maintenant que là se rencontrent les plus nombreuses victimes du travail — nous sommes heureux d'avoir pu puiser ces éléments d'étude.

Aussi, nous inspirant de la circulaire concernant le certificat médical, sachant que cette pièce peut être fournie sur papier libre, nous proposons les modèles *a, b, c*, (1) qui simplifieront toutes les recherches — rempliront le maximum de desiderata et contribueront facilement à la statistique médicale des accidents du travail — dont l'importance actuellement se fait tellement sentir pour les magistrats et pour les médecins.

Nous n'ignorons pas le perfectionnement qui reste

(1) Page 55.

encore à réaliser, mais mieux instruits que nous, nos successeurs sauront compléter les lacunes que les difficultés de nos recherches ont pu nous faire omettre dans notre présente étude.

D'ailleurs, il est à désirer que le règlement de l'indemnité pour accident de travail vienne se fusionner avec la loi des retraites ouvrières, ainsi se trouveraient simplifiées les grandes difficultés. Or, nous avons constaté au cours de notre étude que l'âge des victimes intervenait pour bien peu en présence de l'incapacité de travail et de son indemnité. Il est évident que jeune, la victime peut encore chercher dans une industrie qui s'adapte davantage à son incapacité de travail une source de revenus, mais il faut dire aussi, qu'elle en reste tout de même infirme toute sa vie, et diminue d'autant ses ressources à venir. Il ne faudrait pas que ceux qui jeunes ont apporté leur appoint à l'activité sociale soient une charge trop grande pour les leurs, ils deviennent quelquefois des épaves de l'industrie. Cette lacune se trouvait ainsi comblée.

Ainsi donc, notre certificat ainsi transformé sera utile à toutes les causes, nous aurons fourni à la protection de la victime tous les renseignements scientifiques, mais nous laisserons à la magistrature le soin de préciser les dommages causés à celle-ci au point de vue de son rang social et de son activité sociale.

Nous voyons maintenant combien la loi française ainsi comprise offre de garanties à la victime et à son assureur combien elle simplifie l'examen médical pour le médecin traitant, pour le médecin de l'assurance et pour l'expert qui peut ultérieurement être appelé à donner son appréciation.

Quelles libertés d'ailleurs elle laisse aux juges! De com-

bien elle est supérieure au point de vue de l'idéal social et humanitaire à d'autres législations dans lesquelles médecins et législateurs tout en protégeant la victime usent de mesures tortionnaires, lui imposent un médecin, un hôpital pour le traitement, toute la sévérité du régime hospitalier, dont, il vrai, elle est parfois indemnisée par la profusion des médicaments et la rapidité des interventions, mais dont elle subit néanmoins l'influence nocive.

Nous ne voulons pas faire le procès des législations étrangères. Elles sont certainement conformes chacune à son point spécial au caractère national.

Le Français veut être libre, il est né libre, et il n'admet ni dans la protection qu'il se donne, ni dans les servitudes qu'il se crée, une intervention despotique. Respectons ce caractère de la loi qui est conforme à nos sentiments nationaux, et espérons que les législations qui se suivront et qui poursuivront toujours le même but humanitaire, laisseront à la profession médicale et à son art le libre exercice de ses facultés.

L'assistance et la protection sociales ont encore beaucoup à nous demander, instruits de nos devoirs à venir, affranchissons-nous de toute servitude, de tout monopole, à moins qu'il ne nous soit imposé par une mesure d'ordre public.

Les tribunaux nous autorisent dans l'expertise à nous entourer de tous les renseignements qui peuvent nous amener à la précision de nos conclusions, usons-en le plus souvent possible, par cette consultation entre médecins, patrons et ouvriers, de façon à être toujours instruits des exigences légitimes de ceux que nous assistons, afin de ne pas commettre par ignorance ou par oubli des fautes irréparables.

Règlement des honoraires médicaux

Nous savons maintenant que la victime a eu satisfaction, que la justice a rendu son arrêt. Le moment est venu pour le médecin qui a collaboré au règlement de l'indemnité, de toucher ses honoraires. Comment se fera le règlement ? Quels sont les droits du médecin et quelles peuvent être ses exigences ?

Voyons d'abord dans le texte même de la loi, ce qui intéresse particulièrement ce point des intérêts professionnels :

TITRE III

« Art. 15. Les contestations entre les victimes d'accident et les
« chefs d'entreprise relatives aux frais funéraires, aux frais de mala-
« die ou aux indemnités temporaires, sont jugées en dernier ressort
« par le juge de paix du canton où l'accident s'est produit, à quel-
« que chiffre que la demande puisse s'élever.

TITRE IV

« Art. 23. **La créance de la victime de l'accident** ou de ses
« ayants-droit relative aux frais médicaux, pharmaceutiques et funé-
« raires ainsi qu'aux indemnités alloués à la suite de l'incapacité tem-
« poraire de travail est garantie par le privilège de l'art. 2101 du
« Code civil, elle y sera inscrite sous le n° 6.

Nous savons d'autre part que la victime d'un accident du travail est absolument libre de prendre le médecin de son choix, il en est de même du pharmacien.

Attendu que l'art. 4 décide que le chef d'entreprise supporte en outre les frais médicaux et pharmaceutiques ; **si la victime a fait choix elle-même de son médecin**, le chef d'entreprise ne peut être tenu que jusqu'à concurrence de la somme fixée par le juge de paix du canton conformément aux tarifs adoptés dans chaque département pour l'assistance médicale gratuite.

Attendu qu'en l'espèce la somme de 3 francs par visite, soit 6 francs, est conforme au tarif de notre département ; mais, attendu que, s'il n'avait pas plu à Tronqui de refuser l'assistance du médecin offert par son patron et d'en choisir lui-même un autre, il n'aurait à demander aucun coût de certificat ;

Que ces frais, il lui a plu de les causer à lui-même et qu'ils ne peuvent donc être supportés par le patron ;

Attendu que la loi a omis de parler du cas où, comme en l'espèce, il aurait plu au blessé de choisir lui-même un pharmacien ;

Attendu qu'il convient, en ce cas, de décider que, comme il vient d'être dit pour les frais du médecin, en ce cas le patron n'est tenu que dans la limite de la somme allouée par M. le juge de paix, d'après le tarif ; que, dans l'espèce, la somme demandée, soit 33 francs, est conforme à ce tarif ;

Attendu que si le défendeur apportait la preuve qu'il a offert de payer les sommes dues, le demandeur devrait être condamné aux frais ; mais, attendu qu'en l'espèce, le défendeur nie avoir reçu ces offres, que le demandeur ne prouve pas les avoir faites ;

Par ces motifs,

Nous...., juge de paix du 7^e canton de la ville de Marseille, dit du Prado (Bouches-du-Rhône) ;

Statuant contradictoirement et en premier ressort,

Condamnons le sieur Gémry à payer au sieur Tronqui, demandeur, la somme de 124 fr. 30, montant : 1^{er} 89 fr. 25 pour indemnité de salaire à 2 fr. 625 par jour pendant trente-quatre jours d'incapacité de travail ; 2^e celle de 6 francs pour deux visites de médecin ; 3^e celle de 33 fr. 30 pour frais pharmaceutiques.

Rec. ministériel, tome I, page 9.

Justice de paix Marseille, Prado, 10 octobre, 1899.

La victime peut, nous le savons, recevoir les soins de son *médecin*, malheureusement elle n'est pas instruite à cet égard, le patron ayant tout intérêt à ce que la victime reçoive les soins de son assureur, ce qui diminue ses ennuis et les formalités de toute nature que nécessite la mise en marche de l'affaire.

Cependant, la victime a à sa disposition encore d'autres moyens pour obtenir les soins médicaux.

Ainsi :

Les chefs d'entreprise peuvent affilier aux sociétés, avec leur consentement et sans conditions de durée de résidence, ceux de leurs ouvriers et employés qui n'en sont point encore membres participants. Art. 3. Arrêté du ministre de l'Intérieur, 16 mai 1889, relatif aux statuts types à insérer pour l'exécution de l'article 5 de la loi du 9 août 1898, dans les sociétés de secours mutuels. (*J. officiel*, 17 mai 1899.)

Art. 6. Les sociétés, à partir du 5^e jour après l'accident, et pendant la durée fixée par la convention (30, 60, 90 jours) fournissent à leurs membres participants blessés par le fait, ou à l'occasion du travail, les soins médicaux et pharmaceutiques.

Art. 7. Les sociétés doivent fournir, et les participants sont tenus d'accepter les secours médicaux et pharmaceutiques dans les conditions fixées aux statuts.

Cependant, poussant plus loin nos recherches sur ce point, nous trouvons dans la circulaire du garde des sceaux du 10 juin 1899, qui est une sorte de commentaire explicatif de la loi, adressé aux procureurs généraux :

CHAPITRE II

INDEMNITES

Art. 3 à 10 et 23 à 27.....

..... Tout d'abord le chef d'entreprise supporte les frais médicaux, et pharmaceutiques, et le cas échéant les frais funéraires.

Les frais médicaux et pharmaceutiques sont payés en entier par le patron, lorsque ce dernier a désigné le médecin, ou que la victime est soignée dans un hôpital. Rien ne s'oppose d'ailleurs à ce que l'ouvrier blessé choisisse lui-même son médecin, mais pour éviter un abus, la loi a décidé que, dans ce cas le chef d'entreprise ne serait plus tenu que jusqu'à concurrence de la somme fixée par le juge de paix, conformément aux tarifs adoptés dans chaque département en exécution de la loi du 15 juillet 1893 sur l'assistance médicale gratuite.

CHAPITRE III.

Art. 15, 16 et 17. Les art. 15 et 16 de la loi attribuent la connaissance des litiges au juge du lieu de l'accident. Cette compétence ratione loci qui déroge au droit commun se justifie par les facilités qu'elle donne pour l'instruction et l'accélération du procès.

Les actions sont portées selon la nature de l'indemnité réclamée devant le juge de paix ou le tribunal civil.

Le juge de paix connaît de toutes les demandes relatives aux frais de maladie, aux frais funéraires et aux indemnités temporaires. Par une seconde dérogation au droit commun, ses décisions sont rendues en dernier ressort à quelque chiffre que la demande puisse s'élever. Elles sont seulement susceptibles d'opposition lorsqu'elles ont été rendues par défaut. Elles peuvent aussi être attaquées par la voie de recours en cassation par excès de pourvoi.

Nous voyons donc quels sont d'une part les médecins qui peuvent être appelés à soigner les malades, quels sont d'autre part leurs droits.

Dans la pratique, les ouvriers encore peu instruits de la faculté qu'ils ont de choisir leurs médecins, sont soignés

par le médecin de la compagnie d'assurance à laquelle est inscrit le patron.

Les compagnies y trouvent leur avantage, les patrons sont absolument à l'abri de tout règlement d'honoraires, le médecin seul se trouve lésé dans ses intérêts.

D'abord, les Compagnies fixent un tarif dérisoire que les médecins, peu soucieux de la Loi, s'empressent d'accepter, non pas dans une pensée de se faire des revenus importants, mais bien davantage pour soustraire à un autre l'occasion d'exercer son art.

Séduit par les apparences d'une nouvelle position, le médecin souscrit aux conditions de la Compagnie, ignorant que si le corps médical entier était instruit de la chose il aurait refusé.

Il est certain que dans bien des circonstances autrefois, les soins d'accidents du travail étaient absolument gratuits: fréquents dans l'industrie du bâtiment, les travaux des mines, du terrassement et de construction des voies ferrées, travaux qui emploient des ouvriers nomades, il était impossible au médecin de se faire indemniser si le patron voulait se soustraire à cette obligation, la victime ayant le plus souvent quitté la région. Il n'en est pas de même aujourd'hui, et le corps médical doit se mettre à l'abri de cette perpétuelle exploitation de l'art médical qui se fait à l'abri des idées les plus humanitaires. On oublie trop que les médecins dans le Parlement, dans les sections d'hygiène départementale, dans tout ce qui intéresse la prophylaxie générale, ont apporté un talent considérable à l'amélioration du bien-être social, il serait réellement injuste qu'ils deviennent les victimes de leurs

propres œuvres. Pour défendre leurs intérêts, il faut qu'ils s'instruisent des documents que nous avons pu recueillir, qu'ils se solidarisent ensuite, et, poursuivant toujours des idées de justice sociale, qu'ils élaborent un projet de tarif ouvrier, n'assimilant pas des travailleurs de la veille à des nécessiteux, à des mendiants, à des débiles mentaux, malheureux déchets organiques, incurables de la société; pour ceux-là, nos sentiments personnels nous ont dicté nos devoirs, pour les autres, la force de la loi nous a dicté nos droits.

Aussi, nous sommes heureux de pouvoir mettre en parallèle le tarif d'une compagnie d'assurances et le tarif de l'Assistance médicale gratuite de notre département d'origine. Nous aurions désiré nous procurer des documents plus complets, mais nous nous sommes trouvés en présence de très grandes difficultés, et n'ayant pu recevoir ces documents complets, nous avons abandonné cette recherche. Cependant, on peut à la suite de la lecture de ces deux pièces, se demander s'il ne serait pas à désirer que les médecins ne s'inspirent que des tarifs d'assistance médicale gratuite en attendant qu'ils aient rédigé leur projet de tarif ouvrier, mais en prévoyant, comme dans le tarif départemental ci-dessous, les interventions chirurgicales dont ne font pas mention les compagnies d'assurance et qui constituent la majorité des opérations auxquelles doit se livrer le médecin.

DÉPARTEMENT DE L'EURE

ASSISTANCE MÉDICALE GRATUITE

LE PRÉFET de l'Eure, officier de la Légion d'honneur,

Vu la loi du 15 juillet 1893 sur l'Assistance médicale gratuite ;

Vu la délibération du Conseil général en date du 21 août 1900,

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. — Le tarif des opérations chirurgicales pratiquées à domicile est fixé comme suit, pour une période de trois années, à compter du 1^{er} janvier 1901 :

Pansement simple (propreté et occlusions sans usage d'instruments) : 2 francs.

Pointes de feu : 2 francs.

Avulsion de dent : 2 francs.

Injectons sous-cutanées (les trois premières, les autres se confondant avec le prix de la visite dont elles sont l'objet) : 2 francs.

Examen au spéculum ; 3 francs.

Pansement plus compliqués (plaies ou blessures étendues à plusieurs doigts) : 3 francs.

Ouverture d'abcès : 3 francs.

Petits débridements au bistouri ou au thermocautère : 3 francs.

Cathétérismes de l'urètre (à partir du deuxième) : 3 francs.

Pansements compressifs (hydarthrose, etc.) : 5 francs.

Réunion d'une plaie par suture unique et pansement : 5 francs.

Alation d'esquilles osseuses, d'ongles semi-détachés, de parties molles condamnées : 5 francs.

Hémostase par compression : 5 francs.

Anesthésie locale : 5 francs.

Saignées, ventouses : 5 francs.

Massage, électrisation : 5 francs.

Cathétérisme de l'urètre (le premier) : 5 francs.

Injection de sérum (à partir de la deuxième) : 5 francs.

Extraction facile de corps étrangers (œil, nez, oreilles) : 5 fr.

Examen à l'ophtalmoscope : 5 francs.

Grands pansements de brûlures, de broiements (main, pied),
de gangrène : 10 francs.

Réunion d'une plaie par sutures multiples et pansement : 10 fr.

Hémostase par ligature : 10 francs.

Incisions larges et profondes (foyers sanguins, épanchements
de sérosité, abcès profonds, etc.) : 10 francs.

Traitement de l'asphyxie : 10 francs.

Taxis : 10 francs.

Extraction difficile de corps étrangers (œil, nez, oreilles) : 10 fr.

Extraction de projectiles, esquilles, etc. au fond d'une plaie :
10 francs.

Tamponnement des fosses nasales : 10 francs.

Injection de sérum (la première) : 10 francs.

Luxation des orteils, des doigts (pouce excepté) : 10 francs.

— de la clavicule : 10 francs.

— du maxillaire inférieur, de l'épaule (quand elles
sont à répétition) : 10 francs.

Luxation du pouce, du maxillaire inférieur : 20 francs.

— du coude, épaule, genou : 40 francs.

— de la rotule : 20 francs.

— de la hanche (ne devra être pratiquée qu'à l'hô-
pital) : 100 francs.

Fracture de l'omoplate, du sternum : 10 francs.

— des doigts et des orteils : 15 francs.

— du carpe, du métacarpe, du tarse, du métatarse : 15 fr.

Fracture du crâne (sans trépanation) : 20 francs.

— du bassin, de la colonne vertébrale (sans compli-
cations) : 20 francs.

Fracture du maxillaire inférieur : 30 francs.

— de la clavicule : 20 francs.

— des côtes : 15 francs.

— du radius, du péroné, de l'avant-bras : 30 francs.
 — juxta-articulaire du coude, de l'épaule, du genou,
 du cou-de-pied : 50 francs.

Fracture de l'humérus, de la jambe, de la rotule, de la
 cuisse, du col du fémur : 50 francs :

Amputation ou désarticulation d'un doigt, orteil, métacarpien,
 métatarsien : 30 francs.

Amputation poignet, médio-carpienne, tibio-tarsienne (de
 Chopart, de Lisfranc)..... { Ces opérations } 100 fr.
 Amputation avant-bras, coude, bras. { ne devront être } 100 »
 — jambe, genou, cuisse... } pratiquées qu'à } 100 »
 — épaule, hanche..... { l'hôpital. } 200 »

Ligature des artères cubitale, radiale, tibiale, péronière,
 faciale, temporale, fémorale, poplitée : 30 francs.

Grande plaie du cuir chevelu : 20 francs.

Enucléation de l'œil : 50 francs.

Grands traumatismes de l'œil avec lésions multiples (ne
 devront être traités qu'à l'hôpital) : 100 francs.

Sutures, de tendons, de nerfs : 25 à 50 francs.

Phlegmon diffus (incisions multiples et drainage) : 15 francs.

Trépanation (ne devra être pratiquée qu'à l'hôpital) : 100 fr.

Trachéotomie : 100 francs.

Hernie étranglée [kélotomie] (ne devra être pratiquée qu'à
 l'hôpital sauf le cas d'urgence) : 100 francs.

Empyème : 60 francs.

Thoracentèse : 30 francs.

Paracentèse, ponction de la vessie : 15 francs.

Rupture de l'urètre : 50 francs.

Urétrotomie externe : 60 francs.

Laparotomie (ne devra être pratiquée qu'à l'hôpital) : 200 fr.

Appareils plâtrés (pour arthrite, etc.) : 20 francs.

Corset de Sayre : 50 francs.

Ongle incarné : 15 francs.

Ponction d'un kyste de l'ovaire : 15 francs.

Accouchement simple ou avortement (par le médecin) : 20 fr,

Dans les accouchements compliqués, on ajoutera à ce prix, pour :
Application de forceps : 20 francs.

Version : 20 francs.

Délivrance artificielle ou intervention pour hémorrhagie
utérine : 20 francs.

Restauration du périnée : 10 francs.

Embryotomie : 40 francs.

Basiotripsie : 40 francs.

Les honoraires ci-dessus fixés s'augmentent du prix des visites.

La fracture compliquée est comptée 25 francs de plus que la
même fracture simple.

L'application d'un appareil de contention provisoire pour une
fracture (blessé dirigé sur un hôpital) est comptée 15 francs.

Pour chaque aide coopérant à une opération de grande chi-
rurgie, les honoraires seront de 25 francs pour toute interven-
tion au-dessous de 100 francs et de 50 francs pour les interven-
tions de 100 francs et au-dessus (le nombre des aides ne devant
jamais dépasser deux).

ARTICLE 2. — M. l'Inspecteur départemental de l'Assistance
publique est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Evreux, le 1^{er} octobre 1900.

Le Préfet de l'Eure,

BEVERINI-VICO.

Règlement pour l'application de la loi du 15 juillet 1893 sur l'as-
sistance médicale gratuite.

Le Préfet de l'Eure,

ARRÊTE :

..... comptabilité.
Art. 18. — Le prix des visites médicales est fixé ainsi qu'il suit :
1 fr. par consultation ; 1 fr. 50 par visite ; 0 fr. 20 par kilomètre,
la distance étant comptée à l'aller, à partir du domicile du médecin
à celui du malade.

.....
Le prix des visites de nuit est double de celui des visites de jour.
Les visites de nuit sont celles qui ont lieu en toute saison après neuf
heures du soir et avant six heures du matin.

.....
Evreux, le 20 septembre 1894.

J. POINTU-NORÈS.

COMPAGNIE D'ASSURANCES A PRIMES FIXES

CONTRE LES ACCIDENTS DE TOUTE NATURE

Tarif médical.

1° *Dix francs* à forfait pour chaque accident, quelle qu'en soit l'importance pour soins donnés et certificats de constatation et de guérison délivrés sur les imprimés fournis par la Compagnie.

Ces honoraires seront payables même pour les sinistres qui, ayant occasionné moins de quatre jours de chômage, ne donneraient pas lieu, d'après la loi, à une indemnité au profit de la victime.

2° *Deux francs* pour chaque rapport supplémentaire réclamé par la Compagnie.

3° *Les opérations chirurgicales* seront payées, en sus des honoraires ci-dessus, d'après le tarif ci-après :

Luxations	{	Pouce, pied.....	20 »
		Epaule, coude.....	30 »
		Hanche.....	50 »
Fractures simples	{	Côtes.....	20 »
		Radius, péroné, clavicule.....	30 »
		Bras, avant-bras.....	30 »
		Jambe.....	60 »
		Cuisse.....	80 »
		Bassin ou colonne vertébrale..	120 »
Fractures compliquées comminutives	{	Bras, clavicule.....	40 à 50 »
		Jambe, cuisse.....	75 à 90 »
Amputations	{	Doigts.....	20 »
		Bras.....	50 »
		Jambe.....	70 »
		Cuisse.....	100 »
Plaies graves.....		20 à 30 »	

4^e Dans les cas où les soins médicaux ne sont pas à notre charge, il sera dû *six francs* pour les deux certificats de constatation et de guérison.

5° Le même tarif de *six francs* pour les deux certificats, plus *deux francs* par rapport supplémentaire sera appliqué à nos assurances *individuelles*, pour lesquelles nous ne sommes pas tenus aux soins médicaux.

Les déplacements donneront lieu à une indemnité de *cinquante centimes* par kilomètre parcouru en dehors de la ville, et à partir de quatre kilomètres.

N.-B. — MM. les docteurs sont priés de se faire remettre par MM. les Agents-Généraux la liste nominative des assurés de leur région qui ont droit :

1° Aux constatations simples ;

2° Aux soins complets.

Je soussigné Docteur en médecine à
après avoir pris connaissance du TARIF MÉDICAL, ci-dessus,
déclare l'accepter pour toutes les opérations, constatations et
soins que je serai appelé à donner aux blessés garantis par
les polices de la Compagnie.

le 1

Le règlement des honoraires ne pouvait en présence de pareilles dispositions que créer des difficultés aux médecins.

Aussi de nombreux jugemens sont intervenus où malheureusement parfois règne une contradiction incompréhensible, nous tenons cependant à en rapporter quelques-uns, de façon que le médecin sache ce qu'il peut exiger.

I. — L'ouvrier n'est pas fondé à réclamer une somme globale représentant les frais médicaux et pharmaceutiques, il est tenu d'en fournir la justification.

(Trib. civil, Narbonne, 6 juin 1900.)

II. — ELECTRO-THÉRAPIE. — Attendu que l'article 4 de la loi du 9 avril 1898....

..... Mais que si la victime a fait elle-même choix de son médecin, le chef d'entreprise ne peut être tenu que conformément aux tarifs adoptés dans chaque département par l'assistance médicale gratuite.

Attendu que dans le département de l'Isère le tarif fixe à 1 fr. 50 la consultation au cabinet du médecin, à 2 fr. la visite à domicile....

..... Attendu que.... le tarif des séances d'électrothérapie à 3 fr. l'une, ne nous paraît pas exagéré.

(Just. de Paix, Grenoble, 10 janv. 1900.)

III. — La fourniture de l'appareil permettant à l'ouvrier de se servir du membre mutilé rentre dans les frais médicaux et pharmaceutiques.

(Trib. civil, Nantes, 7 mai 1900.)

IV. — Le juge pourra ajouter à la rente une **prestation** supplémentaire **annuelle pour fournitures** et renouvellement d'appareil orthopédique.

(Cour d'appel, Pau, 13 décembre 1900.)

V. — **Restent à la charge de l'ouvrier** les honoraires du deuxième médecin appelé par l'ouvrier lui-même, après qu'un premier médecin, dont il avait accepté les soins, a conclu à la guérison.

(Just. de Paix, Mâcon, 20 juin 1900.)

VI. — **Le patron tenu des frais médicaux et pharmaceutiques est obligé indistinctement avec l'ouvrier, le médecin et le pharmacien ; ceux-ci ont donc contre lui une action directe pour le paiement de ces frais.**

(Just. de Paix, Le Havre, 21 nov. 1899.)

VII. — Le patron n'est même pas fondé à prétendre démontrer que la guérison a été retardée par une affection antérieure.

(Just. de Paix, Le Havre, 11 avril 1900.)

VIII. — **La victime d'un accident du travail à qui la loi assure diverses indemnités ne saurait être considérée comme privée de ressources**, la procédure spéciale du recours des hospices au cas d'admission des indigents n'est donc pas applicable au cas d'hospitalisation d'une victime du travail.

(Just. de Paix, Le Havre, 21 novembre 1899.)

COMPÉTENCE. IX. — La cour d'appel est compétente par prorogation conventionnelle de juridiction pour statuer sur une demande de règlement de frais médicaux et pharmaceutiques accessoire à une demande de règlement d'incapacité permanente.

(Cour d'appel, Rouen, 28 février 1900.)

X. — Les demandes en **paiement des frais médicaux** et pharmaceutiques, **sont en tous cas de la compétence des Juges de Paix** et le tribunal civil qui en est saisi accessoirement à une demande de règlement d'incapacité permanente partielle se déclarera incompétent.

Trib. civil, Beauvais, 11 janvier 1900. — Lyon, 24 février 1900.

— Rouen, 22 décembre 1899. — Céret, 13 mars 1900. —

Lyon, 27 mars 1900. — Paris, chambre 4, 2 juillet 1900.

— Saint-Dié, 27 juillet 1900. — Chambéry, 2 décembre 1900.

XI. — **L'action directe du tiers, médecin, pharmacien, ou hospice qui a fait l'avance des frais médicaux ou pharmaceutiques, contre le patron, est de la compétence du Juge de Paix jugeant en dernier ressort.**

(Trib. civil, Le Havre, 11 nov. 1899.)

TARIF. XII. — Le tarif de l'Assistance médicale gratuite n'existant pas dans le département de la Seine, il y a lieu d'appliquer les tarifs d'usage pour fixation du taux des visites médicales.

Just. de Paix, Paris, xiii, 22 décembre 1899. — Paris, xi, 31 janvier 1900. — Paris, xvii, 15 octobre 1900. ♦

..... Par exemple le tarif de la Société de Secours mutuels de la localité.

(Just. de Paix, Courbevoie, 8 mai 1899.)

..... Ou les tarifs des départements voisins, tels que celui du Nord.

(Just. de Paix, Paris, xvii, 15 octobre 1900.)

TRAITEMENT. XIII. — *Le patron n'est pas fondé à invoquer l'insuffisance du traitement médical choisi par la victime.*

(Trib. civil, Valenciennes, 6 juillet 1900.)

XIV. — Le tribunal pourra *retenir la négligence de la victime à se conformer aux prescriptions médicales* et réduire pour cette raison la rente attribuée.

(Trib. civil, Narbonne, 27 juillet 1900.)

EXHUMATION. XV. — L'intérêt que peut avoir une partie à rechercher si un décès subit a été ou non la conséquence d'un accident *n'est pas suffisant pour justifier une demande en autorisation d'exhumation.*
(Trib. civil, Seine, référés, 3 février 1900.)

CERTIFICAT MÉDICAL. XVI. — *Le juge de paix pourra ajouter aux frais médicaux et faire supporter par le patron les frais du certificat médical.*

(Just. de Paix, Grenoble, canton sud, 10 janvier 1900.)

XVII. — Les frais du *certificat médical* nécessaire pour l'hospitalisation de la victime sont à la charge du patron aussi bien que ceux du certificat médical prévu par la loi.

(Just. de Paix, Cérisey, 27 mars 1900.)

XVIII. — *L'ouvrier blessé qui choisit lui-même son médecin, supportera les frais de délivrance du certificat médical, s'il est établi que ces frais auraient pu être évités par l'acceptation de l'assistance du médecin offert par le patron.*

(Just. de Paix, Marseille, 10 octobre 1899.)

En présence de toutes ces difficultés qui venaient s'ajouter à l'exploitation du médecin par les Sociétés de secours mutuels de l'association des médecins de la Gironde avait pris, sur la proposition du Dr Peyre dès l'année 1899, la résolution d'organiser un tarif spécial concernant les accidents. Nous ne pouvons manquer de le reproduire pour montrer combien en acceptant les tarifs des Compagnies les praticiens sont restés au-dessous de la vérité. (1)

TARIF DES HONORAIRES MÉDICAUX EN CAS D'ACCIDENTS (2)

(Application de la loi du 9 avril 1898)

1^o Constatation d'accident avec certificat de déclaration à la mairie et son duplicata pour la Compagnie, et certificat de guérison, sans soins médicaux : 10 francs.

(1) D'autres tarifs ont été proposés, entre autres le tarif ouvrier proposé par le concours médical (1897).

(2) Rep. de méd. et chir. prat. octobre 1899.

2° Honoraires dans le cas d'accidents avec soins médicaux, mais sans intervention chirurgicale d'aucune sorte :

Constatacion et certificats : 10 fr.	} 15 francs.
Soins médicaux..... : 5 fr.	

3° Honoraires dans le cas d'accidents avec soins médicaux et intervention chirurgicale :

Constatacion et certificats..... 10 fr.	} 20 francs.
Soins médicaux avec intervention de	
petite chirurgie..... 10 fr.	

En cas d'intervention de grande chirurgie, le chiffre de 20 francs sera majoré du chiffre correspondant au tarif de grande chirurgie établi plus bas.

4° Certificat supplémentaire délivré pendant le traitement : 5 francs.

Petite chirurgie.

Sont considérées comme opérations de petite chirurgie, les interventions suivantes :

Incisions ; — débridements ; — ponctions au bistouri ou au thermocautère ; — anesthésie locale ; — rapprochement des plaies par suture simple ; — extraction de corps étrangers superficiels ; — ablation d'esquilles libres ; — section de parties molles condamnées ; — hémostase (sauf les ligatures de certaines artères prévues au tarif de grande chirurgie) ; — massage ; — électrisation ; — saignée ; — application de ventouses ; — pansements de brûlures ; — traitement de l'asphyxie ; — évacuation de foyers sanguins ; — taxis ; — réduction des luxations des doigts (sauf le pouce porté au tarif de grande chirurgie) ; — réduction de luxation des orteils ; — injections sous-cutanées (morphine, caféine, sérums, etc.) ; — extraction de corps étrangers de l'œil ; — cautérisations par les caustiques ; — applications de pointes de feu ; — cathétérisme des voies urinaires ; — extraction de corps étrangers du nez ou de l'oreille ; — avulsion des dents.

TARIF DE GRANDE CHIRURGIE

(Dont le chiffre vient s'ajouter au tarif à forfait inscrit plus haut)

Luxations.

Pouce	Fr. 10	Epaule	Fr. 30
Mâchoire inférieure	10	Pied.....	20
Poignet.....	10	Genou.....	40
Coude.....	30	Hanche.....	80

Fractures.

Crâne (ablation d'esquilles ; fracture de la base)....	Fr. 20
— (trépanation).....	50
Os de la main.....	10
Os du pied.....	15
Côtes.....	10
Maxillaire inférieur.....	20
Clavicule.....	20
Extrémité inférieure du radius.....	40
Avant-bras.....	15
Coude	30
Bras.....	25
Epaule.....	30
Pied (intéressant l'articulation tibio-tarsienne).....	50
Péroné.....	20
Jambe	40
Rotule.....	50
Fémur (diaphyse).....	80
— (extrémité supérieure).....	100
Bassin.....	40
Colonne vertébrale.....	100
Pour les fractures compliquées, quel que soit le siège de la fracture, il sera perçu en plus.....	20

Amputations et Désarticulations.

Doigts.....	Fr. 15	Bras	Fr. 60
Orteils	15	Epaule	100
Métacarpiens.....	20	Pied.....	50
Métatarsiens	20	Jambe.....	80
Poignet.....	40	Genou.....	100
Avant-bras	40	Cuisse.....	100
Coude.....	60	Hanche.....	150

Ligatures d'artères.

Sous-clavière.....	Fr. 60	Cubitale.....	Fr. 20
Iliaque externe....	60	Radiale.....	20
Humérale.....	40	Tibiale.....	20
Fémorale.....	40	Péronière.....	20
Poplitée.....	40		

Opérations diverses.

Sutures des tendons.....	Fr. 50
— des nerfs.....	50
Uréthrotomie externe.....	100
Ponction de la vessie (la première).....	20
— — (les suivantes).....	10
Kélotomie.....	100
Trachéotomie.....	100
Laparotomie.....	209
Extraction de corps étrangers des tissus profonds..	39
Thoracentèse.....	30
Paracentèse (la première).....	20
— (les suivantes).....	10
Phlegmon diffus (incisions multiples et drainages)..	30
Plaies étendues du crâne ou de la face.....	10
Brûlures étendues du 3 ^e degré au 5 ^e degré (traitement).	30
Anesthésie générale (pour les cas de petite chirurgie).	10
— — (pour les cas de grande chirurgie)	20
Première visite d'urgence la nuit.....	5

Consultations entre confrères

Pour chaque médecin consultant.....	Fr. 10
Assistance et coopération à une opération de grande chirurgie, le tarif pour chacun des aides sera :	
Opérations tarifées jusqu'à 40 francs.....	Fr. 10
— — au-dessus de 40 francs....	le 1/4 du tarif.

Spécialistes

Dans le cas où l'intervention d'un spécialiste est nécessaire, les honoraires sont à débattre.

Lésions multiples

En cas de lésions multiples, le tarif sera appliqué entier pour la plus grave ; réduit de moitié pour les autres.

Frais de déplacements

Dans le cas où le blessé habite en dehors de la résidence du médecin, il est alloué 50 centimes par kilomètre à l'aller.

Ce tarif n'est nullement exagéré, il est encore inférieur de beaucoup à celui que la plupart des médecins de mon département d'origine prennent pour leurs soins et leurs visites ordinaires.

Il serait à désirer que nos collègues s'inspirent de ce tarif et se solidarisent en refusant leur concours aux Compagnies d'assurances. Car si dans ces tarifs comparatifs on constate que parfois l'assurance donne plus que l'Assistance médicale, on doit se souvenir que la Loi du 15 juillet 1893 s'adresse aux indigents.

Puisque nous sommes au chapitre des rapports du médecin avec les compagnies, disons qu'il est à notre avis préférable que les médecins ne se solidarisent pas avec les Compagnies pour ce qui est des intérêts personnels de ces Compagnies, qu'ils doivent estimer la durée de l'incapacité de travail en toute liberté, s'inspirant de la pratique des uns ou de la statistique des autres. Car ils supprimeront ainsi les difficultés qui peuvent survenir entre patrons et compagnies.

Entre médecins et Compagnies ils supprimeront les expertises contradictoires qui à la longue pourraient jeter sur le corps médical un certain discrédit, et même agissant ainsi ils rendront, nous en sommes certains, de grands services à ces Compagnies, parce qu'ils préviendront leurs errements.

La question de l'admission dans les hôpitaux et hospices des victimes des accidents du travail hospitalisées au tarif des indigents, est pleine d'actualité. Des voix plus autorisées que la nôtre se sont engagées dans la discussion.

Nous sommes heureux de pouvoir, grâce à la bienveillance de M. le professeur Bousquet, directeur de l'Ecole de Médecine de Clermont-Ferrand, reproduire le document ci-dessous, résultat de la discussion provoquée par une lettre ouverte du docteur Bousquet (*Semaine Médicale*, 1901, n° 43).

Répondant à l'appel de M. le docteur Bousquet (de Clermont), nombre de chirurgiens des hôpitaux de province se sont réunis le 22 octobre, à 2 heures, dans la salle de correspondance du Congrès.

M. le docteur Bousquet remercie ses confrères d'avoir bien voulu répondre à son appel, et leur expose, très simplement, le but de cette réunion ; « La loi sur les accidents du travail, dit ce chirurgien, est violée chaque jour au détriment du corps médical tout entier. En effet, lorsqu'un ouvrier est blessé un peu sérieusement, on l'envoie à l'hôpital le plus voisin, où il est hospitalisé d'après le tarif appliqué aux indigents. Ce tarif payé, le patron, *responsable d'après la loi* des soins médicaux, se considère et est en réalité absolument quitte des honoraires. Or, *d'une part le médecin praticien, qui aurait dû soigner le blessé s'il n'avait pas été hospitalisé, est frustré de ses honoraires* ; d'autre part, *le chirurgien de l'hôpital qui a fait le travail ne touche pas davantage*. Il en résulte pour la corporation médicale tout entière une perte annuelle qui se chiffre par plusieurs millions (15 millions pour le département de la Seine seulement). Le docteur Bousquet demande à ses confrères de se réunir, de se grouper pour faire cesser semblable abus, si préjudiciables aux intérêts du corps médical. La question n'est pas simple, ajoute-t-il ; cependant il y a déjà eu des tentatives louables, en ce sens. Plusieurs de nos confrères : 1° Le *Syndicat des médecins du Jura*, 2° le docteur Panné à Nevers, et d'autres confrères ont obtenu des commissions administratives qu'elles inscrivent dans leurs Statuts que les malades hospitalisés payant 2, 2,50 ou 3 fr. suivant les régions, devaient

en même temps acquitter les honoraires médicaux. Le Syndicat des médecins du Jura, qui pour la circonstance a accepté le tarif Girondin pour les soins à donner aux blessés, a fait admettre que « les médecins des hôpitaux ont droit aux mêmes honoraires pour les soins qu'ils donnent aux blessés dans leurs services d'hôpitaux. » Il y a là un exemple à suivre et M. le docteur Bousquet engage ses collègues à agir en ce sens près des administrations hospitalières. M. le docteur Lande, de Bordeaux, fait remarquer que les médecins et chirurgiens des hôpitaux ont le tort de ne pas connaître suffisamment le règlement type de l'administration hospitalière ; il est dit dans ce règlement que l'hôpital doit être réservé aux indigents ; *quiconque n'est pas indigent doit payer non pas seulement les frais d'hospitalisation, mais les dépenses engagées par l'administration hospitalière, c'est-à-dire les frais médicaux et pharmaceutiques*. Le docteur Lande démontre combien l'hospitalisation au prix des indigents, c'est-à-dire à 2, 3 et 5 fr. par jour, des malades qui peuvent payer, est préjudiciable aux intérêts de l'assistance. Ainsi un malade à qui on pratique une laparotomie coûte à l'hôpital, rien que pour frais d'opération, de médicaments et de pansements, au moins 150 fr. ; s'il reste un mois à l'hôpital à 3 fr. par jour, et verse 90 fr., et nous avons montré que son opération seule a occasionné 150 fr. de dépense, qui paye le reste ? *L'assistance médicale gratuite ou mieux, les indigents*. Il y a donc là une situation contre laquelle tous doivent protester et M. Lande est persuadé que l'on aura gain de cause.

M. le docteur Bousquet résumant la discussion, met aux voix les propositions suivantes :

1^o Les chirurgiens des hôpitaux de France, venus à Paris à l'occasion du 14^e Congrès de Chirurgie et réunis le 22 octobre 1901 à la Faculté de médecine, après avoir pris connaissance de l'ordre du jour voté à l'unanimité le 18 octobre par le *Comité national permanent de médecine profession-*

nelle, organe de toutes les sociétés de défense des intérêts du corps médical.

Déclarent approuver les termes de cet ordre du jour et confient à ce comité, dont les membres présents l'acceptent, le mandat de poursuivre avec la plus grande activité la réalisation des vœux énoncés dans la susdite formule. »

Ces propositions sont votées à l'unanimité.

Sur la demande de la majorité des confrères, l'Assemblée félicite le docteur Bousquet de son initiative, et fait des vœux pour que les pouvoirs publics s'occupent au plus vite de ces diverses questions.

Le *Président*, D^r H. BOUSQUET (de Clermont-Ferrand).

Le *Secrétaire*, D^r H. REYNÈS (de Marseille).

VŒUX DU COMITÉ PERMANENT

1^o *Que le Comité national permanent*, créé par le Congrès de déontologie et de médecine professionnelle de 1900, porte et soutienne de toutes ses forces, devant le Sénat, les conclusions des études publiées par le *Concours Médical*, l'*Union des Syndicats médicaux* et le *Syndicat des Médecins de la Seine*, tendant à l'adoption intégrale du texte d'un nouvel article 4 de la loi accidents, tel que ces Sociétés l'ont rédigé ; 2^o Que ce même Comité, organe autorisé de tous les médecins de France et de leurs diverses sociétés de défense professionnelle, s'assure, en vue de cette campagne, le concours de la Direction de l'Assistance au Ministère de l'Intérieur, du Conseil supérieur de l'Assistance publique, du Congrès d'assistance familiale, du Directeur de l'Assistance publique de la Seine, du Groupe médical parlementaire ; 3^o Qu'il demande au Gouvernement, en attendant le vote de l'article proposé, de rappeler, par circulaire, aux

Commissions administratives d'hôpital, qu'elles ont le devoir de se protéger contre l'hospitalisation abusive des victimes du travail, en informant les responsables, lorsqu'ils amènent un blessé : a) Que les frais de séjour sont fixés à....., prix supérieur à celui qui s'applique à l'indigent ; b) que les honoraires des médecins et pharmaciens, et autres frais du traitement, sont dus à part et pourront être versés à l'administration hospitalière qui en fera la répartition, si les responsables préfèrent ce mode de paiement à celui du versement direct aux ayants-droit ; 4° Qu'à défaut d'application de ces diverses mesures, chaque chirurgien d'hôpital, avant d'entamer le traitement d'une victime du travail, informe le chef d'entreprise que ses honoraires ne sont pas compris dans les frais de séjour, et qu'il se réserve d'en poursuivre le recouvrement au cas où ils ne lui seraient pas versés par l'intermédiaire de l'administration de l'hôpital.

N. B. — Le texte proposé pour le nouvel article 4 à présenter au Sénat est ainsi conçu :

Le chef d'entreprise est toujours et directement responsable : 1° des frais médicaux pour constatations et pour soins donnés à domicile ou à l'hôpital ; 2° des frais pharmaceutiques ; 3° des frais de pension hospitalière et de traitements spéciaux fournis par l'hôpital ou un autre établissement ; 4° des frais funéraires. Ces derniers sont évalués à la somme de cent francs au maximum.

La victime, au moment de l'accident ou en cours de traitement, est toujours libre de choisir par elle-même ou par ses représentants, son médecin et son pharmacien parmi ceux du voisinage. Mais, en cas de contestation, les frais médicaux et pharmaceutiques sont fixés par le juge de paix du canton, quel qu'en soit le montant, conformément au tarif ouvrier de la région.

Le chef d'entreprise pourra proposer à l'agrément du juge de paix la désignation d'un médecin qui sera chargé de le renseigner périodiquement sur tout ce qui le touche dans l'état de

la victime, par des visites faites dans des conditions qui ne nuisent pas au traitement.

Ce document vient de paraître, à la veille de notre soutenance de thèse. Nous avons tenu à l'ajouter à notre mémoire parce qu'il est, dans la grande ville universitaire, le cri d'alarme.

Nous pourrions discuter quelques points particuliers de ce projet, mais nous sommes déjà trop heureux de voir que tout le monde se ligue contre l'exploitation de la profession médicale. D'ailleurs il est fort probable que, les pouvoirs publics s'intéressant à notre cause, il se produira des modifications au texte proposé. C'est à nous d'orienter ces modifications dans le sens le plus favorable à l'exécution du projet, des législateurs de 1898.

Et maintenant, bien instruits de la Loi, les médecins sauront à qui ils doivent réclamer leurs honoraires, quels honoraires, et au bout de combien de temps après la guérison de la victime ils pourront obtenir satisfaction.

Quelles sont les professions auxquelles s'applique la Loi (1).

Au début de l'application de la Loi, de continuelles difficultés survenaient pour savoir quelles étaient les industries qui devaient s'y soumettre. Ce trouble a été la cause qui a motivé une série d'avis du comité consultatif des assurances contre les accidents du travail.

Nous signalons le deuxième avis, en date du 31 mai 1899 concernant la profession médicale :

« Saisi par M. le Ministre d'une demande du Docteur X...
« tendant à l'interprétation de l'art. 29 de la Loi du 4 avril
« 1898.

« Considérant que, contrairement à l'opinion du pétitionnaire,
« les règlements d'administration publique rendus pour l'exé-
« cution de la Loi ne pouvaient, en l'absence de délégations
« sur ce point, résoudre les difficultés sur ce point, que d'ailleurs
« le texte des dispositions combinées des articles 4, 11, et 24
« de la Loi, suffit à faire ressortir les intentions du législateur ;

Est d'avis :

1^o Que le premier alinéa de l'article 29, en édictant la délivrance gratuite, le visa pour timbre et l'enregistrement gratis

(1) Voir la circulaire du Ministre du Commerce du 8 juin 1901.

des procès-verbaux, certificats, actes de notoriété, significations, jugements et autres actes faits ou rendus en vertu et pour l'exécution de la loi, n'a évidemment entendu viser que la gratuité au compte du Trésor, sans imposer à des tiers des charges sans compensation; qu'aussi bien, le second alinéa de cet article prévoit expressément la fixation des « émoluments » des greffiers et qu'en effet ces émoluments ont été déterminés par un décret du 5 mars 1899; que, dès lors, les dispositions générales de l'article 29 ne paraissent point opposables aux médecins appelés à délivrer des certificats;

2° Que, dans le cas prévu par l'article 11, un « certificat de médecin » devant être joint à la déclaration d'accident, le chef d'entreprise se trouve astreint, sous les sanctions de l'article 31, à cette production complémentaire, aussi bien qu'à la déclaration elle-même; qu'il est donc tenu de se procurer à ses frais le certificat médical, ainsi du reste que l'a déjà établi l'interprétation administrative pour l'exécution des dispositions identiques contenues dans les lois des 2 novembre 1892 et 12 juin 1893; qu'il en est évidemment de même de la victime de l'accident et de ses représentants si usant de la faculté réservée par la loi, ils prennent l'initiative de la déclaration de l'accident;

3° Que, dans le cas prévu par l'article 12, le juge de paix pouvant « désigner un médecin pour examiner le blessé », les honoraires de ce médecin doivent être admis en taxe, d'après les tarifs civils, comme en toute autre matière judiciaire;

4° Qu'enfin, dans le cas prévu par l'article 4, s'agissant de « frais médicaux » proprement dits et ces frais devant être « supportés » par le chef d'entreprise, le médecin traitant a le droit de répéter ses honoraires d'après les conventions ou l'usage, sous la seule réserve de l'application par justice du tarif de l'assistance médicale gratuite, au cas où il est directement appelé par la victime de l'accident.

Les autres avis intéressent les différentes professions auxquelles s'applique la loi, ou plus exactement donnent la

solution des différentes questions qui ont été soumises à ce comité.

Depuis, le Ministre du commerce a publié à la date du 8 juin 1901, la série définitive qui probablement ne subira aucune modification et qui résoud toutes les questions. Parue depuis quelques mois seulement, il nous a paru intéressant de la signaler parce qu'elle montrera aux praticiens dans combien de circonstances il pourra être fait appel à leur art. Ceci les mettra en garde contre les exigences tant patronales qu'ouvrières et leur permettra de faire œuvre utile.

De cette liste nombreuse, nous pouvons détacher ce qui intéresse « les accidents causés dans les exploitations agricoles par l'emploi des machines mues par des moteurs inanimés ». A tout moment, les praticiens de la campagne peuvent être aux prises avec ces accidents, et il est utile de savoir quel avis le médecin peut donner aux victimes ignorantes de leurs droits.

Cette question a fait l'objet d'une loi (30 juin 1899), que nous reproduisons en entier.

ARTICLE UNIQUE. — Les accidents occasionnés par l'emploi de machines agricoles mues par des moteurs inanimés et dont sont victimes, par le fait ou à l'occasion du travail, les personnes, quelles qu'elles soient, occupées à la conduite ou au service de ces moteurs ou machines, sont à la charge de l'exploitant dudit moteur (1).

(1) En ce qui concerne la Caisse nationale d'assurance contre les accidents, les difficultés relatives à l'assurance des exploitants de batteuses agricoles ont été résolues par une circulaire du Directeur

Est considéré comme exploitant l'individu ou la collectivité qui dirige le moteur ou le fait diriger par ses préposés.

Si la victime n'est pas salariée, ou n'a pas un salaire fixe, l'indemnité due est calculée, selon les tarifs de la loi du 9 avril 1898, d'après le salaire moyen des ouvriers agricoles de la commune.

En dehors du cas ci-dessus déterminé, la loi du 9 avril 1898 n'est pas applicable à l'agriculture.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'Etat.

Fait à Paris, le 30 juin 1899.

EMILE LOUBET.

Par le Président de la République :

*Le Ministre du Commerce, de l'Industrie,
des Postes et des Télégraphes,*

A. MILLERAND.

Depuis cette époque ceux qui emploient les machines agricoles se sont mis au courant des exigences de la loi, des accidents sont arrivés, des jugements ont été rendus. Il est intéressant pour le médecin, de savoir ce que l'on pourra faire d'un certificat qu'il sera appelé à délivrer et dans quelles circonstances il y aura nécessité à ne pas tarder de satisfaire au désir de la victime.

Le plus souvent à la campagne, il y a des entrepreneurs qui possèdent une locomobile à vapeur, ils vont de ferme en ferme battre le grain, parfois le fermier possède une batteuse, tantôt l'entrepreneur la loue en même temps que la locomobile. L'entrepreneur loue la locomobile et four-

général de la Caisse des dépôts et consignations en date du 25 juillet 1899.

nit le conducteur de la machine, rarement il fournit les ouvriers qui assurent le fonctionnement de la batteuse. Ce fonctionnement est assuré par des domestiques de la ferme, des voisins complaisants, des travailleurs agricoles, — tout le monde travaille ensemble et est exposé aux mêmes risques — risques d'autant plus grands que ces hommes sont inexperts, n'étant qu'une fois par an en contact avec la machine, pleins d'entrain et manquant quelquefois de prudence par ignorance du danger imprévu auquel ils s'exposent.

La loi du 9 avril 1898 avait négligé cette fraction ouvrière, la loi du 30 juin 1899, rapportée plus haut, a réparé cette injustice.

Toutes les personnes occupées à la conduite ou au service de la machine agricole sont considérées comme étant des ouvriers de l'entrepreneur propriétaire de la machine, et peuvent invoquer la loi; à lui incombe la charge du paiement des indemnités.

Les entreprises industrielles annexées à l'exploitation agricole, telles que distilleries et sucreries, participent au même bénéfice.

Citons à cet égard quelques jugements qui permettront au médecin de prévoir les circonstances dans lesquelles il pourra lui être demandé un certificat ou des soins médicaux dont l'indemnité tombe sous le coup de la loi.

I. — La responsabilité de l'agriculteur dans un accident causé par une batteuse qui ne lui appartient pas, ne peut être établie que d'après le droit commun, et l'ouvrier qui l'invoque doit prouver la faute de l'agriculteur.

(Trib. civil, Angers, 12 déc. 1899.)

Confirmé en appel, Angers, 16 janvier 1900.

II. — L'ouvrier agricole blessé en tombant d'une meule de paille qu'il élevait dans une grange voisine de la cour de la ferme où fonctionne une batteuse, ne travaille pas dans le rayon d'action de la machine. Cet accident est soumis au droit commun.

(Trib. civil, Limoges, 29 déc. 1899.)

Confirmé en appel, Limoges, 14 février 1900.

III. — Mais l'ouvrier blessé en tombant d'une voiture d'où il faisait les gerbes à la batteuse est victime d'un accident prévu et régi par la loi du 30 juin 1899.

(Trib. civil, Argentan, 9 janvier 1900.)

IV. — L'accident survenu pendant son travail à l'ouvrier occupé au service d'une batteuse, mais qui aurait pu survenir dans tout autre travail agricole n'est pas régi par la loi du 30 juin 1899.

(Trib. civil de Saint-Calais, 25 juin 1900.)

Tous les accidents de cette nature ne sont pas très fréquents ; cependant à la campagne, à l'époque de la moisson ils constituent pour le praticien une des occasions les plus fréquentes d'observer des cas chirurgicaux. Instruit de ce fait, le praticien pourra être plus utile à la population rurale qui souvent demande au praticien quelle marche doit suivre l'affaire, et ce que doit faire la victime.

Pendant les travaux agricoles de l'été 1901, nous avons eu l'occasion de rencontrer plusieurs accidents ; fractures de côtes, arrachements des doigts, et une contusion du genou avec épanchement sanguin intra-articulaire. Dans ces diverses circonstances, les entrepreneurs de battage étaient assurés à des compagnies qui ont résolu la question conformément à la loi. Notons cependant que les victimes se croyaient dans l'obligation absolue de réclamer les soins du médecin de la Compagnie. C'est un point que nous

avons déjà signalé et qui mérite l'attention du praticien et et aussi celle des pouvoirs publics.

La plupart du temps, les travailleurs agricoles viennent d'une région quelconque de la France, parfois même de Belgique, et il serait nécessaire de les instruire de leurs droits.

Documents relatifs aux travaux de l'Exposition universelle de Paris 1900

Nous avons pensé que dans cette grande entreprise des travaux de bâtiments nous pouvions trouver de nombreux renseignements sur ce qui concerne les accidents survenus à l'occasion du travail. L'industrie spéciale du bâtiment apporte un fort contingent de victimes auxquelles s'applique la loi de 1898. Mais lors de l'organisation de cette vaste entreprise, la plus importante que nous connaissions jusqu'alors, la loi de 1898 n'était pas encore votée ; par suite de cette circonstance :

D'une part, les victimes n'ont pu, en grande partie, bénéficier de la loi.

D'autre part, les observations médicales n'ont pu être enregistrées qu'avec une prévoyance toute spéciale bien différente de cette prévoyance sociale qu'est la loi que nous étudions.

Ainsi (1) l'indemnité était accordée sous forme de *secours pécuniaire*.

Exposition universelle de 1900. Service médical: Texte réglementaire (art. iv, art. vi).

« Quand la blessure ou la maladie entraînera une interruption obligée de travail, dûment constatée par un
« certificat du médecin de l'Exposition, l'ouvrier recevra
« pendant la durée de cette interruption la moitié de son
« salaire normal s'il est soigné à domicile ou si, étant
« soigné à l'hôpital, il est soit marié, soit veuf avec enfants mineurs, soit soutien de parents infirmes ou âgés
« de plus de 60 ans. Lorsque la blessure ou la maladie aura
« amené une incapacité permanente de travail, l'allocation de moitié du salaire normal se prolongera pendant un an.

« Quand un ouvrier marié, veuf avec enfants mineurs ou soutien de parents infirmes ou âgés de plus de 60 ans, aura succombé à la blessure ou à la maladie, un secours de 1000 francs sera accordé soit à sa veuve, soit à sa famille.

« Le montant du secours ainsi fixé pourra être augmenté par décision du Commissaire général si des circonstances spéciales le justifient.

« Dans tous les cas, les ouvriers devront accepter sans recours la liquidation arrêtée par le Commissaire général.

« Art. 6. — Il sera pourvu aux dépenses du service médical et à celles du secours au moyen du prélèvement de 1 % sur les décomptes des entrepreneurs. »

Il faut féliciter ceux qui avaient pris l'initiative d'une semblable protection tout en tenant compte de la faiblesse et de l'arbitraire de ses moyens d'action.

De la parcimonie avec laquelle on accordait des secours, par suite du règlement officiel concernant la cons-

titution de cette caisse de secours, nous ne pouvons rien conclure en ce qui concerne la réduction du salaire, d'ailleurs nous réservons aux magistrats l'interprétation de la réduction du salaire, nous, médecins, ce qui nous intéresse dans l'application de la Loi, c'est *la durée de l'incapacité du travail ; et la nature de cette incapacité.*

C'est à ce point de vue que nous avons essayé de profiter de ces éléments d'étude par les documents accumulés à l'occasion des travaux de l'Exposition, nos recherches avaient au début porté sur beaucoup de points, mais nous n'avions pas songé au manque d'unité possible dans les documents qui ont été mis à notre disposition grâce à la bienveillance de MM. les D^{rs} Housquain et Rauzier, attachés spécialement à ce service. Cependant les renseignements les plus complets, les mieux documentés, les observations médicales les plus scrupuleuses, nous ont été fournis au poste des Champs-Élysées, et au poste des Invalides.

Après avoir examiné les fiches que l'Administration avait fait établir en vue de la statistique médicale, nous avons arrêté notre choix sur la statistique de l'année 1899, année la plus complète au point de vue de la fréquence des accidents et de la multiplicité des travaux. Au cours de cette année, les observations ayant été prises d'une façon plus exacte aux Postes des Invalides et des Champs-Élysées, nous avons définitivement arrêté notre choix sur ces deux services pour la période de l'année 1899. Nous avons intentionnellement négligé tous les accidents ou maladies accidentelles ayant provoqué une 'incapacité' de travail inférieure à 8 jours. Nous n'avons retenu que ceux qui ont paru intéressants au point de vue de l'intérêt

qu'il peut y avoir pour les médecins à prévoir la date probable de la reprise du travail, ou la nature de la complication qui a pu retarder la guérison.

Certainement ces renseignements seront très sommaires, puisque la valeur des documents que pouvait fournir cette vaste entreprise n'a pas été prévue, et que l'attention du médecin n'a pas été dirigée vers ce point spécial ; néanmoins ce sont des éléments utiles, et nous pensons qu'ultérieurement, dans une entreprise aussi importante, on ne laissera pas s'égarer ou se perdre d'aussi précieuses ressources pour l'amélioration ou la plus grande facilité d'application de la loi.

A côté de ces cas, que nous rapportons dans le tableau ci-dessous, nous avons recherché quelles pouvaient être les causes les plus fréquentes de la mortalité dans l'industrie du bâtiment.

Tableau A. — Il nous a été permis à cet égard de réunir tous les cas de décès, survenus dans les chantiers depuis 1897, on constate ainsi que dans la plupart des cas la mort est due à une fracture du crâne.

Tableau B. — Enfin, dans un 3^e tableau nous avons réuni les affections traumatiques portant plus particulièrement sur les yeux, et sur le squelette. On y relève surtout la grande fréquence des lésions oculaires, et des lésions du membre supérieur.

Quoiqu'il y ait autant de modes réactionnels à l'infection et au traumatisme que d'individus blessés, le médecin pourra, je pense, tirer quelque profit de ces renseignements parce qu'il saura le plus souvent comment formuler un

pronostic, et comment diriger son traitement. C'est toujours autour des limites que l'on rencontre dans cette statistique que la victime pourra reprendre son travail, document d'autant plus intéressant que ces hommes ont presque tous été soignés à domicile, ce qui serait en rapport avec l'esprit du législateur qui a laissé à la victime le choix de son médecin.

DOCUMENTS RELATIFS AUX ACCIDENTS DU TRAVAIL SURVENUS AU
COURS DES TRAVAUX DE L'EXPOSITION UNIVERSELLE DE 1900
(*Industrie du Bâtiment.*)

	Ouvriers blessés ou malades	Accidents chirurgi- caux	Maladies non trau- matiques	Indemnités versées aux victimes	
				Fr.	c.
Jusqu'à l'ouverture de l'Expo- sition	9.879	9.808	71	88.893	22
Depuis l'ouverture jusqu'au 1 ^{er} juillet 1901	4.602	4.389	213	27.795	52
Total général	14.481	14.197	284	117.688	74

POSTE MÉDICAL DES CHAMPS-ÉLYSÉS

1899

OUVRIERS EMPLOYÉS 17.238	JOURNÉES fournies 517.829	JOURNÉES DE CHOMAGE 5.264
Blessures de tête.	186	Blessures légères. 825
— du tronc.	111	Graves inflammations 222
— membre supér.	520	Entorses, luxations, 82
— membre infér.	298	contusions. 82
Maladies non traumatiq.	56	Fractures. 34
Total DES BLESSÉS.	1.171	Morts. 8
		1.171

Numéro de l'observation	Profession ou nature des travaux	Nature de la lésion	Durée de l'incapacité de travail	Complication
		Tête		
1444	boulonnage.	Coup de massue sur le front, contusion. 12 points de suture.	18 j.	
1337	maçon.	plaie contuse cuir chevelu. 4 points suture.	11 j.	
2324	charpente fer	plaie contuse cuir chevelu. 6 points de suture.	13 j.	
1639	maçon.	plaie contuse de la région malaire et de la région frontale, contusion lombaire. chute de 2 ^m 50 de hauteur.	16 j.	
1733	charpentier.	phlegmon du cou.	16 j.	
2359	maçon.	plaie contuse cuir chevelu et violente contusion lombaire 4 points suture.	20 j.	
2509	charpente en fer.	plaie contuse, cuir chevelu. 3 sutures.	12 j.	
275	charpente en fer.	chute de 5 mètres. contusions multiples plaie aux lèvres et au menton.	40 j.	
1814	charpente.	blessé par un levier, fracture du maxillaire infér. ouverte au dehors.	65 j.	
2090	manœuvre.	chute de 15 mètres, plaie contuse cuir chevelu, commotion cérébrale.	66 j.	
1590	charpente en fer.	chute de 3 mètres. commotion cérébrale, suite de chute sur les talons.	45 j.	
1500	métaux.	furoncle de la nuque.	73 j.	

Numéro de l'observa- tion	Profession ou nature des travaux	Nature de la lésion	Durée de l'incapacité de travail.	Complication
Œil				
4568	maçon.	gravats œil droit, ulcération cornée, hypopion conjonc- tive.	39 j.	
1777	peintre.	kératite, œil droit.	20 j.	
1759	charpentier.	plaie transversale, cornée œil droit.	16 j.	
2217	charpente en fer.	plaie contuse œil gauche, barre de fer.	40 j.	
Tronc				
1617	maçon.	fracture de côtes.	30 j.	
2140	terrassier.	contusion paroi tho- racique latérale g.	16 j.	
2178	manœuvre.	contusion du thorax, côté gauche.	15 j.	
2328	ciment.	fracture 6 ^e côte gau- che.	26 j.	
2348	ciment.	fracture du côté, forte contusion du thorax.	25 j.	
2298	ravaleur.	contusion thorax.	14 j.	
1804	ciment.	plaie de poitrine non pénétrante, li- gature d'intercost.	15 j.	
1752	maçon.	contusion thorax.	20 j.	
1757	maçon.	fracture extrémité externe de la clavi- cule gauche.	20 j.	
1389	bardeur.	contusion thorax et fracture de côtes.	21 j.	
1771	charpentier.	contusion thoraci- que, région précor- diale.	13 j.	
2090	manœuvre.	chute de 15 m., fract. clavicule g. et pé- roné g. plaie con- tuse cuir chevelu, commot. cérébrale.	66 j.	

Numéro de l'observation	Profession ou nature des travaux	Nature de la lésion	Durée de l'incapacité de travail	Complication
2141	maçon.	fracture de 3 côtes à droite, contusions multiples.	44 j.	raccourcissement du membre inf. g., esquilles.
1623	maçon.	contusion sternum, chute de 2 m. de haut.	15 j.	
1399	bardeur.	rupture muscul. partielle du grand pectoral, petite plaie contuse annulaire.	15 j.	
Abdomen.				
4324	maçon.	contusion abdomen.	8 j.	
1641	ciment.	contusion hanche gauche, foulure du poignet gauche.	14 j.	
4409	ravaleur.	fract. du bassin, fémur g. et maxillaire inférieur.	190 j.	
Lumbago <i>Dit tour de reins</i> Fréquentes ruptures de fibrilles musculaires, avec ecchymoses consécutives. Suite d'effort violent.				
1616	tailleur de pierre.	contusion lombaire.	9 j.	
4624	maçon.	contusion lombaire.	10 j.	
4478	revêtement.	contusion lombaire.	8 j.	paraplégie incomplète.
4421	charpentier.	contusion lombaire.	16 j.	
2268	maçon.	contusion lomb. et vaste ecchymose.	10 j.	
1642	ouvrier métallurgiste.	rupture musculaire lombaire.	14 j.	
1977	charpentier.	forte contusion lombaire.	15 j.	
2015	moul. du fer.	rupture musculaire lombaire.	10 j.	paraplégie incomplète.
4459	maçon.	contusion lombaire, commot. médull.	66 j.	

Numéro de l'observation	Profession ou nature des travaux	Nature de la lésion	Durée de l'incapacité de travail	Complication
		Membre supérieur. Doigts		
1436	maçon.	écrasement doigts, main gauche.	42 j.	lymphangite et abcès.
1605	maçon.	contusion artic. phalango-phalangien, index droit.	43 j.	
1633	maçon.	panaris de la gaine de l'annul. gauche.	48 j.	
1494	maçon.	panaris.	10 j.	
1341	maçon.	panaris pouce droit.	42 j.	
1471	fondation de pont par compress.	plaie contuse index main gauche.	47 j.	
1318	bardage	section presque tot. phalangette médius gauche.	60 j.	
1578	charpentier.	plaie annulaire droit suppurée.	48 j.	
1391	boulonnage.	plaie contuse dernière phalange du 3 ^e de la main dr.	12 j.	
1401	travaux des ponts.	plaie contuse, annulaire g., section par arrachem. de l'extrémité du médus g.	27 j.	
1387	mécanicien chauffeur	écrasement 1 ^{re} phalange de l'index de la m. g.	66 j.	
2072	maçon.	plaie contuse du pouce, arrachement de la pulpe.	20 j.	
2220	ciment armé.	contusion du pouce et arrachement de l'ongle.	10 j.	
1672	maçon.	panaris pulpe du pouce dr.	40 j.	
1673	ravalement.	luxation carpo-métacarpienne du pouce dr.	15 j.	

Numéro de l'observation	Profession ou nature des travaux	Nature de la lésion	Durée de l'incapacité de travail	Complication
1840	charpente.	écrasement phalange du médus dr.	10 j.	chute de l'ongle.
1848	métaux.	écrasement phalange du médus dr. avulsion de l'ongle.	15 j.	
1937	ravalement.	forte contusion du pouce dr.	12 j.	
1928	charpente.	plaie contuse, annulaire et auriculaire dr., avulsion de l'ongle.	12 j.	
1733	couvreur.	panaris auricul. dr.	12 j.	nécrose de la phalange.
1488	maçon.	panaris auricul. dr. consécutif à une piqûre par un clou.	50 j.	
1477	maçon.	plaie contuse médus dr. et panaris.	36 j.	
1695	maçon.	contusion auriculaire g.	11 j.	
2375	bardage.	arrachement de la pulpe auriculaire m. g.	13 j.	érythème iodofonné.
2492	charpentier.	plaie contuse face palmaire de l'index g.	18 j.	
2461	bardage.	arrachement phalange du 4 ^e d. m. g., section partielle de l'os.	48 j.	
2404	maçon.	arrachement phalange du méd. g.	39 j.	
2406	charpentier.	arthrite métacarpophalangienne du pouce dr.	10 j.	
Mains				
2487	charpentier.	entorse du poignet.	14 j.	
2409	charpentier.	synovite des extenseurs m. dr.	10 j.	
2381		plaie contuse éminence thénar.	12 j.	

Numéro de l'observa- tion	Profession ou nature des travaux	Nature de la lésion	Durée de l'incapacité de travail	Complication
1765	métaux.	plaie contuse m. g. enflammée.	11 j.	
1475	maçon.	phlegmon m. dr.	15 j.	âgé de 69 ans
2108	parqueteur.	plaie bord cubital m. droite. 2 points de suture.	10 j.	2 sutures.
1827	manœuvre.	plaie profonde, émi- nence thénar dr.	15 j.	3 sutures.
2054	charpente.	Large plaie contuse de la main dr.	13 j.	
4319	serrurier.	plaie contuse face dorsale de la m. dr.	30 j.	
1473	briquetage.	phlegmon au dos de la main.	23 j.	
1323	maçon.	plaie contuse poi- gnet dr., synovite tendineuse.	10 j.	
1369	fer.	plaie contuse dos de la m. gauche.	8 j.	
1932	maçon.	plaie contuse m. dr.	12 j.	
1417	scieur d. pier.	contusion du poi- gnet g.	14 j.	synovite de la gaine des ra- diaux.
1413		phlegmon m. dr.	18 j.	
1403		synovite des exten- seurs m. dr.	13 j.	
1576	fer.	plaie contuse en- flammée m. dr.	10 j.	
1571	ciment.	plaie dos de la m. g. lymphangite.	10 j.	
1496	bardage.	plaie septique du dos de la main g.	25 j.	lymphangite avant - bras gauche.
Avant-bras				
1385	maçon.	fracture externe in- férieure radius g.	30 j.	
1373	charpentier.	forte contus. avant- bras gauche, sté- matome.	12 j.	
1362	charpentier.	lymphangite et phlegmon du bras.	21 j.	

Numéro de l'observation	Profession ou nature des travaux	Nature de la lésion	Durée de l'incapacité de travail	Complication
2037	charpente en fer.	piqûre septiq. avant-bras droit.	12 j.	lymphangite phlegmon.
2127	charpentier.	luxation en arrière, coude gauche, fracture apophyse coronoïde.	36 j.	infirmité permanente.
2152	charpente en fer.	hygroma suppuré du coude.	22 j.	
1697	métaux.	fracture du radius gauche et contusion de la cuisse gauche.	20 j.	
1929	maçon.	phlegmon circonscrit av.-bras droit.	11 j.	
1782	charpente en fer.	phlegmon av.-bras gauche.	12 j.	
1636	maçon.	fracture du radius au tiers moyen.	40 j.	
1491	maçon.	fracture radius gauche tiers inférieur.	44 j.	déformation permanente
2205	manœuvre.	section du tendon, du fléchisseur de l'avant-bras.	31 j.	adhérence cicatricielle.
2662	manœuvre.	fracture tête du radius droit.	45 j.	
2035	métaux.	fracture compliquée des os de l'avant-bras droit, extrémité inférieure.	168 j.	infirmité permanente, déformation du poignet avec ankylose, atrophie de la main.
1914	électricien.	fracture du coude gauche.	80 j.	incapac. permanente, de travailler avec le bras.
Membre inférieur Cuisse				
2360	terrassier.	fracture du fémur au tiers moyen.	un an	âgé de 54 ans, raccourcissement.

Numéro de l'observation	Profession ou nature des travaux	Nature de la lésion	Durée de l'incapacité de travail	Complication
Genou				
1442	maçon.	hydarthrose traumatique du genou.	21 j.	début de lymphangite et phlegmon.
1634	terrassier.	plaie du genou droit et entorse.	22 j.	
1429	bardage.	hydarthrose, genou gauche.	15 j.	
2343	peintre.	contusion du genou droit.	10 j.	
1666	ravalement.	contusion du genou droit.	13 j.	
1715	maçon.	entorse du genou droit.	30 j.	
1727	ravaleur.	entorse genou droit.	20 j.	
2467	charpentier.	contusion grave du genou et entorse.	45 j.	
1809	charpentier.	entorse du genou gauche.	26 j.	
1701	scieur de pierres.	entorse grave du genou gauche, rupt. des ligaments latér. internes et externes	124 j.	
Jambe				
2006	charpente en fer.	plaie contuse jambe droite.	12 j.	brûlure par jet de vapeur
1829	ciment.	brûlure superfic. et étendue jambe gauche et épaule droite	15 j.	
2309	maçon.	plaie contuse jambe droite	10 j.	phlegmon consécutif.
2231	sculpteur.	contusion jambe, ecchymose.	20 j.	
2221	maçon.	phlegmon face int. jambe gauche et entorse légère du poignet droit.	20 j.	
2257	charpentier.	plaie contuse au niveau de la malléole interne gauche.	18 j.	

Numéro de l'observa- tion	Profession ou nature des travaux	Nature de la lésion	Durée de l'incapacité de travail	Complication
1470	maçon.	contusion de la mal- léole ext. gauche.	13 j.	
1581	charpentier.	forte contus. jambe droite.	16 j.	
Pied				
1631	maçon.	plaie de la plante du pied gauche par pi- qûre de clou.	10 j.	lymphangite.
1635	marinier.	plaie de la plante du pied gauche par pi- qûre de clou.	6 j.	
1463	»	entorse pied droit.	22 j.	
1593	ciment.	entorse pied droit.	17 j.	
1412	bardage.	plaie cont. du pied droit.	18 j.	
2346	couvreur.	entorse du cou-de- pied droit, contu- sion lombaire.	14 j.	
1823	ciment.	entorse pied gauche.	12 j.	
1880	métaux.	entorse pied droit et hématôme.	15 j.	
2366	charpentier.	entorse légère du cou-de-pied gauche	10 j.	
2119	maçon.	entorse du pied gau- che, fracture de la malléole externe gauche.	60 j.	
Entorses				
1836	maçon.	entorse tibio-tar- sienne.	59 j.	
2423	sculpteur.	entorse légère.	15 j.	
1480	maçon.	entorse médio-tar- sienne.	56 j.	
1973	maçon.	entorse tibio-tar- sienne et hémat.	21 j.	
1677	ciment.	entorse tibio-tar- sienne pied gauche.	20 j.	
2086	zingueur.	entorse tibio-tar- sienne droite.	18 j.	

Numéro de l'observation	Profession ou nature des travaux	Nature de la lésion	Durée de l'incapacité de travail	Complication
1336	maçon.	entorse tibio-tarsienne, poign. gauche.	12 j.	impotence fonctionn.
1436	bardage.	entorse tibio-tarsienne, poignet droit.	25 j.	
1395	tailleur de pierres.	entorse tibio-tarsienne, poign gauche.	13 j.	
1356	charpente en fer.	entorse médio-tarsienne.	30 j.	
1484	charpente en fer.	entorse tibio-tarsienne.	17 j.	
1503	terrassier.	contusion grave du pied gauche et entorse tibio-tars.	36 j.	
1310	maçon.	entorse tibio-tarsienne.	16 j.	lymphangite du pied et adénite inguinale.
		Métatarsiens et Orteils		
1393	maçon.	plaie contuse du gros orteil gauche.	16 j.	
1333	maçon.	plaie contuse du gros orteil droit.	38 j.	
2129	charpentier.	plaie contuse du gros orteil d'un ongle arraché.	10 j.	
1951	rivetage.	arrachement de l'ongle du gros orteil.	10 j.	
1792	charpentier.	contusion des deux ou trois premiers orteils, hématome sous-unguéal du premier.	12 j.	
1756	terrassier.	contusion du p. g., avulsion de l'ongle	10 j.	
2374	bardage.	contusion du gros orteil, chute de l'ongle.	10 j.	
				adénite inguinale.

Numéro de l'observa- tion	Profession ou nature des travaux	Nature de la lésion	Durée de l'incapacité de travail	Complication
2254	bardage.	fracture du 5 ^e méta- tarsien gauche.	39 j.	érythème io- doformé.
1740	charpentier.	écrasement complet du gros orteil droit.	40 j.	
Durillon forcé				
1660	maçon.	durillon forcé, pa- naris de la gaine tendineuse de l'an- nulaire g.	11 j.	
1407	terrassier.	durillon forcé.	15 j.	
1316	manœuvre.	duril, forcé index g	6 j.	
1357	taill.de pierre	durillon forcé m. g.	8 j.	
1474	maçon.	durillon forcé.	9 j.	
Orchites traumatiques.				
1372	maçon.	orchite traumatique	10 j.	
1336	ravaleur.	»	10 j.	
1335	bardage.	orchite traumatique contusion du scro- tum.	30 j.	
2421	couvreur.	contusion du tes- ticule g.	10 j.	

POSTE MÉDICAL DES INVALIDES

1899

Blessures de tête.....	59	Blessures légères.....	328
— du tronc.....	62	Graves inflammations..	139
— membre supé-		Entorses, luxations, con-	
rieur.....	275	tusions.....	99
Blessures membre infé-		Fractures.....	4
rieur.....	153	Morts.....	2
Maladies non traumati-			
ques.....	23		
Total des blessés.	572	Total des blessés.	572

Numéro de l'observation	Profession ou nature des travaux	Nature de la lésion	Durée de l'incapacité de travail	Complication
Tête.				
90	maçon.	plaie contuse du cuir chevelu. 3 points de suture.	14 j.	
79	charpente en fer.	contusion du pavillon de l'oreille dr. et ecchymose.	14 j.	
Œil.				
98	couvreur.	corps étranger œil dr. et contusion, lésion du pouce g.	30 j.	
Tronc.				
528	peintre.	contusion thorax.	18 j.	
86	charp. en fer	contusion du sein dr.	21 j.	
125	charpente en fer.	contusions de la région dorsale.	20 j.	
162	chem. de fer.	contusions d. thorax	15 j.	
239	maçon.	contusion du thorax et fracture de côte.	40 j.	
49	charp. en fer	contusions d. thorax	30 j.	
67	charp. en bois	fracture de côtes.	18 j.	
77	charp. en fer	fracture de clavicule	30 j.	
Lumbago.				
140	charp. en fer	contusion lombaire.	19 j.	
113	charp. en bois	»	16 j.	
Membre supérieur.				
116	charp. en fer	luxation du pouce g.	19 j.	
137	charp. en fer	luxation d. pouce dr.	20 j.	
464	vitrier.	plaie du pouce g. 2 sutures.	7 j.	
138	charpente en fer.	broiement phalange annulaire gauche.	21 j.	
33	charpente en fer.	broiement phalange annulaire dr.	20 j.	

Numéro de l'observa- tion	Profession ou nature des travaux	Nature de la lésion	Durée de l'incapacité de travail	Complication
12	ciment.	arrachement pha- langette du pouce droit.	45 j.	
463	charpente en bois.	plaie contuse du mé- dius gauche.	13 j.	
117	charpente en fer.	entorse poignet gau- che.	14 j.	
104	charpente en fer.	plaie contuse main gauche, 3 points de suture.	31 j.	
99	charpente en fer.	contusion main gau- che.	10 j.	
88	charp. en fer	contusion index dr.	11 j.	
87	charp. en fer	entorse du poignet.	26 j.	
120	maçon.	phlegmon du poi- gnet gauche.	18 j.	
151	maçon.	plaie contuse de l'annulaire gauche.	13 j.	
254	couvreur.	entorse poignet dr.	15 j.	
87	plâtrier.	entorse du poignet droit.	26 j.	
Membre inférieur				
339	plâtrier.	fracture jambe dr. au tiers inférieur.	110 j.	
52	charpente en fer.	fracture malléole intérieure droite.	30 j.	
63	serrurier.	contus. jambe gau- che.	16 j.	
133	charpente en fer.	contus. jambe gau- che.	12 j.	
144	maçon.	contus. jambe dr.	16 j.	
188	charpente en fer.	contusions multi- ples de la jambe droite.	21 j.	
229	chemins de fer.	rupture varices in- ternes.	14 j.	
233	charpente en fer.	plaie contuse de la malléole interne gauche et poignet g., ligature d'artère (arcade palmaire).	43 j.	

Numéro de l'observation	Profession ou nature des travaux	Nature de la lésion	Durée de l'incapacité du travail	Complication
429	pavage en bois.	plaie jambe gauche.	22 j.	quatre points de suture.
		Pieds et Orteils		
398	charpente en bois.	contusion du pied gauche.	15 j.	
80	charpente en fer.	entorse et contusion du pied gauche.	21 j.	
76	serrurier.	contusion gros orteil	13 j.	
64	maçon.	abcès du pied gauche	14 j.	
50	charpente en fer.	entorse du pied gauche et contusion du pied droit.	15 j.	
111	charpente en bois.	plaie tranchante du pied droit.	16 j.	
250	charp. en fer	entorse pied droit.	20 j.	
453	pavage en bois.	légère entorse, pied gauche.	15 j.	
429	charp. en fer	plaies jambe gauche	22 j.	mort dix minutes après la chute.
407	plâtrier.	phlegmon pied gauche.	14 j.	
382	charpente en fer.	entorse pied gauche.	9 j.	
368	décorateur.	luxation du genou.	26 j.	
149	travail aux quais.	noyé.		

TABLEAU A

Accidents ayant occasionné des décès.

POSTE MÉDICAL DES CHAMPS-ÉLYSÉES

Décès survenus immédiatement après l'accident.

Année 1899.

5 Mai. — Fracture de la colonne vertébrale, de la clavicule et des côtes.

1^{er} Mai. — Fracture du crâne.

15 Septembre. — Contusions du bassin et fractures du bassin.

4 Octobre. — Contusions multiples de l'abdomen.

27 Octobre. — Fracture du crâne.

30 Novembre. — Fracture de côte, contusions de l'abdomen.

15 Décembre. — Fracture du crâne, colonne vertébrale, cuisse gauche.

POSTE MÉDICAL DES INVALIDES

Décès survenus immédiatement après l'accident.

Année 1899.

14 juin. — Noyé aux travaux du Pont Alexandre.

TABLEAU B DONNANT LA STATISTIQUE DES ACCIDENTS CHIRURGICAUX SURVENUS DANS LES CHANTIERS DE CONSTRUCTION DE L'EXPOSITION UNIVERSELLE DE 1900 DEPUIS LE DÉBUT DES TRAVAUX, MAI 1896 JUSQU'AU 1^{er} JUILLET 1901.

Le service médical était assuré pour les divers points d'exposition par 5 postes de secours :
Le nombre des ouvriers employés aux travaux de construction pendant cette période a été de

Nature des lésions.

Traumatis- mes des yeux	Nature des lésions.	Poste du Champ-de-Mars	des Champs-Elysées	des Invalides	de Vincennes	du Trocadéro
	par éclat de fer.	21	4 pertes de l'œil			
	par gravats, éclats de pierre, poussières de plâtre ou de ci- ment.	61	3 hypopyons.			
	Rocher.		58	9	9	»
	Temporo-pariétal.					
	Maxillaire inf. avec complic.					
	Nez.		71	7	»	»
	Colonne cervicale.		»	»	»	»
	Clavicule.		»	»	»	»
	Humérus.		2	»	»	»
	Avant-bras (les 2 os).		»	»	»	»
	Radius.		»	»	»	»
	Coude.		»	»	»	»
	Doigts.		»	»	»	»
	Col de l'omoplate.		»	»	»	»
	Colonne vertébrale.		»	»	»	»
	Côtes.		»	»	»	»
	Bassin.		10	5	1	»
	Pubis.		1	»	»	»
	Fémur.		»	»	»	»
	Rotule.		4	2	3	1
	Jambe (les 2 os).		»	1	»	»
	Péroné		3	1	»	»
	Malleoles.		»	»	»	»
	Métatarsiens.		2	11	»	»
	Calcaneum.		»	»	»	»
	Gros orteil (compliqué).		1	»	»	»
	Total	59	62	22	7	2

TABLEAU RÉSUMANT QUELQUES JUGEMENTS ET ACCIDENTS AYANT NÉCESSITÉ UNE OU PLUSIEURS EXPERTISES MÉDICALES

Œil.

Date de l'accident	Age	Profession	Nature de la lésion	Complications	Date de guérison	Durée du traitement	OBSERVATIONS	Nature de l'incapacité	Réduction de salaire	Traitement antérieur	Rente fixée par le tribunal	Date et lieu du jugement
oct. 99			perle d. l'œil gauche.	ablation d. l'œil gauche.				P P	1/5	1660	150	13 mars 1900 t. c. Avesnes
27 juil. 99			explos. brûl. face, bras, thor., yeux	perte de la vue.			Expert... Examiner et dire quel est l'état actuel de X., s'il a ou non définitivement perdu la vue, s'il peut se livrer à un travail utile.	I T				15 mars 1900 t. c. Béziers
13 nov 99				perte œil gauche.			Appel à Douai, confirmation du précédent jugement.	P P	50 %	906 55	226 60	16 mars 00 t. c. Hazebrouck
31 juil. 99				perte de la vision œil dr.	1 ^{er} fév.	6 m.	... La blessure ayant été cicatrisée et consolidée le 1 ^{er} février... incapacité absolue du 7 juillet au 21 août.	P P			150	23 fév. 1900 Marseille.
12 juil. 99			perle d. l'œil droit.	par coup de pic.	21 oct.	3 m.	Guérison, 21 octobre 99, mais le tribunal a par suite de la persistance de la douleur admis que la guérison totale aura lieu avec reprise du travail le 15 novembre.	P P	1/3	1050	175 85	6 avr. 1900 t. civ. Doullens.
20 août 99			traumat. de l'œil droit.	trouble de la vision œil droit.	15 fév. 99	6 m.	La victime avait déjà, dans un accident antérieur, perdu l'œil gauche, pour le Dr X., la vision a été réduite d'un tiers pour l'œil blessé.	P P	50 %		375	23 mars 1900 t. c. Tarascon.
27 oct. 99		Ajust. à l'arsenal	plaie œil g.	diminution de l'acuité vis. par plaie de l'œil gauche.	26 déc. 99	2 m.	Dr X... Diminution de la capacité de travail, environ 1/2, lésions antérieures à la blessure (aggravation).	P P	50 %	1607 78	401 95	5 avr. 1900 t. c. Besançon.

25 sept.99	perte oeil dr.	actuell. incap. temporaire. kératite, conjonctivite int. œil droit par graviers.	6 m.	Appel Besançon, pour rechute survenue le 2 avril 1900, prouver conséquence de l'état antér. Appel Besançon, confirme le jugement du 5 avril.					6 juin 1900.
14 oct. 99				Encore en traitement. guérison incomplète. Le 27 déc. 1901, le trib. a commis le Dr X., oculiste à Dijon qui n'a pas accepté la mission de l'expertise, a été remplacé par le Dr R., oculiste à Dijon. celui-ci a déposé son rapport le 22 mars 1901. 1° Acuité visuelle réduite à la perception lumineuse, voit les doigts, mais peut à peine les compter à plus de 20 cent. de distance; 2° pas possible d'affirmer si l'iritis est consécut. à l'accident ou antér., du moins la relation entre iritis et accident paraît des plus probables; 3° X. ne pourra se servir de son oeil pour aucun travail utile.	I T	1060	1.50 par jour 180		11 juil. 1900 23 mars 00 t. c. Marvejols. 11 avr. 1900 t. c. Gray.
1 ^{er} déc. 99	ouvrier verrier	éclat de pier. d. l'œil g.			P P	4/3			
		perte tot. de la vue oeil. g.			P P	1/4	720	90	9 mai 1900 t. c. Privas
12 sep. 99		contusion et fracture av.-bras g.		Avant-bras.	P P	50 %	1000	250	27 avr. 1900 tr. civ. Vallence.
22 oct. 99		amputat. av. bras droit.		Guéris. incompl. Incompatib. du tr. c. pour infirm. tempor. dont ils ne peuvent pas même être saisi comme juges d'appel. Appel élève la rente pour réd. de valeur industrielle.	P P	700	1300	375	28 déc. 1894 t. c. Valenciennes.
						800	1300	400	

Avant-bras.

Note. — I T incapacité temporaire. — P P incapacité permanente partielle.

Avant-bras (suite).

Date de l'accident	Age	Profession	Nature de la lésion	Complications	Date de guérison	Durée du traitement	OBSERVATIONS	Nature de l'incapacité	Réduction de salaire	Traitement antérieur	Rente fixée par le tribunal	Date et lieu du jugement
19 sep. 99		chauff.	écrasement main g.	amputat. av. bras gauche.	30 mai 00		Rente payée à partir du jour de l'accident. Point de départ de la rente, 30 mai 1900.	P P	50 %	1050	262.50	25 janv. 1900 t. c. Cambrai
22 oct. 99			traumatisme grav ^e fracture cuisse g.	amputation au tiers sup. cuisse gauche.	15 mars 00	5 m.	Attendu... que B. est jeune en-core, n'est pas invalide; que son état général de santé est satisfaisant et lui permet de se livrer à d'autres travaux rémunérateurs, que la perte de la jambe ne peut constituer que l'P... tr. civ. se déclare incompétent en ce qui concerne les frais de ma-ladie.	P P	65 %	1500	487.50	27 mars 1900 t. c. Lyon.
15 août 99	57		écrasement cuisse dr. fracture j. g.	amputat. cuisse droite au tiers moyen.			Fracture jambe gauche non ré-duite et non consolidée. Rente à partir de l'accident.	P A	2/3	1500	1000	29 déc. 1899 tr. c. Dun-kerque.
22 août 99	femme			amputat. cuisse 1/3 inférieur.				P P	50 %	300	75	29 déc. 99 t. c. Toulouse.
11 nov. 99				amputat. main droite.	1 ^{er} fév. 00	2 m. 1/2	Main. App. Rouen. Attendu que le blessé a droit à une rente à partir du jour où l'IT a cessé il est certain qu'il ne peut plus se livrer qu'à un travail très réduit.	P P	2/3		365	20 fév. 1900 t. civ. Les Andelys.
											375	Rouen (ap.)

17 juil. 99	fracture des 2 poignets.	perte de l'usage du poignet g. poignet dr. n'a qu'une faible partie des valeurs fonctionnelles.	17 fév.	7 m.		P	2/3	1470	500	26 avr. 1900 t. c. Lille.
17 août 99	ouvrier d. une papeterie	hernie ing. gauche choc violent aine gauche. p. marteau				P P	1/4		114 05	11 avr. 1900 tr. civ. St-Gaudens.
13 sep. 99	ouvr. manoeuvre	hernie ing. droite mouvement d'effort, tors. d.l. brouette				P P	1/13	1332	50	21 mai 1900 tr. c. Nancy
17 avr. 00	mécanic. chauff.	hernie ing. g. consécutive à chute				PP	200		100	26 juil. 1900 tr. civ. Valenciennes

Hernie (suite).

Date de l'accident	Age	Profession	Nature de la lésion	Complications	Date de guérison	Durée du traitement	OBSERVATIONS	Nature de l'incapacité	Réduction de salaire	Traitement antérieur	Rente fixée par le tribunal	Date et lieu du jugement
14 oct. 99	37	ouv. fer-blantier	hernie ing-dr., mouvement d'eff.				Expert.. Si X. avait des prédispositions à la hernie, celle-ci est devenue patente à la suite de l'effort fait le 14 octobre 1899 au cours de son travail. Attendu que X. n'offre même pas de prouver dans quelles circonstances lui serait survenu l'accident dont il se plaint... puisqu'une hernie survenue au cours du travail peut n'avoir pas ce travail pour cause. (n'a appelé le médecin que le surlendemain de l'accident).	PP	15 %	1157	86	8 nov. 1900 tr. civ. Lille
2 fév. 00			hernie									10 août 1900 Rejet des demandes d'enquête et d'expertise, tr. civ. Valencien nes
août 99	58	ouvrier portant casses min ^{tes} .	hernie par effort				Accident survenu par le fait de son travail ou à l'occasion de son travail. Attendu blessure de 1870 cause première. Attendu... expert judiciaire a déclaré que la hernie étant petite sa contention au moyen d'un appareil était possible... qu'il sait que la capacité de travail n'a été qu'assez faiblement diminuée.	PP	4/12	1845	349	15 nov. 99 trib. civil Chambéry
									15		180	19 nov. 1900 app. Chambéry
15 déc. 99		toupi leur.	écrasement du pouce.	amput. moitié I ^{re} phal.	1 ^{er} fév. 00	1 m. 1/2	... Le pouce étant le doigt le plus utile à la profess. de toupilleur.	P P	15 %	1200	90	3 mai 1900, t. c. Lille.

Pouce.

13 sept 99	charre- tier.	P..., pouce écrasé.	ankylose de la phalange.	21 déc.	3 m.	Attendu... a eu le pouce dr. pres- que complètement sectionné au niveau de l'art. interphalan- gienne que si ce doigt ne pré- sente aucune substance, il en est résulté toute fois en raisons des sections tendineuses et de l'in- flammation des tissus avec rigi- dité permanente, que cependant lés nerfs de la racine du membre n'étant pas atrophiés conserve une faible partie de la force... IPP.	P P	1/4	1200	125	3 mai 00 t. c. Lunéville.
6 juil. 99			section inter- phalangienne du pouce droit	20 nov.	4 m.		P P	10 %	1650	82.50	2 mars 1900 t. c. Lyon.
1 ^{er} juil. 94	ouvrier mineur.	plaie pouce, main dr.	perte du pouce de la main dr.	18 janv.	6 m.	Possibilité du mouvement d'oppo- sition.	P P	10 %	1601	80.05	18 jan. 1900 t. c. Béthune
20 juillet.	15		perte d. phal. pouce main g. amputation du pouce m. dr.	5 oct. 99	2 m. 1/2		P P	20 %	450	45	15 mars 1900 St Omer.
							P P	40 %	1435	287	7 mai 00 t. c. Bordeaux.

Amputation du bras droit.

45			amputat. bras droit sous-del- toïdienne.			Incapacité permanente relative (?)	P P	720	1080	360	6 mars 1900 tr. c. Tours
8 juil. 99.		fracture du bras droit.	amputat. bras droit sous-del- toïdienne.				P P	568 60	1705 85	284 30	8 mars 1900 tr. civ. Bé- thune.
24 juil. 99			amputat. bras droit sous-del- toïdienne.				P P	540	945	270	23 mars 1900 trib. civil Mayenne.
9 juil. 99.		bras dr. cou- pé p. maniv.						2.300	4.400	1.150	24 mars 1900 t. c. Seine.

Amputation du bras droit (suite).

Date de l'accident	Age	Profession	Nature de la lésion	Complications	Date de guérison	Durée du traitement	OBSERVATIONS	Nature de l'incapacité	Réduction de salaire	Traitement antérieur	Rente fixée par le tribunal	Date et lieu du jugement
		employé chemin de fer.	amputat. au milieu du doigt de bras droit.				Attendu... qu'il en résulte non seulement une impossibilité de l'exercice de la profession mais de l'exercice de tout travail manuel. Attendu... que le travail manuel ne peut être pratiqué que par l'opposition et le concours de deux membres... Attendu qu'il n'y a pas lieu des occurrences des tarifs des Cies d'assurances dont les dispositions absolues ne sont fondées que sur la perte des membres sans se préoccuper de leurs conséquences pratiques, de la possibilité du travail qui peut varier avec les espèces. Attendu que les aptitudes de X... ne sont que celles d'un ouvrier n'ayant d'autre gagne-pain que ses bras. ... incapacité permanente absolue.	P A		1.544	1.022	14 janv. 1900 Versailles.

Luxation de l'épaule.

22 nov. 99	chauf-fleur mécanic.	lux. épaule droite.	Nominations des Drs J. et B. de Lyon et Dr B. de Trévoux dire: 1° S'il est complètement guéri; 2° dans quelle mesure cette infirmité peut influer sur la capacité					T				1 ^{er} mai 1900 t. civ. Trévoux.
------------	----------------------	---------------------	---	--	--	--	--	---	--	--	--	---

19 fév. 00	lux. épaule droite.	lux. épaule «coup de fouet»	145 j...	Opinion du Dr L., réduction 65 % 2 m. à se cicatriser, 3 m. 1/2 plus tard consolidée, déclare D. père mal fondé dans sa demande relative à la fourniture des appareils nécessaires pour se servir du membre mutilé. Appel Dijon confirmé.	Opinion du Dr L., réduction 65 % 2 m. à se cicatriser, 3 m. 1/2 plus tard consolidée, déclare D. père mal fondé dans sa demande relative à la fourniture des appareils nécessaires pour se servir du membre mutilé. Appel Dijon confirmé.	Attendu... que le tribunal ne peut dire d'une façon générale que la perte d'un membre entraîne dans tous les cas une incapacité permanente absolue, que la solution doit varier avec les espèces, que le tribunal ne peut donner la solution qu'en tenant compte de la situation particulière de P...	Appel Besançon, réforme le jugement précédent.	19 sept. 1900 t. c. Paris.
13 juil. 94	aiguille traumatisme j. g.	amputat. j. g. au-dessus du genou.	1 nov. 99 ^{3 m. 1/2}	amput. jambe dr. à la partie moyenne.	amput. jambe dr. à la partie moyenne.	fract. fémur dr., lésions profondes art. du genou.	fract. de j. raccourcissement.	18 mars 1900 tr. c. Vouziers.
7 sept. 99	16		7 mars 00 ^{5 m. 1/2}					20 mars 1900 tr. c. Ch.-sur-Saône.
27 sept 99	43		1 ^{er} fév. 00					21 mars 1900 t. c. Lure.
10 juil. 99								7 mars 1900 trib. c. Nogent-le-Rotrou

Amputation de la jambe.

T

P P

P A

P P

Amputation de la jambe (suite).

Date de l'accident	Age	Profession	Nature de la lésion	Complications	Date de guérison	Durée du traitement	OBSERVATIONS	Nature de l'incapacité	Réduction de salaire	Traitement antérieur	Rente fixée par le tribunal	Date et lieu du jugement
15 juil. 94			plaie et fracture jambe droite.	emputat. j. dr. à 10 cent. au-dessous du genou. désarticul. des 2 phal. des 2 ^e et 3 ^e orteil g.	15 fév. 00	7 m.		P P	2/3	810	320	15 fév. 1900 tr. civ. Béthune.
25 oct. 99		terrassier	fract. j. g. sus-malléolaire.			162 j	Travail à l'heure.	I T				
24 oct. 99	46	brigadier poseur (C ^{ie} tram w.)	plaie jambe dr. et fractures compliquées	amput. jambe dr. puis amput. de cuisse au tiers supérieur	12 fév. 00	4 m.	Amputation jambe dr. par suite de sphacèle deuxième intervention, amputation de cuisse au tiers supérieur. Attendu... condamne la Compagnie à fournir un appareil de 350 francs.	P P	95 %	1741 15	827 05	7 mai 1900 tr. c. Nantes
10 juil. 99	37	homme d'équip. chemin de fer	jambedroite écrasée	pseudarthrose.	9 mai 00	9 m.	Certificat du Dr... 9 mai 1900 une partie notable des deux os a dû être éliminée, les quatre extrémités restantes n'ont pu être coaptées, il reste une large pseudarthrose avec raccourcissement de 7 à 8 centimètres et V... pourra pour le moment marcher avec un pilon sur lequel appuiera le genou plié.	P P	4/5	873	349 20	10 mai 1900 tr. c. Lure

21 juil. 99 3 heures ap.-mid.	Insolation	Mort à 4 heures. apr.-midi, 21 juill. 99	L'insolation dont F. a été frappé est survenue au cours de son travail mais ne constitue pas dans l'espèce du moins un ac- cident donnant droit à une in- dennité.	20 mars 00 t.c. Bayon- ne
11 juil. 99	Insolation	66 jours, I. T.	Dr M., 14 août, présente encore troubles cérébraux.	26 septemb. 1899
22 juil. 99 1 h. apr. midi	Insolation	Mort à 4 heures après-midi, 22 juill. 90	Dr B., 19 sept., étourdissement, suite de l'insolation.	tr. c. Ville- juif
	manœuv.		Dr L., congestion pulm. et céré- brale produite par la chaleur. Trib. civ. déclare Vve J., mal fon- dée en ses demandes et con- clusions.	23 mars 00 tr. c. Ren- nes.

Index et médiums ou autres doigts.

17 août 99	menuis.	plate index g. contus.	11 sep. 99	100	4 avr. 1900, tr. c. Lyon
12 août 99	mécanic. agricole	ablation 1 ^{er} pha- lange index g. perte d'index m. g., perte 1 ^{er} phal. pouce g. ankylose de l'art. met. ph. du pouce, cica- trice doulour.	26 déc. 99	350	26 déc. 99, tr. c. Sancerre
20 sep. 99		section de 2 pha- lang. de l'ind. p. couteau méc.	25 mai 00	250	27 févr. 1900 a. à Bourges
5 janv. 00	ouvrier mineur	3 ^e phalange index enl. p. l'accid.	3 mars 00	225	t.c. Marseille. appel Aix
12 oct. 99	ouvrier ser- rurier	ablation index m. g.		75	3 mai 1900, tr. Valen- ciennes
				30	21 mars 00, tr. c. Blois

Index et médus ou autres doigts (suite).

Date de l'accident	Age	Profession	Nature de la lésion	Complications	Date de guérison	Entrée du traitement	OBSERVATIONS	Nature de l'incapacité	Réduction du salaire	Traitement antérieur	Rente fixée par le tribunal	Date et lieu du jugement.
20 sep. 99	21		3 ^e doigt m. g. écrasé	ankylose part. des 3 art. phal. 1 cent. p. phal. sans tissu, ph. à fleur d. cicat. mouv. de flex. et d'extension limités, incur- vat. en flexion	5 janv. 00	4 m. 1/2	Jusqu'au 3 janvier 1900. Depuis le 5 janvier 1900	I T P P	6 %	1400 33	49 39	20 mars 00, tr. Ch.-s.-S.
25 oct. 99	58	ouv. ca- mionn.	écrasement médus et annul. dr.	amput. du méd. annul. et auri- culaire ankyl.	1 ^{er} mars.	4 m.	Confirmé le point de départ de la rente. Extrait certif. médical... Nous pensons que l'infirmité résultant de la lésion sera temporaire et que dans deux ans au plus tard il n'en restera pas de trace sérieuse. Médecin éval. la réduct. à 25 % Jugement — à 15 % Guérison encore incomplète le 29 mars 1900.	P P	40 %	1.800	216	30 avr. 1900, t. c. Nancy 1 ^{er} mars 01, app. Nancy
25 août 99			plaie méd. main g.	panariet phleg- mon du doigt				P P	15 %	450	33 75	29 mars 00. t. c. St Brienc
7 nov. 99			écrasement de l'index et de l'an-	amput. del'ind. et de l'annul. m. dr.	15 jan. 00	2 m. 7 1/2	Accident survenu dans l'estam- page des pièces de mutut.	P P	1/3	2.490	435	7 avr. 1900, tr. c. Seine

28juil.99	conduct. amp. d'une phal. 1/2 annul. dr.		15 oct. 99	3 m.		P P	1/10	2.400	120	26 mars 00, tr. c. Seine
16nov.99	section de l'index et médius g.	ablation de 2 phal. du médius g., sect. de l'in- dex à la base de la 1 ^{re} phal.			Rente à payer à partir du 2 fév. 1900.	P P	40 %	1.404	280 25	2 fév. 1900, tr. Riom
20nov.99		section 2 ^e et 3 ^e phal des quat. dern. doigts main droite	2 mars 00	3 m. 1/2		P P	2/3	900	300	2 mars 1900, t. Confolans
21août99	médius m. g. coupé p. scie mécan.		8 déc. 99	3 m. 1/2		P P	1/5	4.233	120	14 fév. 1900, tr. Nancy

Que pouvons-nous conclure de cette longue statistique, dont d'ailleurs beaucoup d'éléments sont incomplets, par suite même des difficultés qui se sont présentées pour nous dans la recherche de tous les éléments d'appréciation ?

Au point de vue de la réduction de travail, nous constatons des évaluations différentes : tantôt le tribunal a confirmé l'appréciation qu'il avait demandée dans l'expertise médicale, tantôt au contraire il s'en est totalement éloigné.

Admettons que les éléments sur lesquels nous ne discutons pas la compétence du tribunal aient pu parfois altérer l'appréciation médicale, scientifique, de l'incapacité de travail, nous trouvons néanmoins, pour la même lésion des appréciations absolument différentes.

Ceci nous mène à condamner tout système établi d'avance, réglant le pourcentage de la réduction de salaire. Nous avons dit déjà comment en Bohême ce pourcentage était observé, nous avons dit que le médecin appréciait lui-même la réduction de travail subie par la victime, qu'une commission émettait son avis sur ce pourcentage, et que des sortes de contrôleurs passaient ultérieurement dans les ateliers et se rendaient compte de visu de la réduction de travail subie par la victime.

A ce sujet, il a été publié à Vienne en 1896 un tableau schématique destiné à éclairer les médecins sur l'appréciation de l'indemnité. (1)

Les membres y sont examinés les uns après les autres

(1) *Praktische Anleitung zur Begutachtung der Læufigsten Unfallszæden der Arbeiter*, Dr Paul Dittrich. Wien-Leipzig, 1901.

au point de vue des conséquences de l'accident, et différentes *combinaisons de lésions* formant un total de 184 cas donnent l'appréciation des hommes les plus compétents dans la matière.

Cependant, dans beaucoup de cas ces médecins se sont dispensés d'émettre un avis qu'ils considéraient comme absolument arbitraire.

Une pareille réglementation ne pourrait donner à notre avis d'*indication* utile au médecin qu'à la suite d'une grande pratique de la Loi. Mais on ne peut du jour au lendemain arriver à la réalisation de cette idée. Il me semble que pour résoudre cette question, il serait utile à la cause, que le Ministre du Commerce qui centralise les jugements, prenne aussi le soin de centraliser les éléments médicaux de cette question, qu'il soit ainsi dressé pour les cas les plus élémentaires même, un tableau que les recherches ultérieures démontreraient peut-être devoir être plus complet que le nôtre et où le médecin trouverait, confirmés par des jugements, des documents sérieux pour son appréciation. Car, à notre avis, dans l'état actuel des choses et le peu de connaissances que le législateur a mis à notre disposition en ce qui concerne les éléments de nos recherches, nous sommes, nous, médecins, incapables de statuer en connaissance de cause *sur l'évaluation de l'incapacité de travail et sur l'aptitude de la victime à une autre fonction.*

Et pourtant ceci est bien en rapport avec les attributions médicales, avec le rôle que nous devons atteindre dans le rouage social, puisque à tout moment, embarrassés, dérouterés, les magistrats désignent des experts dans les cas

difficiles. N'est-ce pas rendre hommage à notre profession, à nos connaissances scientifiques, à l'expérience que nous pouvons acquérir en ce qui concerne les exigences spéciales à chaque profession, que de nous confier la responsabilité d'une telle appréciation ?

Il faut que nous soyons aidés par les pouvoirs publics, et nous avons exprimé à cet égard notre opinion. Il faut que l'appréciation professionnelle qu'a un caractère scientifique reste entièrement au médecin. Quant à l'autre élément d'appréciation de la réduction du salaire, cet élément qui tient compte du rang social de la victime, il appartient au juge de se prononcer à cet égard, et la manifestation de la vérité à cet égard ne pourra être obtenue, que lorsque ces deux appréciations marcheront parallèlement, indépendamment l'une de l'autre. Le médecin conservera son appréciation scientifique, éclairé par l'expertise patronale et ouvrière que nous avons signalée. Le magistrat aura de son côté tous les autres éléments d'appréciation que comporte sa connaissance approfondie de la chose sociale.

Ainsi au point de vue de la rédaction du certificat, nous considérons que le questionnaire que nous avons proposé plus haut doit servir à la résolution de cet important problème social. Que c'est seulement après une longue application de la loi que les praticiens pourront s'affranchir du questionnaire, et signaler dans leur certificat l'élément important de leur appréciation.

La loi a beaucoup prévu au point de vue médical, mais elle a besoin d'être réglementée, ce serait amoindrir notre rôle social qui va en grandissant tous les jours, que de ne

pas apporter tous nos efforts à la solution du problème.

Ainsi, nous proposons qu'à l'avenir les médecins s'inspirent du questionnaire ci-dessus en ce qui concerne la rédaction du certificat, qu'ils s'entourent de toutes les garanties techniques en ce qui concerne l'appréciation de l'incapacité professionnelle, et la possibilité pour la victime de reprendre une occupation analogue à celle dans laquelle elle a été victime du travail :

CONCLUSIONS

1. La loi sur les accidents du travail est une loi de prévoyance sociale, et à ce titre, elle intéresse tout particulièrement les médecins.

2. La faculté pour la victime de réclamer les soins médicaux du médecin qu'elle est libre de choisir la rend supérieure à toute autre loi semblable employée chez nos voisins.

3. La fonction sociale du médecin se trouve grandie de l'importance même de la clientèle à laquelle s'adresse cette fonction légale.

4. Nous devons nous éloigner de toute appréciation de la situation plus ou moins précaire de la victime du travail, nous devons nous confiner à la partie médicale de la question, incapacité organique, guérison, facultés organiques spéciales à chaque profession, car seuls nous savons quel travail peut fournir un membre, un muscle, un organisme profondément atteint par un accident du travail.

5. Au point de vue de l'examen de la victime, nous de-

vons nous rapporter aux différentes variétés des questionnaires signalés au cours de ce travail.

a) Au moment de l'accident.

c) Au cours du traitement.

c) Après le traitement par suite de guérison, de décès, ou au moment d'un jugement.

6. Au point de vue du certificat médical, nous conseillons le plus souvent possible la triple expertise patronale, ouvrière, médicale, dans laquelle le médecin sera mieux éclairé sur l'incapacité fonctionnelle, professionnelle, consécutive à l'accident.

7. Le procédé de pourcentage actuellement admis ne donne aucun renseignement mathématique sur l'incapacité de travail et la réduction du salaire.

8. Les tableaux que nous avons introduits dans ce mémoire nous permettront de trouver quelques indications sur la durée probable du traitement de la blessure.

9. Ces tableaux sont incomplets, il serait à désirer que les renseignements que nous n'avons pu obtenir ne soient pas négligés à l'avenir, ils constitueraient ainsi une série de renseignements pratiques pour les experts.

10. Au point de vue des honoraires, nous demandons qu'il soit créé un tarif ouvrier spécial, plus particulièrement en rapport avec les exigences de la loi sur les accidents du travail.

11. Nous combattons le tarif de l'Assistance médicale gratuite parce qu'il ne répond pas à ces exigences, que cette assistance départementale n'existe pas partout, que ses tarifs sont variables et par suite manqueraient d'unité.

42. Nous mettons en garde les médecins contre les propositions des Compagnies d'assurances sur les accidents, leurs conditions étant parfois tout à fait insuffisantes.

Vu : LE PRÉSIDENT, DE LA THÈSE,
BROUARDEL.

Vu : LE DOYEN,
BROUARDEL.

Vu et permis d'imprimer,
LE VICE-RECTEUR DE L'ACADEMIE DE PARIS,
GRÉARD.

INDEX BIBLIOGRAPHIQUE

Historique de la Loi. Documents parlementaires. Documents officiels. Bibliographie française des Accidents du travail. Bibliographie étrangères.

I

Historique de la Loi

Un premier projet est voté en première délibération par la Chambre des députés le 23 octobre 1884, puis renvoyé à la Commission qui le garde jusqu'à la fin de la Législation.

En mars 1885 puis en février 1886, deux projets sont déposés par MM. Rouvier et Lockroy au nom du gouvernement dont ils faisaient partie comme ministres du Commerce.

Le 10 juillet 1880, la Chambre vote une loi d'ensemble que le Sénat démolit le 22 mai 1890 en y apportant un esprit tout à fait différent.

Le 28 juin 1890, M. J. Roche, ministre du Commerce, présente un projet dans lequel entre le principe de l'assurance obligatoire par l'Etat.

Le 10 juin 1893. La Chambre mieux instruite adopte par 493 voix contre 4, le projet de M. Louis Ricard, qui proposait une juridiction spéciale des tribunaux d'arbitrage par lesquels toutes les contestations devaient être jugées.

Malgré les travaux d'une conférence interparlementaire le 24 mars 1896, le Sénat repoussait encore le projet de loi déjà mieux étudié par la Chambre.

Cependant le 28 octobre 1897 la Chambre vota un nouveau projet plus défectueux que celui de M. Louis Ricard, et le 19 mars 1898, le Sénat y apporta encore des modifications, la Chambre céda et vota sans aucune modification le 26 mars 1898, le projet qui lui revenait du Sénat.

La Loi fut promulguée le 9 avril 1898.

Les décrets destinés à régler son exécution parurent le 1^{er} mars 1899. La loi ne devait entrer en vigueur que trois mois après, c'est-à-dire le 1^{er} juin 1899.

Mais survinrent des difficultés entre entrepreneurs et compagnies d'assurances. M. Delombre, alors ministre du Commerce, défendit la loi, réorganisa la caisse d'assurance d'Etat fondée en 1868, la mit en mesure de faire aux compagnies une grande concurrence, et le parlement décida que la loi n'entretrait en vigueur que le 1^{er} juillet 1899.

Lois sur les Accidents du travail.

Allemagne, 6 juillet 1884. (*Annuaire de la Législation Etrangère*, 1888, page 121.)

Autriche, 1887, 28 décembre. (*Annuaire de la Législation étrangère*, 1888, page 443.)

Norvège, 1894, 23 juillet. (*Annuaire de la Législation étrangère*, 1895, page 738.)

Angleterre, 1897, 6 août. (*Annuaire de la Législation étrangère*, 1898, page 18.)

Italie, 1898, 17 mars. (*Bulletin de l'Office du Travail*, 1898, page 611.)

Danemark, 1898, 15 janvier, (*Bulletin de l'Office du Travail*, 1898, page 611.)

France, 1898, 9 avril. (*Journal Officiel*, 10 avril 1898.)

Espagne, 1900, 30 janvier. (*Bulletin de l'Office du Travail*, 1900, page 375.)

Suisse, 1899, 5 octobre. (*Bulletin de l'Office du Travail*, 1899, page 1100.)

II

*Documents parlementaires concernant la loi
sur les accidents du travail.*

29 mai 1880. — Proposition de loi de M. Martin Nadaud, *Journal Officiel*, documents parlementaires, Chambre 1884, 264.

14 novembre 1881. — Proposition de loi de M. Martin Nadaud, *Journal Officiel*, documents parlementaires, Chambre 1884, 264.

29 novembre 1881. — Amendement de M. Georges Craux, *Journal Officiel*, documents parlementaires, Chambre 1884, 264.

31 décembre 1881. — Contre-projet de M. Remoiville, *Journal Officiel*, documents parlementaires, Chambre 1884, 264.

10 janvier 1882. — Amendement de M. A. Girard, *Journal Officiel*, documents parlementaires. Chambre 1884, 264.

14 janvier 1882. — Proposition de loi de M. Peuvey, *Journal Officiel*, documents parlementaires, Chambre 1884, 264.

21 janvier 1882. — Amendement de M. Maurel, *Journal Officiel*, documents parlementaires, Chambre 1884, 265.

11 février 1882. — Proposition de loi de M. Félix Faure, *Journal Officiel*, documents parlementaires, Chambre 1884, 265.

7 mars 1882. — Proposition de loi de M. Maret, *Journal Officiel*, documents parlementaires, Chambre 1883, 266.

28 mars 1882. — Rapport de M. A. Girard, *Journal Officiel*, documents parlementaires, Chambre 1884, 266.

13 mai 1882. — Discussion à la Chambre des Députés et renvoi à la Commission.

13 mai 1882. — Amendement de M. Talandier, *Journal Officiel*, documents parlementaires, Chambre 1884, 266.

10 juin 1882. — Amendement de M. Escanyé, *Journal Officiel*, documents parlementaires, Chambre 1884, 266.

14 novembre 1882. — Rapport de M. Martin Nadaud, *Journal Officiel*, documents parlementaires, Chambre 1884, 266.

22 février 1883. — Amendement de M. Girard, *Journal Officiel*, documents parlementaires, Chambre 1884, 268.

6 mars 1883. — Amendement de M. Marius Poulet, *Journal Officiel*, documents parlementaires, Chambre 1884, 268.

6 mars 1883. — Amendement de M. Laroche-Joubert, *Journal Officiel*, documents parlementaires, Chambre 1884, 268.

8 mars 1883. — Amendement de M. Brialou, *Journal Officiel*, documents parlementaires, Chambre 1884, 268.

10 mars 1883. — Amendement de M. E. Girard, *Journal Officiel*, documents parlementaires, Chambre 1884, 268.

10 mars 1883. — Amendement de M. Talandier, *Journal Officiel*, documents parlementaires, Chambre 1884, 268.

8, 10, 12 mars 1883. — Discussion à la Chambre des Députés et renvoi à la Commission.

7 mai 1883. — Contre-projet de M. Rémoiville, *Journal Officiel*, documents parlementaires, Chambre 1884, 268.

10 mai 1883. — Contre-projet de M. Girard, *Journal Officiel*, documents parlementaires, Chambre 1884, 269.

24 mai 1883. — Rapport de la Commission, *Journal Officiel*, documents parlementaires, Chambre 1884, 269.

15 novembre 1883. — Contre-projet de M. Emile Brousse, *Journal Officiel*, documents parlementaires, Chambre 1884, 270.

15 novembre 1883. — Amendement de M. Brialou, *Journal Officiel*, documents parlementaires, Chambre 1884, 270.

26 novembre 1883. — Proposition de loi de M. Léon Peuveley, *Journal Officiel*, documents parlementaires, Chambre 1884, 270.

16 février 1884. — Rapport de MM. Girard et Nadaud, *Journal Officiel*, documents parlementaires, Chambre 1884, 250.

24 mars 1885. — Projet de loi déposé par M. Rouvier, ministre du Commerce, *Journal Officiel*, documents parlementaires, Chambre, 1885, 430.

3 décembre 1885. — Proposition de loi de M. Lagrange, *Journal Officiel*, documents parlementaires, Chambre 1885, session supplémentaire, 441.

29 décembre 1885. — Proposition de loi de M. Rouvier, *Journal Officiel*, documents parlementaires, Chambre 1887, session supplémentaire, 389.

26 janvier 1886. — Proposition de loi de M. Blavier, *Journal Officiel*, documents parlementaires, Sénat 1886, 81.

2 février 1886. — Projet de loi présenté par M. Lockroy, ministre du Commerce, *Journal Officiel*, documents parlementaires, Chambre 1886, 978.

2 février 1866. — Proposition de loi de M. Albert de Mun, *Journal Officiel*, documents parlementaires, Chambre 1887, session supplémentaire, 390.

26 juin 1886. — Proposition de M. Félix Faure, *Journal Officiel*, documents parlementaires, Chambre 1886, 147.

24 mars 1887. — Proposition de M. Keller, *Journal Officiel*, documents parlementaires, Chambre 1887, session parlementaire, 361.

28 novembre 1887. — Rapport de M. Duché, *Journal Officiel*, documents parlementaires, Chambre 1887, 386.

10 juillet 1888. — Projet de loi voté par la Chambre des Députés, *Journal Officiel*, documents parlementaires, Chambre 1892, 324.

24 février 1889. — Rapport de M. Tolain, *Journal Officiel*, documents parlementaires, Sénat 1889, 21.

27 janvier 1890. — Rapport de M. Bardoux, *Journal Officiel*, documents parlementaires, Sénat, 1890, 28.

20 mai 1900. — Projet de loi voté par le Sénat, *Journal Officiel*, documents parlementaires, Chambre 1892, 327.

28 juin 1890. — Projet de loi déposé par M. J. Roche, *Journal Officiel*, documents parlementaires, Chambre 1890, 1427.

24 janvier 1891. — Proposition de loi de M. Granger, *Journal Officiel*, documents parlementaires, Chambre 1892, 329.

26 janvier 1891. — Proposition de loi de M. L. Ricard et M. Guieysse, *Journal Officiel*, documents parlementaires, Chambre 1892, 329.

27 janvier 1891. — Proposition de loi de M. Pierre Richard, *Journal Officiel*, documents parlementaires, Chambre 1892, 331.

2 février 1891. — Proposition de M. Dron, *Journal Officiel*, documents parlementaires, Chambre 1892, 332.

9 mars 1891. — Proposition de MM. Lecour et A. de Mun, *Journal Officiel*, documents parlementaires, Chambre 1892, 333.

20 juin 1891. — Proposition de MM. Viau et Hubbard, *Journal Officiel*, documents parlementaires, Chambre 1892, 335.

Note du Comité et des Sociétés d'assurances contre les accidents du travail, *Journal Officiel*, documents parlementaires, Chambre 1892, 335.

25 février 1892. — Rapport de M. Ricard, *Journal Officiel*, documents parlementaires, Chambre 1892, 301.

10 juin 1893. — Projet de loi voté par la Chambre, *Journal Officiel*, documents parlementaires, Sénat 1893, 488.

3 avril 1895. — Rapport de M. Poirrier, *Journal Officiel*, documents parlementaires, Sénat 1895, 268.

28 juin 1895. — Rapport supplémentaire de M. Poirrier, *Journal Officiel*, documents parlementaires, Sénat 1895, 297.

5 décembre 1895. — Projet de loi voté par le Sénat, *Journal Officiel*, documents parlementaires, Sénat n° 15 (tirage spécial).

2 mars 1896. — Rapport de M. Thévenet, *Journal Officiel*, documents parlementaires, Sénat 1896, 118.

24 mars 1893. — Projet de loi voté par le Sénat, *Journal Officiel*, documents parlementaires, Chambre 1896, 391.

7 juillet 1897. — Rapport de M. Maruéjols, *Journal Officiel*, documents parlementaires, Chambre 1897, 1509.

26 octobre 1897. — Contre-projet de M. Julien Goujon, *Journal Officiel*, documents parlementaires, Chambre 1897, 2211.

28 octobre 1897. — Projet de loi voté par la Chambre des Députés, *Journal Officiel*, documents parlementaires, Sénat 1897, 580.

25 janvier 1898. — Rapport de M. Thévenet, *Journal Officiel*, documents parlementaires, Sénat 1898, 55.

19 mars 1898. — Projet de loi voté par le Sénat, *Journal Officiel*, documents parlementaires, Chambre 1898, 918.

24 mars 1898. — Rapport de M. Maruéjols, *Journal Officiel*, documents parlementaires, Chambre 1898, 930.

9 avril 1898. — Promulgation de la loi, *Journal Officiel* du 10 avril 1898.

III

Documents Officiels.

9 avril 1898. — Loi.

10 août 1898. — Décret. Application de la Loi.

2 mai 1899. — Décret. Commission consultative.

25 mai 1899. — Instruction du Ministre de la Guerre. (Accidents établissements militaires.)

10 juin 1899. — Circulaire du Garde des Sceaux.

30 juin 1899. — Loi. Accidents dans Exploitations agricoles.

24 août 1899. — Arrêté du Ministre du Commerce. (Comité consultatif des accidents.)

2 février 1900. — Décision. (Application art. 31 de la Loi, Affichage.)

31 mai 1900. — Décret. (Application de la Loi.)

28 août 1900. — Circulaire du Garde des Sceaux. (Indemnité, fixation par le tribunal.)

8 juin 1901. — Circulaire ministérielle. (Industries et professions assujetties à la Loi.)

Rapport présenté au Congrès International des accidents du travail et des Assurances sociales (*juin 1900*), par M. Paulet, directeur de l'assurance et de la prévoyance sociales au Ministère du Commerce, délégué du ministre au Congrès.

Rapport adressé au ministère du Commerce par la Commission chargée d'arbitrer les indemnités attribuables aux victimes d'accidents survenus en juin 1899.

Accidents du travail. (Lois, règlements et circulaires, Imprimerie Nationale, 1901.)

Accidents du travail. Jurisprudence. (Imprimerie Nationale.)

Tome I, mars 1900.

Tome II, mai 1900.

Tome III, décembre 1900.

Tome IV, février 1901.

Tome V (sous presse).

IV

Bibliographie concernant les accidents du travail.

BERT. — *Revue judiciaire des accidents du travail*, 1900-1901.

BLONDET. — De la responsabilité des accidents du travail sous

- le régime du Code civil et de la loi de 1898. (*Thèse* Faculté de Droit, Paris, 1901.)
- BOISSARD. — Les accidents du travail, législation actuelle, réformes désirables. (Résumés de conférences.)
- BOUQUET. — Le médecin et la nouvelle loi sur les accidents du travail.
- BROUARDEL. — La responsabilité médicale.
- Concours médical : 1899, n° 30, p. 350.
— 1900, n° 12, p. 142.
— 1900, n° 41, p. 492.
— 1900, n° 51, p. 624.
- CUYLETS. — Rapports du médecin avec les mutualités. (Congrès de Déontologie, 1900.)
- DUCOUYTES. — Commentaire de la loi du 9 avril 1898.
- DITTRICH. — *Praktische Anleitung zur Begutachtung der Læufigsten Unfallsstæden der Arbeiter*. (Prof. Dittrich, Vienne, 1901, Bibliothèque Ec. de médecine, 73. 874.)
- DALLOZ. — Jurisprudence générale, 1900, XI, 2, p. 263.
- DESCOUSTS. — *Annales d'hygiène publique et médecine légale*, 1898, p. 367.
- FÉOLDE. — Accidents du travail et assurances contre les accidents.
- FERRETTE et D^r LAVAL. — Les accidents du travail. Commentaire de la loi de 1898.
- GOBERT. — Des assurances contre les accidents du travail agricole en Allemagne et en Autriche.
- GROUHEL. — Etude médico-légale des maladies post-traumatiques. *Thèse*, Lille, 1896.
- GIRAUD. — Blessures simulées dans l'industrie. *Thèse*, Lille, 1893.
- LA COUR DE GRANDMAISON. — Etude sur la responsabilité des accidents du travail industriel et agricole.
- LAUDE. — La loi de 1898. *Progrès médical*, 1899. Sociétés de secours mutuels et soins médicaux.
- *Journal de médecine de Bordeaux*, 30 juillet 1899.

- LE FILLIATRE. — *Bulletin off. de l'Union des syndicats médicaux de France*, 1900, n° 6.
- LEREBoulLET. — Honoraires. *Bulletin off. de l'Union des syndicats médicaux de France*, 1899, n° 3.
- LOUBAT. — Traité sur le risque professionnel, 1900.
- MONNIER. — La législation anglaise sur la réparation des accidents du travail. (*Thèse* Faculté de Droit, Paris, 1899.)
- NATTAN LARRIER. — Médecine et Loi de 1898. *Presse médicale*, 1900, n° 55.
- NOIR. — *Bulletin off. de l'Union des syndicats médicaux de France*. (Certificats, 1899, n° 14, Honoraires, 1900, n° 24.)
- PICQUÉ. — Complications en matière d'accident. (Société de médecine légale, 14 février 1898.)
- RIST. — Législation anglaise sur la responsabilité en matière d'accidents.
- ROQUES. — Les médecins des accidents et les hôpitaux des corporations industrielles en Allemagne. *Thèse*, Paris, 1901.
- RAMÉ. — Etude au point de vue médical de la loi du 9 avril 1898 sur les accidents du travail. *Thèse*, Paris, 1901.
- SACHET. — Traité théorique et pratique de la législation sur les accidents du travail, 1900.
- SERRE. — Les accidents du travail.
- SIMON. — La loi de 1898 et les médecins. Concours médical, 1900.
- Tarif des Honoraires. (Médecins de la Gironde.) *Bulletin off. de l'Union des syndicats médicaux de France*, 1899, n° 16.
- Tarif d'assistance chirurgicale.
Concours médical, 1899, n° 29.
— 1900, n° 17.
- VIDAL. — Certificats médico-légaux usuels, 1901.
- VILLEMIN. — Traumatismes, infections et diathèse, 1901.
- Rev. méd. de la Suisse Romande*. Convalescence chirurgicale et Assurances, sept. 1898.

V

Documents étrangers

ITALIE

Rivista sugli inf. del Lavoro (de Modena).

Rivista di Diritto et giurisprudenza pathologia speciale e medicina forense sugli infortuni del lavoro (Modena).

Perizia medico legale delle lesioni deriv. del infort., del lavoro. Krecke et Borri, Milano, 1899.

Lesioni traumatiche, Borri.

L'assistenza medica in rapporto in progetti di legge per li Inf. del lav. in Italia, *Il pensiero Italiano*, fasc. XLVII, 1894.

ALLEMAGNE

Amtliche Nachrichten der Reichs Versicherungsamt, VI.

Handbuch der Unfallverletzungen, Kauffmann.

Lehrbuch der artzlichen sachsverständigen Thätigkeit, Becker, Berlin, 1900.

Rekrutirung et Invalidisirung, Erlangen, 1872.

Archiv. für Unfallheilkunde-gewerbe hygiene, und Gewerbe krankheiten. Stoccarda, Enke.

Monatschrift für Unfallheilkunde mit besonderer Berücksichtigung der Mecanotherapie und der Begutachtung Unfallverletzten, von Sanitäts Rath, Dr Thiem, Leipzig.

Aertzliche Sachverständigen Zeitung. Direct. : Becker-Lepmann, Berlin.

Handbuch der Unfallkrankungen. Dr Thiem, Stuttgart, 1900.

TABLE DES MATIÈRES

	Pages
INTRODUCTION.....	5
Nécessité de la loi de 1898.....	11
Quelle est la marche suivie pour une affaire d'accident du travail.....	21
But à atteindre dans l'application de la loi.....	27
Indemnités prévues par la loi, leur rapport avec les diffé- rentes variétés d'incapacité de travail.....	35
Les infirmités.....	58
Du certificat médical.....	111
Règlement des honoraires médicaux.....	131
Quelles sont les professions auxquelles s'applique la loi.....	154
Documents relatifs à l'Exposition universelle de 1900...	162
a) Poste médical des Champs-Élysées	166
b) Poste médical des Invalides.....	178
c) Accidents ayant occasionné des décès.....	182
Jurisprudence de quelques accidents du travail	184
CONCLUSIONS	201
INDEX BIBLIOGRAPHIQUE.....	205
I. Historique de la Loi.....	205
II. Documents parlementaires.....	207
III. Documents officiels	211
IV. Bibliographie française des accidents du travail.....	212
V. Bibliographie étrangère.....	215
TABLE DES MATIÈRES.....	216



BUZANÇAIS (INDRE), IMPRIMERIE F. DEVERDUN.
